



Paraissant
du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

Directeur Général
Ronald Saint Jean

171^e Année – Spécial N° 27-A

PORT-AU-PRINCE

Mardi 19 Septembre 2017

SOMMAIRE

DOCUMENTS ANNEXES À LA LOI DE FINANCES
2017 – 2018

NUMÉRO SPÉCIAL

DOCUMENTS ANNEXES À LA LOI DE FINANCES
EXERCICE 2017 – 2018



**EXPOSÉ DES MOTIFS
LOI DE FINANCES 2017 - 2018**

EXPOSÉ DES MOTIFS DE LA LOI DE FINANCES 2017-2018

0 – INTRODUCTION

Établi conformément aux dispositions de la loi du 23 janvier 2017 remplaçant le décret du 16 février 2005 sur la préparation et l'exécution des lois de finances, la présente loi de finances au titre de l'exercice budgétaire 2017-2018 est arrêté en ressources et en dépenses à la somme de cent quarante quatre milliards deux cents millions de gourdes (Gdes 144,200,000,000.00).

L'atteinte des objectifs des politiques publiques passe non seulement par la qualité des politiques publiques mais encore par la viabilité de la politique budgétaire. Telle est l'hypothèse sous-jacente aux travaux d'élaboration de la loi de finances pour l'exercice 2017-2018. En effet, élaboré dans un contexte socioéconomique difficile, cette loi de finances se veut suffisamment ambitieux pour incarner la vision d'une Haïti prospère, réconciliée et renouée avec la croissance sans, pour autant, perdre de vue les contraintes financières réelles qu'elle convient de dépasser.

Pour assurer la concrétude des objectifs du Gouvernement tels que déclinés dans les différentes feuilles de route sectorielles, le Gouvernement entend ancrer la programmation des dépenses sur les objectifs de politique publique. Ainsi, à travers la mise en cohérence des allocations budgétaires, le Gouvernement veut prévenir les gaspillages dus au saupoudrage en optant pour une allocation des crédits budgétaires en lien avec l'objectif de maximisation de l'efficacité de la dépense publique.

À travers cette loi de finances initiale, le Gouvernement entend accélérer le processus de redressement de l'économie en accordant la priorité aux programmes à fort potentiel de croissance et de création d'emplois durables notamment dans le secteur agricole et l'industrie agro-alimentaire qui sont retenus comme locomotives de la croissance pendant les cinq(5) prochaines années.

Le présent exposé des motifs qui présente les principales caractéristiques de la loi de finances 2017- 2018 est structuré en trois (3) parties. La première partie est consacrée à la présentation du contexte économique international et national dans lequel s'inscrit le budget. La deuxième partie retrace les principales orientations et caractéristiques principales du budget 2017-2018. Enfin, la troisième partie présente les grandes masses du budget tant en recettes qu'en dépenses.

I – CONTEXTE ÉCONOMIQUE GLOBAL

La sincérité du budget et la viabilité à court et à moyen terme des politiques budgétaires ne sont garanties que si l'évaluation des masses budgétaires (recettes, dépenses et financement) intègre les opportunités et les contraintes en lien avec la conjoncture économique.

I.1 Contexte économique international

La loi de finances initiale, au titre de l'exercice 2017-2018, intervient dans un environnement économique et financier caractérisé au plan mondial par un bond des marchés financiers, la reprise cyclique de l'investissement, de l'industrie manufacturière et du commerce. Sous l'effet combiné de ces facteurs, la croissance mondiale devrait s'établir, selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International, à 3,5 % en 2017 contre 3,1 % en 2016 et à 3,6 % en 2018.

Aux États-Unis, l'activité économique a connu un regain de performance au deuxième trimestre 2017 suite à une contraction, au premier trimestre, imputable à des incertitudes politiques nées des élections présidentielles. Ainsi, la croissance devrait s'accélérer en 2017 et en 2018, à 2,3 % et à 2,5 % respectivement, soit une augmentation cumulée du PIB de ½ point par rapport à la prévision d'octobre 2016. La dynamique de l'économie américaine au second semestre de 2016 est tirée par une reprise cyclique dans l'accumulation des stocks, une forte hausse de la consommation et le relâchement anticipé de la politique budgétaire.

Les données provisoires sur l'évolution de la conjoncture économique internationale au deuxième trimestre 2017 attestent une consolidation mitigée de la croissance dans la zone euro. En effet, la production dans la zone euro devrait progresser de 1,7 % en 2017 et de 1,6 % en 2018. Si la croissance devrait ralentir en Allemagne (1,6 % en 2017 et 1,5 % en 2018), en Italie (0,8 % en 2017 et en 2018) et en Espagne (2,6 % en 2017 et 2,1 % en 2018), il n'en demeure pas moins vrai qu'elle devrait s'accélérer de manière modeste en France (1,4 % en 2017 et 1,6 % en 2018). La reprise devrait se poursuivre en 2017-2018 grâce à une politique budgétaire légèrement expansionniste, des conditions financières accommodantes, un euro plus faible et les retombées bénéfiques d'une relance budgétaire probable aux États-Unis. Toutefois, l'incertitude politique due à l'approche d'élections dans plusieurs pays, conjuguée à l'incertitude relative à la relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, devrait ralentir la performance de l'activité économique.

Les prévisions de croissance pour l'Amérique latine et les Caraïbes sont de 1,1 % en 2017 et de 2,0 % en 2018. Les perspectives de croissance pour les pays de la région se caractérisent par une grande variabilité. Si la croissance devrait ralentir au Mexique (1,7 % en 2017 et 2,0 % en 2018) et se contracter au Venezuela (-7,4 % en 2017 et -4,1 % en 2018), elle devrait se raffermir au Brésil (0,2 % en 2017 et 1,7 % en 2018), en Argentine (2,2 % en 2017 et 2,3 % en 2018), Chili (1,7 % en 2017) et en Colombie (2,3 % en 2017).

Avec des perspectives de croissance de 5,5 % en 2017, la République dominicaine s'évertue à contenir, pour sa part, son taux d'inflation au cours du deuxième trimestre. En effet, le taux d'inflation annuel est maintenu entre 1,7% et 2,33 % sur les deux premiers mois du deuxième trimestre.

Les prix des produits céréaliers ont enregistré une légère hausse sur le marché international. En effet, l'indice FAO des produits alimentaires a légèrement progressé (0,5%), passant de 174,6 points en janvier 2017 à 175,5 points en février 2017, atteignant ainsi sa valeur la plus élevée depuis février 2015.

Par ailleurs, les cours du pétrole ont évolué à la hausse au deuxième trimestre ; 8,1% pour le Brent moyen et 5,45% pour le West Texas Intermediate (WTI).

1.2 Contexte économique national

Le processus d'élaboration de la loi de finances 2017-2018 se réalise, sur le plan national, dans un contexte politique et économique difficile avec le passage de l'ouragan Matthew et le long déroulement de la période électorale. Les effets combinés de ces deux événements ont amené à réviser à 1,1% la croissance projetée à 2,2% en début d'exercice 2016-2017.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2016-2017, la production agricole a chuté, entraînant par voie de conséquence l'augmentation du prix des produits alimentaires. En effet, l'Indice des Prix à la Consommation a enregistré une hausse de 14,6% en avril 2017. Cependant, les anticipations négatives et les spéculations sur le change ont commencé à se dissiper comme en témoigne un certain raffermissement de la gourde par rapport au dollar américain, soit 62,27 gourdes pour un dollar américain au 26 mai 2017 contre 69,39 gourdes au 4 avril 2017. Également, on peut observer une augmentation timide du crédit, de 13% en glissement annuel pour le crédit en gourde et 1,7% pour le crédit en dollar américain.

De son côté, la situation des finances publiques est fortement préoccupante, les recettes fiscales ont stagné au premier semestre de l'exercice 2016-2017, en dépit de la hausse de l'inflation et de la dépréciation de la gourde, et, ce, en raison de pertes de recettes sur les produits pétroliers (8,8 milliards de gourdes durant la période allant du 1er octobre 2016 au 31 mai 2017). Ainsi, la pression fiscale de 13,5% en 2016-2017 est revue à la baisse de 1,1 point de pourcentage. A contrario, les dépenses courantes continuent d'augmenter, ce qui impacte négativement l'épargne publique de telle sorte que la capacité du trésor public à financer le Programme d'Investissement Publics (PIP) se retrouve de plus en plus limitée.

Les mesures prises à travers la loi de finances 2017-2018 devraient faire croître l'économie réelle de 3,9%. Cette dynamique sera portée par une croissance soutenue de la valeur ajoutée du secteur agricole qui devrait être revigoré par

la construction et la réhabilitation des infrastructures agricoles et hydrauliques et le développement de chaînes de valeur. Par ailleurs, la pression fiscale devrait se situer aux environs de 12,7%.

Le niveau général des prix devrait, pour sa part, augmenter à un rythme moins important par rapport à l'exercice antérieur, puisqu'une inflation de 13,4% en moyenne annuelle et de 11,4% en fin de période est prévue sur la base d'une légère appréciation de la monnaie locale et l'augmentation de la production agricole.

De leur côté, les dépenses d'investissement devraient augmenter par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative de l'exercice en cours. La stratégie adoptée dans la gestion des dépenses d'investissement consiste à éviter le saupoudrage qui correspond à affecter des crédits budgétaires à la réalisation de projets dispersés et non intégrés dans un cadre global. Elle adopte, au contraire, une allocation des ressources ancrée sur les objectifs de politique publique en vue d'assurer une meilleure cohérence des allocations budgétaires.

II – PRINCIPALES HYPOTHÈSES DU CADRAGE ET ORIENTATIONS DE LA LOI DE FINANCES 2017-2018

Le cadrage budgétaire pour l'exercice 2017-2018 table sur une augmentation de 29% des recettes courantes, et l'appui budgétaire externe escompté est estimé à près de 3,4 milliards de gourdes, soit un montant légèrement inférieur par rapport à celui de l'exercice 2016-2017. Aussi il est attendu que le déficit budgétaire ne dépassera pas le seuil de 3,2% du PIB.

2-1 Hypothèses du cadrage budgétaire 2017-2018

Les principales hypothèses retenues au titre de la loi de finances 2017-2018 sont :

- une croissance réelle de l'économie de 3,9% portée par une croissance soutenue de la valeur ajoutée du secteur agricole ;
- une inflation de 13,4% en moyenne annuelle et de 11,4% en fin de période sur la base d'une légère appréciation de la monnaie locale et de l'élimination totale de la subvention des produits pétroliers ;
- une pression fiscale aux environs de 12,7% ;
- des dépenses d'investissement en hausse par rapport aux prévisions du budget rectificatif de l'exercice en cours ;
- des réserves nettes de change correspondant à environ 5 mois d'importation ;
- un taux de change plus ou moins stable.

2-2 Les principales orientations de la loi de finances 2017-2018

Au cours de l'exercice 2017-2018, le Gouvernement poursuivra une politique budgétaire rigoureuse, caractérisée par la consolidation des acquis et la mise en œuvre de certaines mesures rationnelles de gestion des finances publiques, tant en recettes qu'en dépenses.

1. En matière des recettes, la loi de finances 2017-2018 repose sur de nouvelles orientations stratégiques en ce qui concerne les perceptions douanières et fiscales.

S'agissant des mesures douanières, elles portent essentiellement sur :

- l'application pleine et systématique du programme de vérification des marchandises ;
- la sécurisation des recettes par la mise en place de nouveaux dispositifs de contrôle : renforcement du SYDONIA et renforcement des structures de contrôle a posteriori, gestion des risques et opérationnalisation de la structure de la Direction de l'Inspection Fiscale ;

- l'opération de bouclage de la zone frontalière à travers le renforcement en effectif et en matériel de la Brigade d'Anti-contrebande ;
- le renforcement du dispositif de lutte contre la sous facturation et la fausse facturation en vue de sécuriser au maximum certains documents douaniers essentiels par l'utilisation des documents en douane infalsifiables ;
- la création d'une structure de supervision au niveau des bureaux de douane en opération ;
- l'automatisation des opérations liées aux privilèges fiscaux ;
- la reconduction de certaines mesures fiscales : frais de vérification passant de 5% à 6%; droit spécial passant de 1% à 2%; pénalités pour paiement en retard; modifications tarifaires.
- l'engagement de l'Etat à soutenir le développement du secteur naissant des énergies renouvelables et encourager la production et la consommation d'électricité à partir des sources d'énergies renouvelables pour attirer l'investissement privé tenant compte du potentiel d'investissements étrangers à travers le développement de ce secteur. Ainsi certaines positions tarifaires sont introduites et dotées d'une nouvelle nomenclature ;
- le relèvement des droits d'accises sur le tabac et les produits du tabac brut et les produits finis de tabac tels que cigarettes et cigares au taux de 20% sur le prix ex-usine pour les produits fabriqués localement ou sur la valeur en douane (CIF) additionnée des autres Impôts, droits et taxes pour les produits importés.

S'agissant des mesures fiscales nouvelles, elles se présentent comme suit :

- en matière de taxe pour l'obtention d'un passeport, de nouvelles mesures sont prises pour présenter le passeport sous forme de livret valide pour une durée de cinq (5) ans pour les mineurs à deux mille cinq cents gourdes (Gdes 2 500,00) toutes taxes incluses et une durée de dix ans (10) pour les majeurs à six mille gourdes (Gdes 6 000,00) toutes taxes incluses ;
- en matière de taxe sur l'émission de la Carte d'Immatriculation Fiscale (CIF), le paiement annuel d'un droit se fera comme suit : deux mille cinq cents gourdes (Gdes 2 500,00) pour les entreprises et personnes morales ; mille gourdes (Gdes 1 000,00) pour les personnes physiques en situation d'emploi ; deux cent cinquante gourdes (Gdes 250,00) pour les journaliers, le personnel vacataire et les personnes sans emploi ;
- en matière de droit relatif au fermage et au loyer des biens du domaine privé de l'Etat, les nouvelles mesures prises sont : vingt mille gourdes (20 000,00 gourdes) par hectare pour les terrains destinés aux activités industrielles et commerciales ; sept mille cinq cents gourdes (7 500,00 gourdes) par hectare pour les terrains exploités à des fins agricoles ; vingt-cinq gourdes (25,00 gourdes) par mètre carré pour les terrains non agricoles autres qu'industriels et commerciaux ;
- en matière de taxe pour l'obtention d'un permis de conduire, les droits sont ainsi modifiés :
 - a) Permis de conduire – type A, E...deux mille cinq cents gourdes (2 500,00 gourdes)
 - b) Permis de conduire – type B.....deux mille cinq cents gourdes (2 500,00 gourdes)
 - c) Permis de conduire – type C.....mille gourdes (1 000,00 gourdes)
 - d) Permis de conduire – type D.....deux cent cinquante gourdes (250,00 gourdes)
- en matière de droit relatif aux amendes à payer, les nouvelles dispositions énoncées sont : circuler sans la vignette de validation annuelle, deux mille gourdes (Gdes 2 000,00) ; circuler sans plaques d'immatriculation, douze mille gourdes (Gdes 12 000,00) ; circuler avec un permis expiré de plus d'un mois, deux mille gourdes (Gdes 2 000,00); circuler avec une police d'assurance expirée de plus de 72 heures, deux mille gourdes (Gdes 2 000,00) ;

- en matière de taxe de Contribution Foncière sur Propriété Bâtie (CFPB), tout immeuble pouvant abriter des personnes ou des biens, occupé ou non, habité par son propriétaire, en usufruit ou en location y est assujéti selon le barème suivant :

Jusqu'à 50,000.00 GDES	6%
De 50,001.00 à 100,000.00 GDES	7%
De 100,001.00 à 150,000.00 GDES	8%
De 150,001.00 à 200,000.00 GDES	9%
Plus de 200,000 GDES	10%

2- Les grandes orientations en matière de dépenses

Dans sa stratégie de redressement de l'économie nationale, le Gouvernement vise à prioriser les secteurs susceptibles d'avoir un impact réel sur la croissance économique, à savoir l'agriculture, le tourisme, la construction, l'éducation et la santé, dans le respect strict de la vision du chef de l'Etat. En effet, la vision quinquennale consiste à faire de l'agriculture et de l'agro-transformation les principaux vecteurs de croissance économique. Ainsi il est proposé, à travers cet instrument de mise en œuvre des politiques publiques, de lever les principales contraintes liées au développement du secteur agricole, d'accompagner le développement de chaînes de valeurs, et notamment de construire et de réhabiliter les infrastructures agricoles et hydrauliques.

Dans ce contexte, au niveau de la politique économique, les grands chantiers qui vont retenir l'attention du Gouvernement pour le présent exercice sont :

- la création d'emplois durables, notamment pour les jeunes ;
- la réhabilitation et la réalisation de nouvelles infrastructures économiques, la modernisation du système des transports ;
- la modernisation de l'agriculture et le renforcement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises évoluant dans le domaine agricole, en leur offrant un accompagnement technique et en leur facilitant l'accès au financement;
- le maintien de la stabilité macroéconomique ;
- la mobilisation des ressources publiques dans le cadre d'une gestion rigoureuse des finances de l'Etat ;
- la rationalisation des dépenses de l'État à travers la baisse du train de vie de l'Etat ;
- la recherche d'une meilleure cohérence dans les allocations des ressources de l'Administration Centrale de l'État et d'autres institutions de l'État à caractère commercial et industriel de manière à administrer et contrôler les mouvements des comptes des entreprises publiques et organismes autonomes de l'État;
- la poursuite de la réforme des finances publiques, en particulier celle touchant le secteur de l'énergie électrique et la mobilisation des ressources domestiques;
- l'amélioration du cadre des affaires, le soutien au secteur privé et la promotion de l'investissement, en particulier de la diaspora, dans le secteur de la sous-traitance;
- la gestion transparente et optimale des ressources énergétiques et minières ;

- la promotion de l'émergence d'une Haïti économiquement prospère, socialement juste et écologiquement responsable par la mise en place d'actions susceptibles de soutenir les plus vulnérables, de renforcer le système de sécurité sociale et de générer des revenus et des emplois dans les milieux défavorisés ;
- le renforcement des institutions et la modernisation de l'État, ainsi que la promotion de la bonne gouvernance.

Au niveau de la politique sociale et culturelle, le Gouvernement devra insister sur :

- la lutte contre la pauvreté ;
- la réorganisation du système de santé ;
- la restructuration du système éducatif ;
- l'amélioration du cadre de vie et la préservation de l'environnement.
- la mise en valeur de notre patrimoine culturel.

III- LES GRANDES MASSES DU BUDGET 2017-2018

Le renversement des tendances actuelles (recul de la croissance, remontée de l'inflation, raréfaction des ressources) passe nécessairement par une politique budgétaire volontariste. Toutefois, le volontarisme budgétaire responsable ne peut s'affranchir de la discipline budgétaire globale qui veut que les grandes masses soient définies en conformité avec les objectifs macroéconomiques. Cette partie présente les grandes masses du budget 2017-2018, c'est-à-dire les ressources et les dépenses.

3.1. Les voies et moyens de la loi de finances

Les voies et moyens du budget de l'État, au titre de l'exercice fiscal 2017-2018 s'élèvent à cent quarante quatre milliards deux cents millions de gourdes (Gdes 144 200 000 000.00) contre cent dix huit milliards cinq cent quatre vingt millions cent trente mille six cent cinquante (Gdes 118,580,130,650.00) dans le budget rectificatif 2016-2017, soit une hausse de 21.6%.

a. Ressources domestiques

Les prévisions de ressources domestiques, constituées de recettes fiscales, de recettes non fiscales et autres ressources sont estimées à quatre vingt treize milliards quatre cent quarante six millions cent soixante treize mille cinq cent vingt et un et 00/100 de gourdes (Gdes 93,446,173,521.00), soit 64,8% de l'ensemble des voies et moyens inscrits dans la loi de finances initiale 2017-2018. Cette proportion qui s'accroît de 4,58 points de pourcentage traduit la poursuite de l'engagement de l'État à privilégier la mobilisation des recettes domestiques pour assurer le financement de son programme de développement.

b. Dons

Les dons s'élèvent dans la présente loi de finances initiale à vingt quatre milliards vingt deux millions cinq cent soixante neuf mille soixante neuf et 00/100 de gourdes (Gdes 24,022,569,069.00) contre trente deux milliards quatre cent soixante huit millions huit cent cinquante mille cent soixante dix-sept et 00/100 de gourdes (Gdes 32,468,850,177.00), soit une contraction de 24%. Ils se composent de 14,0% d'appui budgétaire global et 86,0% d'aide projets.

c. Financement

Le poste financement est évalué à vingt six milliards sept cent trente et un millions deux cent cinquante sept mille quatre cent dix et 00/100 de gourdes (26,731,257,410.00 Gdes). Il est ainsi réparti : tirages sur emprunt : 5,057,510,830.00 Gdes; bons du trésor : 3,268,601,479.00 Gdes; autres financements internes des projets : 18,405,145,101.00 Gdes.

3.2. Les dépenses totales du budget

Les dépenses totales du budget de l'État, au titre de l'exercice 2017-2018 s'élèvent à un montant de cent quarante quatre milliards deux cents millions de gourdes (144,200,000,000.00 Gdes). Elles sont composées de 59% de dépenses courantes et de 41% de dépenses de capital.

a. Dépenses courantes

Les dépenses courantes sont évaluées à 73,6 milliards de gourdes dont environ 40,2 milliards de gourdes serviront à honorer les dépenses de personnel et 20,3 milliards pour couvrir les charges afférentes aux dépenses sur biens et services.

b. Dépenses de capital

Chiffrées à soixante dix milliards cinq cent soixante trois millions neuf cent quarante huit mille neuf cent trente quatre et 00/100 de gourdes (Gdes 70,563,948,934.00), les dépenses de capital comprennent essentiellement les postes **programmes et projets (85%)** et **amortissement de la dette(15%)**. Représentant 53% des dépenses totales contre 36,0% dans la loi de finances rectificative 2016-2017, les programmes et projets sont financés dans la loi de finances initiale 2017-2018 par les dons et emprunts à 44%, le trésor public à 25%, les autres financements à 21% et les fonds de l'annulation de la dette du FMI à 10%.

3.3. Les soldes budgétaires

La loi de finances initiale 2017-2018 présente un solde budgétaire de base de 19,8 milliards de gourdes, soit près de 4 fois le niveau projeté dans le budget rectificatif. Ceci témoigne de la volonté du Gouvernement à améliorer l'épargne nationale. Quant au solde primaire courant, il est évalué dans la présente loi de finances initiale à 22,9 milliards de gourdes contre 6,8 milliards dans le budget rectificatif, ce qui dénote une plus grande capacité de l'État dans la maîtrise du service de la dette.

**CADRE MACROÉCONOMIQUE
DU BUDGET 2017 - 2018**

CADRAGE MACROÉCONOMIQUE DU BUDGET 2017-2018

I. CONTEXTE D'ÉLABORATION DU BUDGET 2017-2018

Le processus de préparation du budget 2017-2018 se réalise dans un contexte difficile. Après trois années de stagnation économique, les leviers budgétaires sont importants pour favoriser une relance rapide de l'économie. Cependant, la contrainte budgétaire est devenue plus aigüe avec une baisse des recettes pétrolières et une nette diminution des ressources en provenance de l'accord pétro caribé. La viabilité de la dette connaît une certaine dégradation qui invite à la prudence et à des politiques agressives pour dynamiser la production et accroître la perception des impôts et taxes.

La performance économique sur les trois dernières années de crises électorales et tumultes politiques a été marquée par une chute du PIB per capita et la recrudescence de l'inflation, ce qui a eu comme conséquences de fragiliser davantage la situation socioéconomique de la population et d'alimenter des vagues de migration vers l'étranger. Des questions urgentes liées à des problématiques structurelles doivent être adressées par le nouveau Président et la nouvelle équipe gouvernementale dans différentes sphères, notamment politique, social, économique, environnementale, sur un fond de revendications sociales bruyantes et impatientes de certains secteurs de la population.

Sur le plan social, la situation est de plus en plus préoccupante. Les ménages assistent à l'érosion de leur pouvoir d'achat en raison de l'accélération de l'inflation expliquée par la réduction de l'offre alimentaire après le passage de l'ouragan Matthew et par la hausse des prix des produits pétroliers. Il en découle une augmentation de l'insécurité alimentaire dans un contexte où l'effort de redressement post ouragan est encore limité vu le faible niveau des dépenses publiques. Des mouvements de grève du personnel de la sous-traitance, de certaines institutions publiques réclamant un ajustement de salaire sont de plus en plus fréquents. À cela s'ajoutent les crises dans les hôpitaux, dans les universités, dans les écoles publiques limitant l'accès d'une bonne partie de la population à des services sociaux de base.

À travers le budget rectificatif 2016-2017 voté par le Parlement et publié au cours du mois de juin dernier, et certaines mesures contenues dans les feuilles de route des ministères, il ressort une prise en compte de certains enjeux majeurs. Avec la Caravane du Changement, un élan est donné vers une amélioration de la disponibilité et de la productivité des facteurs de production conditionnant une relance durable de la production agricole et un accroissement de l'offre alimentaire. Un nouveau cadre de partenariat avec les principaux partenaires techniques et financiers confirme aussi la volonté d'avancer avec les réformes de finances publiques et de la gouvernance économique. Mais, les besoins de réformes sont énormes. Dans les différents secteurs sociaux, elles doivent permettre d'améliorer la qualité, l'offre des services et leur accessibilité. De même, les réformes économiques doivent être accélérées pour lever les contraintes structurelles et poser les bases pour une croissance forte, durable et inclusive.

Ainsi, le budget 2017-2018 doit faire face au triple défi du redressement économique, du relèvement social et environnemental et du renforcement de la stabilité et de l'équilibre économique.

II. DES OPPORTUNITÉS MAIS AUSSI DE GRANDS DÉFIS ET PRÉOCCUPATIONS

Un potentiel de croissance est disponible dans plusieurs secteurs en Haïti. Pour l'agriculture, des études montrent que ce secteur, y compris l'élevage, est en mesure de générer des valeurs ajoutées importantes grâce au potentiel de certaines filières et la proximité du marché américain qui garantirait l'écoulement des produits. Dans le secteur secondaire, l'industrie agroalimentaire est actuellement à l'état embryonnaire et celle du logement, des travaux publics, peu développées. Vu la demande effective de la population pour les biens et services y relatifs, jeter les bases d'un développement durable de ces dernières par une politique de substitution aux importations permettra à Haïti de se maintenir sur la trajectoire d'une croissance soutenue. Au niveau du secteur tertiaire, le tourisme, les nouvelles technologies sont des filières à potentiel élevé en Haïti. Grâce à ses sites historiques, sa culture et son climat, le pays pourrait être une grande attraction touristique moyennant une amélioration de l'image d'Haïti sur la scène internationale et des investissements stratégiques.

Du côté de la télécommunication, les services liés au "call center" et BP peuvent être développés étant donné la capacité des jeunes haïtiens à maîtriser plusieurs langues. En outre, une meilleure accessibilité de la population au service d'internet et à la télédiffusion par câble facilitera la formation des jeunes et l'augmentation de la productivité au sein des entreprises locales. En définitive, le potentiel de croissance est énorme mais des investissements importants sont nécessaires pour le libérer.

1. Des contraintes énormes au développement des secteurs à fort potentiel de croissance

Un potentiel énorme de croissance est identifié dans les secteurs de l'agriculture, la construction, les services liés au tourisme, au numérique. Des opportunités existent à la fois sur les marchés locaux et sur les marchés étrangers. Cependant, la disponibilité limitée de certains facteurs de production et dans certains cas, un accès limité à ces derniers, restreignent le développement des secteurs à fort potentiel de croissance. En dépit des efforts réalisés, il y a beaucoup à faire dans le domaine des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), dans les infrastructures sanitaires, éducatives, hydrauliques et énergétiques. Dans le secteur agricole, l'insécurité foncière entraîne une décapitalisation des terres et limite les activités dans des filières exigeant des investissements importants en infrastructure. La non maîtrise de l'eau provoque des pertes importantes. Au niveau de l'industrie et des services, l'accès limité au financement, à l'énergie, à la technologie met les entreprises locales dans l'incapacité de concurrencer leurs rivaux à l'échelle internationale. Le niveau élevé du chômage, accompagné de l'insuffisance des programmes d'assistance sociale ou d'une politique de sécurité sociale, bloque l'émergence d'une classe moyenne et assombrit les perspectives d'avenir des jeunes diplômés, rendant ainsi difficile le processus d'accumulation du capital humain indispensable à la croissance durable.

2. La mobilisation insuffisante des ressources internes

La part de la production intérieure brute captée par l'État demeure insuffisante pour financer de manière durable les besoins de l'économie, en raison d'une faible performance du système fiscal haïtien. Ce dernier est encombré par un ensemble de petites taxes, par la présence de multiples régimes dérogatoires qui alourdissent le travail administratif et qui empêchent aux organes de perception de se concentrer sur le cœur de leur métier, notamment une bonne identification du contribuable, une connaissance parfaite des assiettes, le renforcement du contrôle et du recouvrement. Face à la hausse systématique des dépenses de fonctionnement, les ressources fiscales n'augmentent pas suffisamment vite pour financer les dépenses d'investissement, lesquelles sont devenues davantage tributaires de l'aide publique au développement qui est instable et imprévisible. Les efforts pour maintenir l'économie sur le sentier de la croissance se trouvent plombés par l'insuffisance de ressources stables. Par conséquent, il devient crucial de réformer le système fiscal, et développer des sources alternatives de financement. Il faudra aussi augmenter les ressources publiques par l'optimisation des produits des différents champs de taxation, par l'élimination des subventions sur les produits pétroliers, par le versement effectif des dividendes des Sociétés d'Économie Mixte (SEM), par une incitation des entreprises publiques et privées à verser au Trésor Public les taxes et impôts perçus pour le compte de l'État, par un meilleur contrôle et la révision de la politique de taxation.

3. Pauvreté chronique, pauvreté extrême et défis pour la croissance

La pauvreté en Haïti a une forte dimension structurelle, chronique et profonde. Elle est alimentée par un contexte marqué par l'instabilité politique, un rythme de croissance trop faible par rapport à la croissance démographique, une insuffisante prise en charge par l'État aux fins de garantir à la population l'accès à des biens et services essentiels, la faiblesse des politiques sociales et leur manque d'efficacité. Le caractère structurel et chronique vient aussi du fait qu'une majeure partie de la population est faiblement dotée en capital humain et a un accès limité aux moyens de production, lesquels ne sont souvent pas valorisés quand elle les détient. La population pauvre est prise dans une trappe. Du fait de sa faible productivité, elle n'a pas la possibilité d'accéder aux emplois les plus rémunérateurs et ne peut pas, du moins à court terme, tirer un profit adéquat. Le caractère profond de la pauvreté, quant à lui, se reflète dans l'écart moyen entre le revenu des pauvres et le seuil de pauvreté. Le coefficient de Gini (0.62), couplé à une incidence élevée

de la pauvreté donne une idée de l'ampleur du phénomène en Haïti. L'État doit répondre à une forte demande sociale de biens et services de base, et aussi mobiliser beaucoup de ressources pour les investissements, notamment en infrastructures pour favoriser la croissance. Cela entraîne un arbitrage, ne serait-ce qu'à court terme entre les dépenses pro-pauvres et les dépenses pour la relance directe de l'activité économique.

4. Assurer la stabilité macroéconomique tout en stimulant la croissance

La stabilité macroéconomique est essentielle pour alimenter un processus durable de croissance et de réduction de la pauvreté. Les besoins de reconstruction post séisme ont été à l'origine d'une hausse des dépenses et du déficit budgétaire financé en grande partie par des apports externes en dons et prêts. L'inflation a pu être ramenée autour de 5% jusqu'au dernier trimestre 2014-2015 qui fut marqué par une forte sécheresse qui a affecté l'offre de produits alimentaires et aussi par une montée vigoureuse du taux de change liée au contexte d'incertitude politique en Haïti et à une plus grande attractivité du dollar américain sur le marché mondial. Il est évident qu'un taux de change stable, une offre adéquate de produits alimentaires, un environnement social et politique stable sont nécessaires pour la stabilité économique. Il en découle que la politique budgétaire actuelle doit garantir ces conditions.

Le déficit budgétaire doit aussi être maîtrisé et contenu dans une limite acceptable tout en soutenant l'effort de croissance nécessaire pour garantir la stabilité sur le moyen terme et aussi pour garantir que la dette soit maintenue dans une trajectoire de soutenabilité et de risque, au plus, modérée. Pour cela, il convient de continuer à rationaliser les dépenses de l'État, éliminer les subventions au secteur de l'électricité qui pour l'essentiel profite aux plus riches, accentuer le processus de réforme des finances publiques pour accroître les revenus et renforcer les marges de financement de l'État. La mise en place d'une banque de projets prioritaires est aussi une initiative importante du gouvernement en vue d'améliorer la qualité de la dépense.

Du côté des prix, l'évolution à la hausse de l'inflation est devenue de plus en plus préoccupante. En effet, la diminution de l'offre agricole suite au passage de l'ouragan Matthew et le relèvement des prix à la pompe ont provoqué une accélération de l'inflation locale. Pour contenir le renchérissement des prix dans l'économie, des mesures vigoureuses doivent être prises rapidement pour réussir les campagnes agricoles de printemps et d'hiver et réduire la vulnérabilité de l'agriculture.

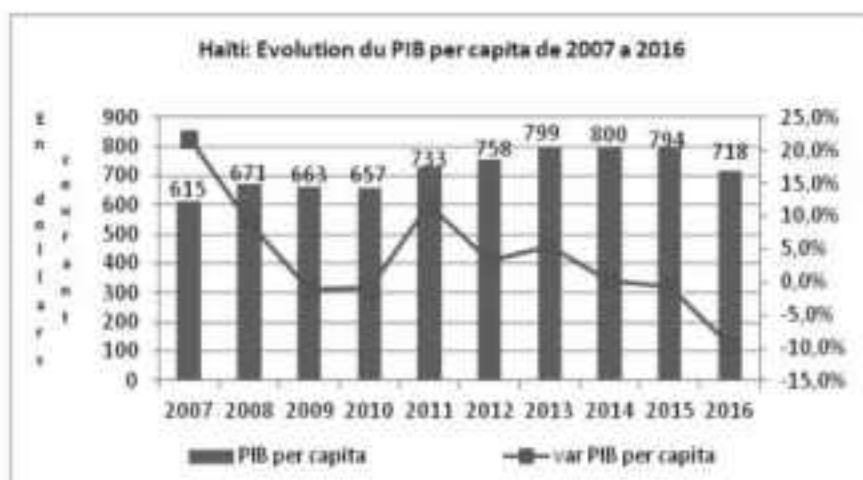
Au niveau de l'équilibre externe, on doit noter que les politiques d'ajustement depuis le début des années 80 ont encouragé la libéralisation des échanges pendant que peu de politiques ont adressé les contraintes d'offres dans l'économie. De ce fait, les importations ont été encouragées à travers les politiques tarifaires et les politiques de change, ce qui renforce au fil des ans les déséquilibres de la balance des paiements que, surtout, l'aide externe et les transferts contribuent à limiter. Un rééquilibrage structurant est nécessaire. La politique économique doit être orientée pour stimuler la production locale afin de satisfaire la demande interne et de favoriser les exportations. Pour y parvenir, les réformes doivent permettre d'encourager le développement de certaines filières orientées vers la satisfaction des besoins de base et vers l'exportation, notamment celles des huiles essentielles et des fruits de mer, des produits typiques. Le déficit du compte courant qui était de 3.3% du PIB et 1% PIB respectivement en 2014-2015 et 2015-2016 doit être contenu dans une fourchette de 3 à 3.5% sur les cinq (5) prochaines années. Les réserves de change devraient être maintenues à un niveau approprié soit 3.5 mois d'importations pour les prochains exercices.

CADRAGE MACROÉCONOMIQUE DU BUDGET 2017-2018

Pour atteindre ces objectifs, il faut une amélioration de l'attractivité du pays, des politiques pour attirer et canaliser les transferts privés sans contrepartie, un plaidoyer pour accroître les transferts officiels, notamment les appuis budgétaires pour, dans le court terme, satisfaire les besoins d'importations de biens de capitaux pour la croissance sans détériorer l'équilibre externe et aussi l'équilibre budgétaire.

5. Une dynamique de « croissance molle » et la nécessité d'un pacte et d'une nouvelle gouvernance pour l'emploi et une croissance forte, durable et inclusive

Même si les programmes de reconstruction ont induit en moyenne une croissance économique de 2,5% entre 2012 et 2016, dépassant ainsi celle d'avant 2010, le dynamisme économique reste trop faible -surtout dans le secteur agricole- pour infléchir de manière substantielle le niveau de la pauvreté en Haïti en raison



de l'augmentation importante de la population. La croissance de la population reste autour de 2%, ce qui conduit à un PIB per capita en dollar courant de 718 \$US en 2016 pendant que l'incidence de la pauvreté avoisine 59%¹. Une prise de conscience et une prise en charge collective sont nécessaires pour amorcer une dynamique de croissance forte. Une nouvelle modalité de gouvernance de l'économie qui mise sur un travail d'ensemble, coordonné et concerté doit être développée pour inclure à la fois le Gouvernement et la société civile.

6. Faire face aux urgences tout en bâtissant la résilience

Le pays vit une situation de grande fragilité économique, sociale et environnementale. Il y a une urgente nécessité de créer des emplois rapides, de satisfaire les besoins de base et prioritaires de la population (alimentation, logement, santé...), de s'attaquer à l'insécurité alimentaire des régions affectées par le cyclone Matthew et d'avoir une politique de revenu qui préserve le pouvoir d'achat des ménages. Sur le plan de la gestion de l'environnement et de l'aménagement du territoire, des actions de régulation, de réglementation et de correction sont nécessaires pour protéger les populations.

¹ Suivant le seuil de pauvreté relative (2\$US de 2012) de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

Elles doivent aussi contribuer à créer les conditions du redressement sur le moyen terme. Ces actions urgentes intègrent aussi une plus grande mobilisation des ressources internes, la promotion des exportations afin de réduire le fardeau de la dette et de garantir sa viabilité.

III. ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

1. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

1-1. Une plus forte croissance de l'économie mondiale

A l'échelle mondiale, l'activité économique s'est intensifiée quelque peu au deuxième semestre de 2016, surtout dans les pays avancés. Sur l'année, la croissance a été de 3.1% portée, entre autres, par l'Inde (6.8%), la Chine (6.7%), les Etats Unis (1.6%) et la zone Euro (1.7%). La croissance américaine s'est accélérée grâce à une reprise de confiance des entreprises dans la demande future. La croissance chinoise est restée vigoureuse grâce à la poursuite de la politique de soutien à l'économie. La région Amérique latine et Caraïbes a connu une décroissance en 2016 (-1%) expliquée par une profonde récession qui sévit au Brésil (-3.6%) et au Venezuela (-18%). Par contre, la République Dominicaine a affiché un taux de croissance assez importante (5.9% en 2016).

Les services du Fonds Monétaire International (FMI) prévoient que la croissance mondiale devrait passer de 3,1 % en 2016 à 3,5 % et à 3.8% respectivement en 2017 et en 2018. Ce dynamisme de croissance serait porté par les pays émergents d'Asie et les pays avancés. L'activité économique progressera en Chine de 6.6% en 2017 à 6.2% en 2018, celle en l'Inde, de 7.2% à 7.7%. Aux Etats-Unis, la croissance passera de 1.6 en 2016 à 2.3% et à 2.5% respectivement en 2017 et en 2018, dans la Zone Euro, elle s'établira à 1.7% en 2017 et 1.6% en 2018.

En Amérique Latine et Caraïbes, une faible reprise est prévue en 2017 (1.1%) et en 2018 (2.0%) compte tenu des anticipations d'une reprise modérée à court terme en Argentine et au Brésil, du durcissement des conditions financières, d'une éventuelle détérioration de la coopération entre le Mexique et les Etats-Unis et d'une détérioration continue de la conjoncture au Venezuela. Ce dernier reste plongé dans une profonde crise économique et la production devrait se contracter de 7.4% et de 4.1% respectivement en 2017 et en 2018. Au Brésil, l'activité économique serait de +0.2% en 2017 et de +1.7% en 2018 ; au Chili, elle devrait être plus robuste : +1.7% et +2.3% respectivement en 2017 et en 2018. Pour la Caraïbe, une croissance beaucoup plus forte est encore prévue : 3.6% en 2017 et 4.2% en 2018. Elle serait tirée par la République Dominicaine dont la croissance économique a été de 5.9% en 2016 et prévue à 4.5 en 2017.

La récession de l'économie vénézuélienne, malgré une remontée graduelle du prix du pétrole, s'explique par plusieurs facteurs :

- a) le retard accumulé en termes de capacité de production ;
- b) la faible diversification de l'activité industrielle ;
- c) les difficultés à se procurer des équipements et des produits intermédiaires importés.

Les capacités productives du secteur agricole demeurent également affectées par l'insuffisance des investissements après des années d'abandon au profit du secteur pétrolier.

Les prévisions d'une amélioration de la croissance mondiale en 2017 et en 2018 seraient soutenues par des mesures de relance aux États-Unis et en Chine. Toutefois, cette croissance peut être mise à mal par des politiques commerciales et migratoires restrictives que compte mettre en place la nouvelle administration américaine, par une baisse de productivité en raison des flux migratoires en Europe, par la persistance des facteurs de vulnérabilité structurelle dans quelques grands pays émergents et par des risques géopolitiques.

1-2. Légère baisse du taux de chômage

Le taux de chômage aux États-Unis a connu une légère baisse ; il est tombé à 4,3% en mai 2017, contre 4,4% le mois précédent, soit le taux de chômage le plus bas depuis mai 2001. Le nombre de chômeurs a été de 6,9 millions environs et le taux d'activité est tombé à 62,7%.

En France, le taux de chômage a baissé de 0,4 point au premier trimestre 2017, pour s'établir à 9,3 % de la population active selon une annonce de l'Institut National de Statistiques et d'Etudes Economiques (INSEE) au cours du mois de mai. Il revient ainsi à son plus bas niveau depuis le deuxième trimestre 2012 et celui enregistré dans la France incluant les DOM repasse sous le seuil de 10 % pour la première fois depuis le deuxième trimestre de 2012.

Selon les données diffusées par Statistique Canada reprises par le Journal de Montréal, le taux de chômage au Canada au cours du mois d'avril 2017 a reculé de 0,2 point de pourcentage par rapport au mois précédent, une diminution principalement attribuable à la baisse du nombre de jeunes à la recherche de travail. Par rapport à avril 2016, le taux de chômage au Canada a diminué de 0,6 point de pourcentage en mai 2017. En République Dominicaine, on prévoit pour 2017 un taux de chômage de 5,3% contre 5,2% en 2016.

1-3. Redressement des prix à l'échelle internationale

Sous l'effet d'un accord conclu par les principaux producteurs de pétrole pour réduire l'offre, le prix du pétrole a connu un rebond. Toutefois, un certain recul du prix a été constaté à la fin du mois de mars et le baril avoisinait les 50 dollars EU; soit 12% de plus qu'en août 2016. Les prix des métaux de base sont également à la hausse en raison de la vigueur de l'investissement dans les infrastructures et l'immobilier en Chine et des anticipations d'un assouplissement de la politique budgétaire aux États-Unis.

Une montée des prix des produits de base et d'autres produits énergétiques a été constatée depuis août 2016. Cette hausse a été particulièrement plus importante dans les pays avancés où la hausse des prix à la consommation sur douze mois a atteint un peu plus de 2 % en février 2017. Dans les pays émergents, le rebond de l'inflation globale est plus récent : l'impact de la hausse des prix des carburants n'a que récemment commencé à l'emporter sur la pression à la baisse exercée par la disparition des effets de dépréciations monétaires antérieures. Les anticipations inflationnistes à court terme et à plus long terme restent modérées.

1-4. Politique monétaire différenciée suivant les pays et les régions

Compte tenu des tensions inflationnistes, de la hausse anticipée de la demande et du déficit budgétaire américain, la politique monétaire devrait être légèrement moins accommodante que prévue aux États-Unis. Le taux directeur américain devrait augmenter de 75 points de base en 2017 et de 125 points de base en 2018, pour atteindre un taux d'équilibre à long terme juste en deçà de 3 % en 2019. Dans les autres pays avancés, il est supposé que la politique monétaire restera très accommodante. Les taux à court terme devraient rester négatifs dans la zone euro jusqu'à la fin de 2018 et proches de zéro au Japon sur l'horizon de prévision. Les hypothèses concernant l'orientation de la politique monétaire dans les pays émergents varient, en raison des différentes positions cycliques de ces pays.

2. LES ÉVOLUTIONS RÉCENTES DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

2-1. Secteur réel et inflation

L'économie haïtienne a connu une croissance modérée en 2015-2016 (+1,4%) comme cela a été le cas en 2014-2015 (+1,2%).

Du côté de l'offre, cette modération globale de l'activité économique était due à l'effet conjugué d'une décélération de la production dans les secteurs secondaire (0,8% contre 3,2 en 2015) et tertiaire (1,2% contre 2,9% en 2015) et d'un rebond du secteur agricole (3% contre -5,4% en 2015).

Du côté de la demande, la consommation finale et l'investissement n'ont pas pu maintenir leur dynamisme de croissance de ces trois dernières années. En effet, ils ont enregistré une progression respective de 1.2% et 1.1% en terme réel expliquée, entre autres, par le tarissement des ressources Petro Caribe induisant une baisse des dépenses d'Investissement Public (4.6%). Quant aux exportations, elles ont ralenti de 2.9 points de pourcentage (0.7% contre 3.6% en 2015). De même, les importations ont décéléré de 140 points de base (0.8% contre 2.2% en 2015).

Le cadrage macroéconomique du budget initial de l'exercice fiscal 2016-2017 tablait sur un taux de croissance du PIB réel de l'ordre de 2.2%. Toutefois, le passage de l'ouragan Matthew au début du premier trimestre de l'exercice fiscal a fortement sapé la base productive. Selon les estimations effectuées dans le Post Disaster Needs Assessment (PDNA), les pertes et dommages ont été estimés à 127.4 milliards de gourdes, soit 26.3% du PIB de 2016. Par conséquent, les autorités économiques ont dû revoir les prévisions de croissance à la baisse (1.1%).

Sur la partie déjà écoulée de l'exercice 2016-2017, l'activité économique est plutôt morose. En effet, au premier trimestre, l'Indicateur Conjoncturel d'Activité Economique (ICAE) a baissé de 0.3% en variation trimestrielle et augmenté faiblement de 0.6% en glissement annuel, contre 9.7% au premier trimestre de l'exercice précédent. La production du secteur agricole s'est contractée de 24.4% en rythme trimestriel et de 6.2% en variation annuelle. La croissance de l'activité industrielle (1.2%) a été notamment soutenue par la manufacture et l'énergie. En effet, les activités de manufacture ont crû de 5.9% en rythme trimestriel et de 2.6% en variation annuelle.

Par contre, les activités de construction ont connu un repli de 3.1% par rapport au premier trimestre de l'année dernière, accompagnées d'une chute des activités d'extraction des mines et carrières de 17.2% en variation trimestrielle et de 18.2% en rythme annuel.

D'un autre côté, la production de l'énergie électrique et hydraulique a augmenté de 7.1% en variation trimestrielle et de 7.6% en glissement annuel, portée par les producteurs indépendants (54% de la production totale au premier trimestre de l'exercice). Parallèlement, la compagnie EDH a consenti des efforts au niveau de l'amélioration de la qualité du courant électrique, ce qui a permis de récupérer certains grands clients. Toutefois, malgré la hausse de la production, le nombre d'heures d'électricité en moyenne pour l'ensemble du pays n'a pas pour autant augmenté.

L'amélioration du climat politique depuis le début de l'exercice fiscal 2016-2017 a impacté positivement le secteur hôtelier. En effet, sur le premier trimestre, la production des services hôteliers et de restauration a crû de 4.9% en variation trimestrielle et de 9.3% en glissement annuel. Cette accalmie politique a un peu profité aux activités commerciales. Par ailleurs, l'indice de l'activité commerciale a cru de 2.0% en variation trimestrielle et de 0.4% par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent.

Dans le domaine du transport et communication, les activités ont chuté par rapport au quatrième trimestre 2015-2016 (-2.4% au premier trimestre 2016-2017 contre +3.2% au quatrième trimestre 2015-2016). Toutefois, elles ont augmenté de 2.5% en glissement annuel. Les services d'intermédiation financière, pour leur part, ont enregistré une baisse significative de 12.6% en rythme trimestriel et de 7.5% en glissement annuel. Cette diminution est liée à une baisse de 6.8% des prêts totaux en variation trimestrielle pendant que les gains provenant des transactions sur le change ont augmenté de 29.1% en rythme trimestriel.

A moins de cinq mois de la fin de l'exercice fiscal 2016/2017, les effets de l'ouragan de Matthew continuent d'impacter négativement l'économie nationale et plus particulièrement l'évolution des prix.

Sur les sept premiers mois de l'exercice, l'inflation mensuelle a augmenté de +1.2% en moyenne contre +1.0% l'année dernière pendant la même période. En moyenne annuelle, l'IPC global a cru de 14.1% ;

- Les prix des biens et services augmentent plus vite dans la région du Sud comparés aux autres régions (1.2% en moyenne mensuelle contre 1.0% pour la Zone métropolitaine) ;
- L'inflation des produits locaux a accéléré de 30 points de base par rapport à la période précédente (1.3% en moyenne mensuelle sur les sept premiers mois contre 1.0% l'année dernière pendant la même période) ;
- L'indice des prix des produits importés, de son côté, a enregistré une accélération de 10 points de base (+1.1% moyenne mensuelle d'octobre 2016 à avril 2017, contre 1.0% aux sept premiers mois de l'exercice précédent). L'inflation des produits importés a été influencée par l'accélération du cours du baril de pétrole sur le marché international et de la hausse de 12% en moyenne annuelle de l'indice des prix FAO.

2.2. Situation des finances publiques

En 2015-2016, la pression fiscale s'est établie à 13.6% contre 13.4% en 2014-2015. Les principaux faits ayant impacté les finances publiques sur l'exercice fiscal 2015-2016 sont, entre autres, une reprise du cours des produits pétroliers sur le marché international, une subvention des prix à la pompe, une dépréciation accélérée de la gourde.

Au cours de l'exercice fiscal 2015-2016, les recettes ont connu une augmentation (+16%), soit 66.08 milliards de gourdes et les dépenses totales (+17%, hors Dépenses BMPAD pour le compte de l'EDH, Petro Caribe et dons projets), sont estimées à 63.4 milliards de gourdes. L'épargne publique (Solde courant) marque une relative stabilité par rapport à 2014-2015 ;

Le solde budgétaire a été positif en base engagement de 2.7 milliards de gourdes, contre 2.4 milliards pour l'exercice 2014-2015. Toutefois, le solde en base caisse a été déficitaire de 351 millions de gourdes contre -2.8 milliards l'année précédente. Ce résultat est dû en particulier au dispositif de « Cash management » mis en place par les autorités au mois d'avril 2016, ce qui a favorisé une réduction du financement BRH à 4.2 milliards de gourdes en 2015-2016 mais des arriérés de paiement accumulés sur les dépenses engagées devraient impacter le niveau du financement sur l'exercice 2016-2017.

Pour la période d'octobre 2016 à mai 2017, le passage de l'ouragan Matthew et le non ajustement des prix à la pompe des produits pétroliers ont impacté négativement la collecte des recettes. En effet, les recettes totales collectées pour les huit (8) premiers mois de l'exercice fiscal ont atteint 47.1 milliards de gourdes (**34.2 milliards de recettes internes et 12.7 milliards de recettes douanières**), enregistrant une hausse de 4.3% en rythme annuel. Par ailleurs, les dépenses totales engagées (hors dépenses Petro Caribe, garanties de paiement des IPP et autres) ont atteint un niveau de 44.3 milliards de gourdes (dont **41.9 milliards de gourdes en dépenses courantes**), en hausse de 10.4% par rapport à la même période de l'exercice antérieur en dépit de la chute des dépenses d'investissement (-31%). Le Financement BRH sur la période allant d'octobre 2016 à mai 2017 est de l'ordre de **3.2 milliards de gourdes** contre **3.3 milliards de gourdes** à la même période de l'exercice.

2.3. Monnaie et Financement de l'économie

La Banque de la République d'Haïti (BRH) a maintenu sa politique monétaire prudente de 2014-2015 tout au long du premier semestre 2015-2016. Tandis qu'au second semestre les autorités monétaires ont poursuivi une politique moins restrictive en raison du ralentissement de l'activité économique, de la réduction du financement monétaire résultant de l'application du protocole d'accord sur le cash management² et dans une moindre mesure de la diminution du rythme de l'inflation entre mai et septembre.

Les coefficients de réserves obligatoires sont aussi restés inchangés, 44% et 48% respectivement pour les passifs libellés en gourdes et en dollars. Les réserves obligatoires sur les ressources utilisées par les banques pour octroyer des prêts au secteur agricole ont été exonérées. De plus, les éléments hors bilan ont été supprimés dans le calcul de la position nette de change. Ainsi, les réserves nettes sont passées de 767 millions de dollars en décembre 2015 à 905 millions de dollars au 30 septembre 2016.

Malgré l'augmentation des transferts privés sans contrepartie (7.4%) et les interventions de la BRH sur le marché des changes à travers ses opérations d'open-market (ventes nettes de 94.13 millions de dollars en 2015-2016 contre 82 millions en 2014-2015), la gourde s'est dépréciée (27.1%) tout au long de l'exercice 2015-2016 (52.07 gourdes pour un dollar en septembre 2015 contre 66.20 gourdes au 30 septembre 2016).

Sur le premier semestre 2016-2017, dans le souci de contenir la dépréciation de la monnaie nationale, les autorités monétaires ont maintenu la politique de durcissement des conditions monétaires.

En effet, durant le premier semestre 2016/2017, dans le but de lisser les fluctuations du taux de change nominal et de réduire le taux d'inflation, la Banque Centrale a maintenu les taux d'intérêt directeurs inchangés. Pour ce qui est des taux de réserves obligatoires, elle a décidé de modifier le mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaies étrangères¹. En outre, parallèlement aux promesses d'injection de 120 millions de dollars EU sur le marché des changes sur le reste de l'exercice fiscal 2016-2017, la Banque Centrale a effectué des interventions de 43.8 millions de dollars de ventes nettes sur le premier semestre de l'exercice. Dans le but de réduire la spéculation, les autorités monétaires continuent d'assécher les liquidités au niveau des banques commerciales par le truchement des bons BRH.

Au 31 Mai de l'exercice 2016-2017, le taux de change fin de période s'est établi à 62.20 gourdes pour un dollar EU, soit une appréciation de 6%.

¹ Ce protocole a été signé en avril 2016 entre le Ministère de l'Économie et des Finances et la Banque Centrale.

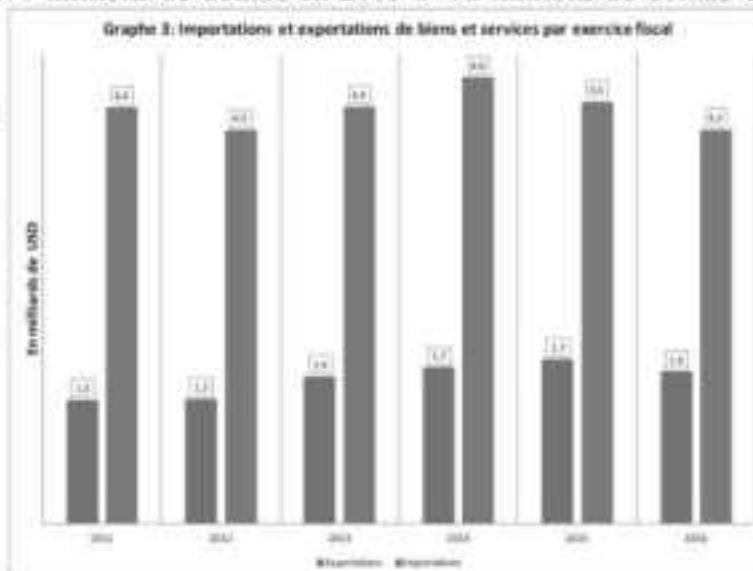
² 5% en monnaie nationale et 95 % en monnaies étrangères.

CADRAGE MACROECONOMIQUE DU BUDGET 2017-2018

2-4. Récents développements du secteur externe

Pour l'exercice 2015-2016, les données disponibles montrent un repli remarquable du solde de la Balance courante qui est passé de -271 millions de dollars en 2015 à -72 millions de dollars en 2016. Cette amélioration notable du compte des transactions courantes, combinée à un triplement du compte de capital, a permis de terminer l'exercice fiscal 2015-2016 avec un solde global positif, impliquant une augmentation des avoirs de réserves bruts de l'ordre de 182 millions de dollars.

Toutefois, malgré la baisse des cours des produits de base sur le marché international, le solde commercial s'est détérioré. Un repli de -6.6% au niveau des importations en valeur (exprimées en dollars) a été accompagné d'une baisse plus prononcée des exportations de l'ordre de -7.4%. Le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 38.9% en 2014-2015 à 38.5% en 2015-2016.



La dette externe totale d'Haïti est quasi-stable. En effet, elle s'élève, au 30 septembre 2016, à environ 2 milliards de dollars contre 1.9 milliard de dollars un an auparavant. Cette légère augmentation (1.3% contre 8.6% en 2014-2015) de l'encours de la dette externe s'explique essentiellement par la baisse du flux des nouveaux engagements vis-à-vis du Venezuela occasionnée par le recul des prix des produits pétroliers sur le marché international. Toutefois, le service de la dette a été plus important à cause de la forte dépréciation de la gourde par rapport au dollar.

Evolution de l'encours de la dette externe sur les sept (7) dernières années (en millions de \$, sauf indication contraire)

Année	Encours de la dette au 30 sept	Variation encours de la dette
2010	794,40	-34%
2011	657,30	-17%
2012	1 049,10	60%
2013	1 474,80	41%
2014	1 826,50	24%
2015	1 982,90	9%
2016	2 008,80	1%

Source: BRH, Calcul de l'auteur

Au premier semestre 2016-2017, le déficit de la balance commerciale des biens et services au premier semestre de l'exercice 2016-2017 s'est détérioré de 14% par rapport au premier semestre de l'exercice précédent (soit, -1,100.91 millions au S1_16-17 contre -964.57 millions au S1_15-16). Cette détérioration est due principalement à une augmentation 7.9% des importations ainsi qu'une baisse de 4.9% des exportations. Cette situation peut être en partie imputée au cyclone Matthew ayant frappé le pays au début de l'exercice en cours. Au terme du premier semestre de l'exercice 2016-2017, l'encours de la dette externe était à 2,105.3 millions de dollars contre 2,008.8 millions à la fin de l'exercice précédent. Le portefeuille de la dette externe est composé de 89.9% de dette bilatérale dont 96.5% envers le Venezuela; de 9.3% de dette multilatérale dont 52.2% envers le Fonds Monétaire International (FMI), 27.5% envers le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), 20.3% envers l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEC, en anglais).

IV. CADRAGE BUDGÉTAIRE 2017-2018

1. Orientations du Budget 2017-2018

Le budget 2017-2018 rentre en droite ligne dans la stratégie du gouvernement pour le quinquennat 2017-2022 ayant pour finalité l'émergence d'une Haïti économiquement prospère, socialement juste et écologiquement responsable. Le gouvernement haïtien se propose de lever les principales contraintes au développement économique tout en maintenant la stabilité macroéconomique. Il cherchera à mettre en place des politiques fiscales, budgétaires axées sur la promotion des investissements, de l'emploi et de la croissance, dans une optique de justice et d'équité et pour cela, il entend améliorer et accroître la disponibilité des facteurs de production et particulièrement le capital humain des pauvres. Il vise aussi à mobiliser davantage de ressources internes, à rationaliser la gestion des finances publiques et à coordonner l'intervention des bailleurs de fonds. Ce budget 2017-2018 cherchera à rendre les politiques sectorielles conformes aux orientations stratégiques et accordera la priorité aux programmes et politiques publiques à fort potentiel de croissance et de création d'emplois **dans les milieux défavorisés**. La croissance dans le pays doit, selon les vœux du Président de la République, profiter aux groupes de la population se situant aux échelons inférieurs de la distribution des revenus. Aussi, le secteur agricole et l'industrie agroalimentaire, de par leur grande capacité à générer des emplois et à favoriser la croissance, sont retenus pour être la locomotive de la croissance pendant les cinq prochaines années.

Il s'agit en particulier de faciliter le développement de certaines filières agricoles, depuis la production jusqu'à la consommation.

Seront au cœur des actions gouvernementales :

- a) La mise en valeur des terres à vocation agricole ;
- b) la réhabilitation des infrastructures agricoles et hydrauliques ;
- c) l'accès aux intrants et aux technologies post-récolte ;
- d) l'amélioration de la connectivité entre les zones urbaines et rurales ;
- e) la promotion et le financement des PME évoluant dans l'industrie agroalimentaire ;
- f) la promotion des exportations et la consommation des produits locaux dans les cantines scolaires et les restaurants communautaires.

L'action gouvernementale sera aussi orientée vers :

- (1) le renforcement des institutions et la modernisation de l'État ainsi que la promotion de la bonne gouvernance ;
- (2) le renforcement des infrastructures scolaires et sanitaires ;
- (3) la facilitation du développement de grands projets touristiques ;
- (4) la promotion de l'investissement dans le secteur de la sous-traitance ;

- (5) le renforcement de Micros, Petites et Moyennes Entreprises (PME) évoluant surtout dans le domaine agricole, de l'agro-industrie et de la construction en leur offrant un accompagnement technique et en leur facilitant l'accès au financement ;
- (6) le développement des énergies renouvelables.

À cet effet, une programmation pluriannuelle sera adoptée pour le secteur agricole. Les investissements publics dans ces domaines seront assortis de plan de gestion pour l'amortissement et la rémunération du capital investi. Ce cadre intégrera des objectifs annuels précis avec des indicateurs de résultats mesurables et pertinents par rapport aux effets d'entraînement sur le reste de l'économie. Ce nouveau paradigme devra permettre d'initier la gestion basée sur la performance qui consiste à miser sur une logique de résultats et non de moyens.

2. Financement du budget 2017-2018

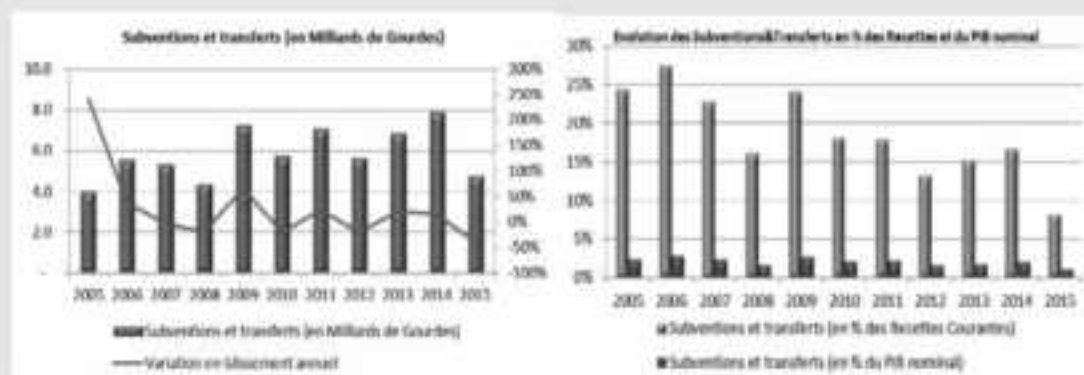
Vu l'acuité des contraintes de financement, le gouvernement se voit dans l'obligation d'innover. Cette innovation passera d'abord par une plus grande mobilisation des ressources internes grâce à la mise en place des moyens permettant une meilleure identification des contribuables, une lutte efficace contre la fraude, l'identification de nouvelles niches fiscales et la simplification du système fiscal. Cette innovation exigera ensuite l'élargissement de l'espace fiscale grâce à une gestion rationnelle des ressources propres de l'Administration Centrale de l'État et des Organismes Autonomes. Elle fera enfin appel à une meilleure coordination de l'aide internationale.

Des restrictions seront imposées à certaines catégories de dépenses conformément aux dispositions de l'arrêté du 29 mars 2017 sur les trains de vie de l'Etat et de celui du 22 mars 2017 sur la rationalisation des subventions. La plupart de ces arrêtés, qui seront d'application à partir du 1er octobre 2017, visent à compresser les dépenses budgétaires courantes en réduisant et rationalisant les dépenses relatives aux carburants, aux achats de matériels roulants, au recrutement de personnel et aux subventions accordées aux particuliers. Des efforts seront aussi consentis pour éviter l'accumulation des arriérés, pour contraindre les ministères à engager des dépenses dans la limite de leur crédit et pour engager des réformes profondes du secteur de l'électricité.

Encadré 1 : Poids des subventions et transferts dans le budget de l'Etat

Les dépenses de subvention et transfert de l'Etat permettent à ce dernier de redistribuer des crédits et subventions vers des secteurs ou domaines clés. Ainsi, ces dépenses ont un effet direct sur les revenus des personnes ou secteurs qui en bénéficient.

En Haïti, les dépenses à titre de transferts et subventions ont un poids non négligeable dans le budget de l'Etat et dans l'économie en général. L'importance de ces dépenses et dans certains cas, leur caractère discrétionnaire sont les principales raisons qui ont motivé les autorités à restreindre l'utilisation de la rubrique budgétaire y associée à travers un arrêté publié au milieu de l'exercice fiscal 2016-2017.



Les figures ci-dessus montrent que, sur les dix dernières années, les subventions et transferts ont connu une hausse importante, soit une croissance en moyenne annuelle de 28%. Une bonne partie de ces transferts vont directement à l'entreprise Publique EDH pour assurer son fonctionnement. Les dépenses consacrées aux subventions globales ont consommé en moyenne 18% des recettes courantes, soit l'équivalent de 2% du PIB en moyenne annuelle.

Nécessité de rationaliser les subventions et transferts

Le niveau de développement actuel du pays requiert une allocation intelligente des ressources. En ce sens, des mesures s'avèrent importantes pour limiter et rationaliser les subventions afin de mieux contrôler le déficit budgétaire et de prioriser des secteurs clés.

3. Perspectives et projections macro-économiques pour l'exercice fiscal 2017-2018

La Direction des Etudes Economiques et des Prévisions (DEEP) du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) table sur une croissance économique de 3.9% pour l'exercice fiscal 2017-2018, sous un certain nombre d'hypothèses, notamment un climat politique nettement favorable aux investissements, en particulier les Investissements Directs Etrangers (IDE), une augmentation modérée des cours des principaux produits de base sur le marché international et aussi un effort exceptionnel pour la mise en valeur des terres à vocation agricoles et pour rendre le secteur agricole plus productif. Notre prévision d'inflation est plutôt prudente, au vu des facteurs de risques. Le taux de croissance sera accompagné en septembre 2018 d'une inflation de fin de période autour de 11%, ce qui correspond à une inflation de 13.4% en moyenne annuelle. Cette croissance sera tirée par des investissements publics plus importants dans le secteur agricole et les infrastructures, et d'un plus grand dynamisme de l'investissement privé et des exportations.

Synthèse des résultats de la prévision de croissance							Estimations		Prévisions
Cadre macroéconomique 2016-2018									
Indicateurs macroéconomiques	2009-10	2010-11	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 Est	2016-2017	2017-2018
PIB									
à prix constant (en millions de gourdes)	13,255.00	13,996.00	14,407.00	15,017.00	15,499.00	15,626.00	15,851.00	16,024.14	16,644.35
variation annuelle	-5.4%	-5.6%	2.9%	4.2%	2.8%	1.2%	1.4%	1.1%	3.9%
PIB									
à prix courant (en millions de gourdes)	26,409	29,787	32,806	36,417	39,635	42,964	48,451	57,929	67,913
variation annuelle	-0.9%	12.7%	10.2%	11.1%	7.4%	8.2%	14.3%	18.4%	18.4%
Déflateur du PIB									
Variation annuelle		21.6	22.8	24.3	25.4	27.1	30.6	35.8	40.8
Inflation									
englisement annuel	4.7	10.4	6.5	4.5	5.3	11.3	12.5	16.0	11.4
en moyenne annuelle	4.1	7.4	6.8	6.8	3.9	7.5	13.4	15.1	13.4
Recettes totales en millions de gourdes									
Total	31,425.0	38,698.0	42,060.0	44,521.6	47,106.0	56,786.9	66,075.5	71,403.3	88,627.9
variation	5.2%	23.1%	8.7%	5.9%	5.8%	20.6%	16.4%	8.1%	25.5%
Pression fiscale	11.90%	13.0%	12.8%	12.2%	12.0%	13.4%	13.6%	12.4%	13.2%

Source : MEF/DEE

4. Comportement attendu des différents secteurs

La croissance de 3.9% projetée pour 2017-2018 repose notamment sur la performance de l'agriculture, des industries manufacturières, et du commerce. Leur contribution respective à la croissance sera de 0.8%, 0.2% et 1.6%. Le dynamisme du commerce résulterait surtout de la hausse des transferts privés sans contrepartie, des dépenses du gouvernement pour réduire l'insécurité alimentaire et de la hausse de l'offre locale en produits alimentaires.

La croissance de la production agricole sera expliquée, entre autres, par les investissements dans le secteur agricole lui-même et dans les secteurs de support.

5. Principales Hypothèses retenues

Globalement les révisions des projections macroéconomiques de 2017-2018 (voir le tableau de l'annexe 1) se basent en grande partie sur le choix de l'agriculture comme locomotive de la croissance et les efforts de mobilisation de recettes fiscales pour compenser la faiblesse des ressources externes. Ces prévisions se basent sur un certain nombre d'hypothèses, notamment:

- 1) Un climat politique plus ou moins favorable au déploiement de l'action gouvernementale de l'équipe en place;
- 2) Un environnement international favorable caractérisé par : une croissance de l'économie américaine, une augmentation modérée des cours du pétrole, l'augmentation des transferts de la diaspora et une maîtrise de l'inflation par les autorités monétaires ;
- 3) Une bonne coordination entre les acteurs pour faciliter la mise en place d'une politique de relance agricole avec des effets significatifs au cours de l'exercice fiscal 2017-2018 ;
- 4) Un dynamisme continu des exportations grâce à la croissance américaine et aux préférences accordées aux produits haïtiens (loi HOPE et HELP) ;
- 5) Une reconsidération du rôle traditionnel de l'Etat à travers le budget. Il convient de recentrer le rôle de l'Etat à travers les investissements publics stratégiques et la facilitation des investissements privés ;
- 6) Une meilleure articulation entre la politique budgétaire et la politique monétaire de manière à sauvegarder la stabilité macroéconomique sans pénaliser la croissance ;
- 7) Une meilleure performance des administrations de perceptions grâce au renforcement du contrôle, à un meilleur suivi auprès des contribuables et à l'élargissement de l'assiette fiscale avec l'identification de nouvelles niches fiscales.

V. RISQUES ET OBSTACLES SUSCEPTIBLES D'ASSOMBRIR LES PERSPECTIVES DE CROISSANCE EN 2017-2018

La projection de croissance de 3.9% pour l'exercice fiscal 2017-2018 est liée à un ensemble d'hypothèses qui, si elles ne sont pas réunies, peuvent compromettre cette croissance. Celle-ci reste vulnérable à une série de risques qui sont :

- La détérioration du climat sociopolitique. Elle peut découler des épisodes de crises dans certaines institutions du pays et décourager l'investissement privé ;
- Une saison pluvieuse intense, des inondations et des catastrophes naturelles. Ces chocs climatiques peuvent saper les investissements consentis dans le secteur agricole ;
- Les mouvements de grève dans le secteur de la sous-traitance pourraient encourager certains investisseurs à se délocaliser pour s'implanter ailleurs ;
- Difficultés dans la mobilisation du financement nécessaire pour les grands projets du gouvernement ;
- Ralentissement des transferts privés sans contrepartie dû au non renouvellement éventuel du Statut de Protection Temporaire (TPS) des 60 mille migrants haïtiens aux Etats-Unis ;
- La mise en place par les États-Unis des mesures protectionnistes pouvant provoquer un ralentissement de la croissance mondiale en raison de la diminution des échanges commerciaux et des flux d'investissement internationaux ;
- Un relèvement des taux d'intérêt plus rapide que prévu aux États-Unis, ce qui pourrait provoquer un durcissement des conditions financières mondiales et une forte appréciation du dollar, avec des répercussions négatives pour les pays vulnérables ;
- Une détérioration de la situation économique et politique au Venezuela qui peut mettre à mal le programme Petro Caribe.

Annexe 1 : Tableau des hypothèses sous-tendant les projections 2017-2018

HYPOTHESES SOUS-TENDANT LES PROJECTIONS DE 2017-2018			
Secteur	Variables	Valeur cible (Variation en glissement)	Hypothèses
SECTEUR RÉEL	PIB	+3.9%	• Meilleure prise en charge du secteur agricole par le système financier ; • Bonne saison pluvieuse ; • Une plus grande maîtrise de l'eau dans le secteur agricole • Un effort de mécanisation du secteur agricole • Convergence de la plupart des investissements sectoriels vers une augmentation de la production agricole ; • Bon comportement du secteur de la construction
	Inflation fin de période	Fin de période : 11.4% Moyenne annuelle : 13.4%	• Plus grande disponibilité de l'offre alimentaire locale réduira le rythme d'augmentation des prix.
	Investissement total		• Climat socio-politique favorable ; • Bonne performance des investissements privés et publics • Rebonds au niveau du secteur public avec de grands investissements, notamment dans le secteur agricole ; • Regain de confiance favorisant une reprise des IDE
SECTEUR EXTERNE	Exportations		• Utilisation des capacités existantes des usines textiles ; • Installation de nouvelles compagnies en Haïti ; • Augmentation de la demande en raison de la croissance attendue de l'économie américaine
	Importation en volume		• Augmentation des importations des biens de consommation, de matériels agricoles et d'intrants agricoles
	IDE		• Bonne anticipation des agents économiques • Vote des lois relatives à l'amélioration du climat des affaires.
	Taux de change	Dépréciation modérée du taux de change gourde/dollar	• Climat sociopolitique plus ou moins favorable • Bonne gestion de trésorerie et contrôle du déficit budgétaire

	Transferts privés	+13%	- Les transferts privés augmenteraient grâce à la croissance économique américaine attendue ; - Taux de chômage en dessous de 5% aux USA
FINANCES PUBLIQUES	Recettes	+25.5% pour une pression fiscale autour de 13.2%	- Climat macroéconomique plus serein ; - Relance modérée de l'activité économique ; - Renforcement de l'administration fiscale pour porter les entreprises privées à reverser la TCA collectée ; - Performance notable des deux administrations de collecte (DGII et AGDI) par la mise en place des mesures efficaces pour sécuriser les recettes et éviter la fraude ainsi que l'évasion fiscale ; - Compensation de la baisse des importations en volume par l'effet prix conjugué à l'effet administratif
	Dépenses totales	+12.9% découlé à la fois de la progression des dépenses courantes et d'investissements en capital en support à la croissance économique visée.	- Changements ministériels et nouvelles intégrations des fonctionnaires publics - Exécution de projets rentables et porteurs de croissance
	Dépenses courantes	+7.2% avec un poids important de 54.4% et 28% respectivement des dépenses de salaires et fonctionnement.	- Prise en compte des arriérés dans le secteur de l'éducation, de l'augmentation de la masse salariale dans la Police nationale ; - Besoins croissants pour le fonctionnement de l'administration centrale ; - Restriction des transferts et subventions - Effort considérable pour honorer le paiement de la dette.
	Dépenses en Capital	+9.4 milliards de gourdes additionnels par rapport au budget rectificatif 2016-2017	- Climat favorable et propice pour dégager des ressources internes significatives en support à l'investissement public ; - Reprise du cours de produits pétroliers sur le marché international favorisant une hausse des dépenses d'investissement à financement pétro-caribbe ; - Sensible augmentation des dons projets par les bailleurs

CADRAGE MACROECONOMIQUE DU BUDGET 2017-2018

Annexe 2 : Tableau de synthèse des résultats

Tableau I

Synthèse des résultats de la prévision de croissance								Estimations		Prévisions
Cadre macroéconomique 2016-2018										
Indicateurs macroéconomiques	2009-10	2010-11	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 Est	2016-2017	2017-2018	
PIB										
à prix constant (en millions de gourdes)	11,155.00	11,996.00	14,407.00	15,017.00	15,439.00	15,626.00	15,851.00	16,024.14	16,444.35	
variation annuelle	-5.4%	5.6%	2.9%	4.2%	2.8%	1.2%	1.4%	1.1%	3.9%	
PIB										
à prix courant (en millions de gourdes)	264039	297687	328063	364517	391635	423644	484351	573629	679136	
variation annuelle	-0.9%	12.7%	10.2%	11.1%	7.4%	8.2%	14.3%	18.4%	18.4%	
Déflateur du PIB		21.6	22.8	24.3	25.4	27.1	30.6	35.8	40.8	
Variation annuelle			5.3%	6.6%	4.5%	6.9%	12.7%	17.2%	14.0%	
Inflation										
en glissement annuel	4.7	10.4	6.5	4.5	5.3	11.3	12.5	16.0	11.4	
en moyenne annuelle	4.1	7.4	6.8	6.8	3.9	7.5	13.4	15.1	13.4	
Recettes totales en millions de gourdes										
Total	31,425.0	38,698.0	42,060.0	44,521.6	47,106.0	56,786.9	66,075.5	71,403.3	89,627.9	
variation	5.2%	23.1%	8.7%	5.9%	5.8%	20.6%	16.4%	8.1%	25.3%	
Pression fiscale	11.90%	13.0%	12.8%	12.2%	12.0%	13.4%	13.6%	12.4%	13.2%	

Source : JMEF/DEE

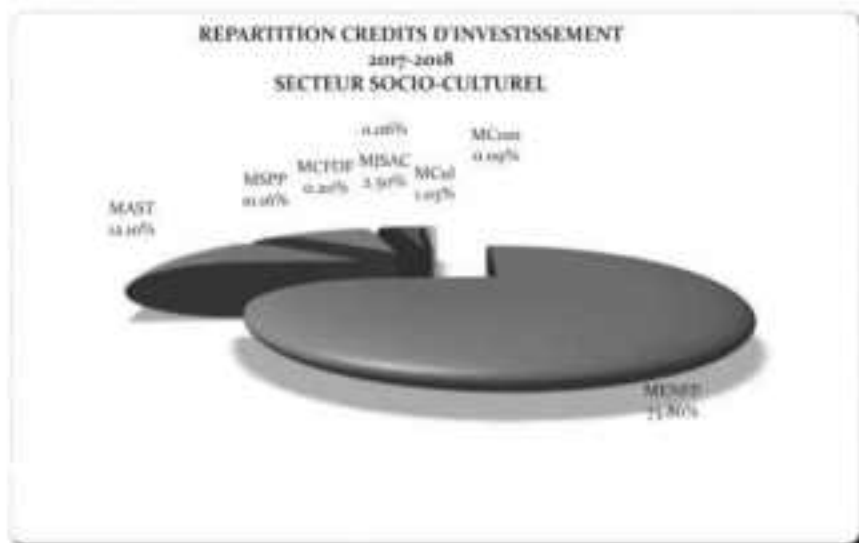
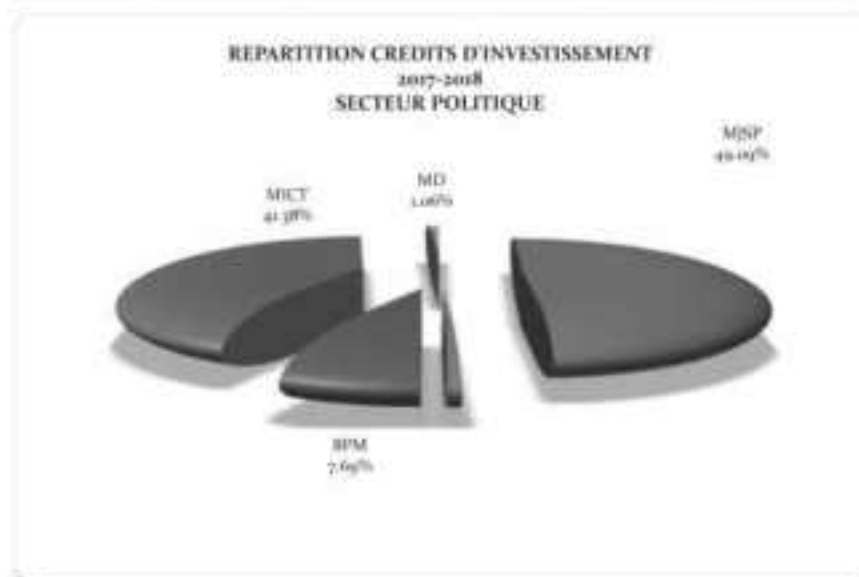
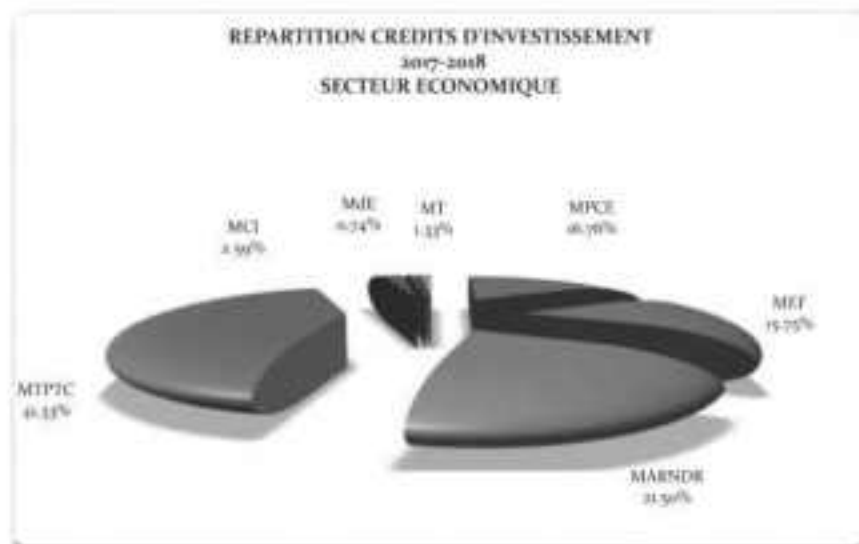
Tableau II

Tableau II Taux de croissance du PIB par secteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 Prev	2018 Prev
Variation annuelle									
PIB réel	-5.5	5.5	2.9	4.2	2.8	1.2	1.4	1.1	3.9
PIB non agricole	-7.2	7.7	4.3	4.2	4.0	3.0	1.9	1.2	3.9
Valeur ajoutée brute	-5.4	5.4	2.4	4.3	2.8	1.0	1.5	1.1	3.9
Impôts et subventions sur les produits	-6.3	7.0	8.2	4.0	3.3	3.8	0.4	1.2	3.3
Secteur primaire	-0.1	-1.0	-1.4	4.4	-1.4	-5.4	3.0	1.0	4.0
Agriculture, sylviculture, élevage, chasse, pêche	-0.1	-1.1	-1.3	4.3	-1.5	-5.4	3.0	1.0	4.0
Industries extractives	0.0	17.6	-15.0	5.8	5.6	5.3	0.0	1.7	6.1
Secteur secondaire	-5.0	13.4	5.1	5.8	5.5	3.2	0.8	0.6	2.9
Industries manufacturières	-15.2	17.8	7.1	2.1	2.7	4.8	1.4	1.1	3.0
Electricité, gaz et eau	4.5	30.0	-24.2	0.0	1.4	0.0	2.9	2.5	3.1
Construction	4.1	9.1	5.5	9.3	7.9	2.3	0.2	0.1	2.9
Secteur des Services	-8.0	6.0	3.3	3.7	3.6	2.9	1.2	1.4	4.3
Commerce, restaurants, hôtels	-8.0	4.6	5.0	4.9	4.2	2.8	0.7	1.1	5.6
Transports et communications	-2.9	13.4	-1.3	3.6	3.7	2.7	0.1	0.1	4.0
Autres services marchands	-7.1	2.7	3.9	3.3	5.1	2.1	2.6	3.4	3.0
Services non marchands	1.4	2.9	2.8	2.6	2.0	3.3	1.5	0.9	1.7
Branche s'active	21.8	-3.5	5.4	6.4	6.2	1.7	1.1	0.9	3.0

Source: DEE

**LES INVESTISSEMENTS PUBLICS
EN 2017-2018**

SYNTHESE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC PAR INSTITUTION



SYNTHESE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC PAR INSTITUTION

		RESSOURCES NATIONALES	RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PP
		TRESOR PUBLIC/FC	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE	
		1	2	3	4=3	5=4+1
	TOTAL	53,288,545,101	9,590,086,144	16,117,968,755	25,708,054,899	58,997,339,000
	POUVOIR EXECUTIF	30,466,114,838	9,590,086,144	16,117,968,755	25,708,054,899	56,174,069,737
	SECTEUR ECONOMIQUE	22,888,185,594	8,749,125,998	8,858,737,351	17,707,863,349	39,793,048,942
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	5,092,601,569	1,250,333,573	325,800,000	1,576,133,573	6,668,735,143
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	4,895,478,929	-	1,372,643,884	1,372,643,884	6,268,122,812
1113	MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNOR)	3,329,327,273	3,253,844,950	1,973,180,807	5,227,025,757	8,586,353,030
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS-TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	8,040,277,823	4,169,947,475	4,238,357,600	8,406,305,135	16,446,582,958
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)	186,000,000	-	842,755,000	842,755,000	1,028,755,000
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT (MRE)	224,500,000	70,000,000	-	70,000,000	294,500,000
1117	MINISTERE DU TOURISME (MT)	317,000,000	5,000,000	208,000,000	213,000,000	530,000,000
	SECTEUR POLITIQUE	1,543,766,919	392,218,864	413,990,421	806,209,285	2,349,976,204
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MUSP)	761,500,253	392,218,864	-	392,218,864	1,153,719,117
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER (MHAVE)	18,000,000	-	-	-	18,000,000
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (MAE)	-	-	-	-	-
1214	PRESIDENCE	-	-	-	-	-
1215	BUREAU DU PRESIDENT (BPP) (RE-2004)	180,766,667	-	-	-	180,766,667
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MCT)	558,500,000	-	413,990,421	413,990,421	972,490,421
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE (MD)	25,000,000	-	-	-	25,000,000
	SECTEUR SOCIO-CULTUREL	6,837,182,325	449,541,282	6,745,240,863	7,194,782,265	14,031,944,590
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	3,700,157,952	85,000,000	6,578,320,983	6,663,320,983	10,363,478,935
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)	1,521,500,000	-	166,920,000	166,920,000	1,688,420,000
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	1,097,504,373	328,541,282	-	328,541,282	1,426,045,655
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES	28,000,000	-	-	-	28,000,000
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE	351,000,000	-	-	-	351,000,000
1411	MINISTERE DES CULTES	8,000,000	-	-	-	8,000,000
1412	MINISTERE DE LA CULTURE (MC)	108,000,000	36,000,000	-	36,000,000	144,000,000
1413	MINISTERE LA COMMUNICATION (MC)	13,000,000	-	-	-	13,000,000
	AUTRES CATEGORIES INSTITUT.	2,822,230,263	-	-	-	2,822,230,263
	POUVOIR LEGISLATIF	1,536,324,153	-	-	-	1,536,324,153
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	1,536,324,153	-	-	-	1,536,324,153
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	-	-	-	-	-
	POUVOIR JUDICIAIRE	-	-	-	-	-
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE (CSPJ)	-	-	-	-	-
	INSTITUTIONS INDEPENDANTES	1,285,986,110	-	-	-	1,285,986,110
4111	COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)	1,026,435,450	-	-	-	1,026,435,450
4211	CONSEIL ELECTORAL	-	-	-	-	-
4311	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (RUEH)	259,470,660	-	-	-	259,470,660
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN (ACH)	-	-	-	-	-

LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN 2017-2018
PRESENTATION PAR REFONDATION

		1,782,368,878	4,437,454,336	6,205,821,178	776,768,148	1,819,720,000	2,395,889,148	8,891,310,323
	REFONDATION INSTITUTIONNELLE							
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE	307,863,309	324,894,702	633,300,233	382,218,864	-	382,218,864	1,024,716,117
4	PROGRAMME DE DECENTRALISATION	45,500,000	-	45,500,000	-	-	-	45,500,000
4	SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	327,864,365	-	327,864,365	20,000,000	1,819,720,000	1,839,720,000	1,973,720,000
4	PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE	84,500,000	-	84,500,000	-	-	-	84,500,000
4	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'ASSURANCE SOCIALE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS	110,363,365	1,305,300,000	1,415,300,000	-	-	-	1,415,300,000
4	PROGRAMME D'AUMENTATION DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE	583,894,868	200,000,000	783,894,868	339,541,292	-	339,541,292	1,111,331,342
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'EQUALITE DE GENRE	6,000,000	-	6,000,000	-	-	-	6,000,000
4	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE	46,000,000	-	46,000,000	38,000,000	-	38,000,000	82,000,000
4	PROGRAMME DE DECONCENTRATION DES ARCHIVES NATIONALES D'HAITI DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT	-	-	-	-	-	-	-
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES	208,473,868	2,412,719,823	2,621,230,363	-	-	-	2,829,230,363
Total		14,883,288,800	18,465,140,191	33,208,343,107	8,390,888,144	18,117,240,718	25,798,854,889	58,897,290,089

LOI DE FINANCES
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS
EXERCICE 2017-2018

[illegible]

LOI DE FINANCES
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS
EXERCICE 2017-2018

[illegible]

LOI DE FINANCES
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS
EXERCICE 2017-2018

[illegible]

LOI DE FINANCES
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS
EXERCICE 2017-2018

Project ID	Project Name	Location	Start Date	End Date	Status	Budget (USD)	Actual Cost (USD)	Variance (USD)	Progress (%)	Risk Level	Comments	Total Per (USD)
0001	Project A	Location A	2023-01-01	2023-03-31	Completed	1000000	980000	20000	100	Low	Project A completed successfully.	1000000
0002	Project B	Location B	2023-02-01	2023-04-30	In Progress	1200000	1100000	100000	85	Medium	Project B is 85% complete.	1200000
0003	Project C	Location C	2023-03-01	2023-05-31	On Hold	800000	800000	0	0	High	Project C is on hold due to budget constraints.	800000
0004	Project D	Location D	2023-04-01	2023-06-30	Planned	600000	0	0	0	Low	Project D is planned for next quarter.	600000
0005	Project E	Location E	2023-05-01	2023-07-31	Completed	900000	920000	-20000	100	Medium	Project E completed with a slight budget overrun.	900000
0006	Project F	Location F	2023-06-01	2023-08-31	In Progress	1100000	1050000	50000	90	Medium	Project F is 90% complete.	1100000
0007	Project G	Location G	2023-07-01	2023-09-30	On Hold	700000	700000	0	0	High	Project G is on hold due to resource availability.	700000
0008	Project H	Location H	2023-08-01	2023-10-31	Planned	500000	0	0	0	Low	Project H is planned for next quarter.	500000
0009	Project I	Location I	2023-09-01	2023-11-30	Completed	1300000	1280000	20000	100	Medium	Project I completed successfully.	1300000
0010	Project J	Location J	2023-10-01	2023-12-31	In Progress	1400000	1350000	50000	95	Medium	Project J is 95% complete.	1400000
0011	Project K	Location K	2023-11-01	2024-01-31	On Hold	900000	900000	0	0	High	Project K is on hold due to budget constraints.	900000
0012	Project L	Location L	2023-12-01	2024-02-28	Planned	600000	0	0	0	Low	Project L is planned for next quarter.	600000
0013	Project M	Location M	2024-01-01	2024-03-31	Completed	800000	780000	20000	100	Medium	Project M completed successfully.	800000
0014	Project N	Location N	2024-02-01	2024-04-30	In Progress	1000000	950000	50000	90	Medium	Project N is 90% complete.	1000000
0015	Project O	Location O	2024-03-01	2024-05-31	On Hold	700000	700000	0	0	High	Project O is on hold due to resource availability.	700000
0016	Project P	Location P	2024-04-01	2024-06-30	Planned	500000	0	0	0	Low	Project P is planned for next quarter.	500000
0017	Project Q	Location Q	2024-05-01	2024-07-31	Completed	1100000	1080000	20000	100	Medium	Project Q completed successfully.	1100000
0018	Project R	Location R	2024-06-01	2024-08-31	In Progress	1200000	1150000	50000	95	Medium	Project R is 95% complete.	1200000
0019	Project S	Location S	2024-07-01	2024-09-30	On Hold	800000	800000	0	0	High	Project S is on hold due to budget constraints.	800000
0020	Project T	Location T	2024-08-01	2024-10-31	Planned	600000	0	0	0	Low	Project T is planned for next quarter.	600000
0021	Project U	Location U	2024-09-01	2024-11-30	Completed	900000	880000	20000	100	Medium	Project U completed successfully.	900000
0022	Project V	Location V	2024-10-01	2024-12-31	In Progress	1000000	950000	50000	90	Medium	Project V is 90% complete.	1000000
0023	Project W	Location W	2024-11-01	2025-01-31	On Hold	700000	700000	0	0	High	Project W is on hold due to resource availability.	700000
0024	Project X	Location X	2024-12-01	2025-02-28	Planned	500000	0	0	0	Low	Project X is planned for next quarter.	500000
0025	Project Y	Location Y	2025-01-01	2025-03-31	Completed	800000	780000	20000	100	Medium	Project Y completed successfully.	800000
0026	Project Z	Location Z	2025-02-01	2025-04-30	In Progress	1000000	950000	50000	90	Medium	Project Z is 90% complete.	1000000
0027	Project AA	Location AA	2025-03-01	2025-05-31	On Hold	700000	700000	0	0			

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS
EXERCICE 2017-2018

[illegible]

LOI DE FINANCES
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS
EXERCICE 2017-2018

Sl. No.	Particulars	Unit	Rate	Quantity	Amount	Remarks	Sl. No.	Particulars	Unit	Rate	Quantity	Amount	Remarks
1	1000						1	1000					
2	1000						2	1000					
3	1000						3	1000					
4	1000						4	1000					
5	1000						5	1000					
6	1000						6	1000					
7	1000						7	1000					
8	1000						8	1000					
9	1000						9	1000					
10	1000						10	1000					
11	1000						11	1000					
12	1000						12	1000					
13	1000						13	1000					
14	1000						14	1000					
15	1000						15	1000					
16	1000						16	1000					
17	1000						17	1000					
18	1000						18	1000					
19	1000						19	1000					
20	1000						20	1000					
21	1000						21	1000					
22	1000						22	1000					
23	1000						23	1000					
24	1000						24	1000					
25	1000						25	1000					
26	1000						26	1000					
27	1000						27	1000					
28	1000						28	1000					
29	1000						29	1000					
30	1000						30	1000					
31	1000						31	1000					
32	1000						32	1000					
33	1000						33	1000					
34	1000						34	1000					
35	1000						35	1000					
36	1000						36	1000					
37	1000						37	1000					
38	1000						38	1000					
39	1000						39	1000					
40	1000						40	1000					
41	1000						41	1000					
42	1000						42	1000					
43	1000						43	1000					
44	1000						44	1000					
45	1000						45	1000					
46	1000						46	1000					
47	1000						47	1000					
48	1000						48	1000					
49	1000						49	1000					
50	1000						50	1000					
51	1000						51	1000					
52	1000						52	1000					
53	1000						53	1000					
54	1000						54	1000					
55	1000						55	1000					
56	1000						56	1000					
57	1000						57	1000					
58	1000						58	1000					
59	1000						59	1000					
60	1000						60	1000					
61	1000						61	1000					
62	1000						62	1000					
63	1000						63	1000					
64	1000						64	1000					
65	1000						65	1000					
66	1000						66	1000					
67	1000						67	1000					
68	1000						68	1000					
69	1000						69	1000					
70	1000						70	1000					
71	1000						71	1000					
72	1000						72	1000					
73	1000						73	1000					
74	1000						74	1000					
75	1000						75	1000					
76	1000						76	1000					
77	1000						77	1000					
78	1000						78	1000					
79	1000						79	1000					
80	1000						80	1000					
81	1000						81	1000					
82	1000						82	1000					
83	1000						83	1000					
84	1000						84	1000					
85	1000						85	1000					
86	1000						86	1000					
87	1000						87	1000					
88	1000						88	1000					
89	1000						89	1000					
90	1000						90	1000					
91	1000						91	1000					
92	1000						92	1000					
93	1000						93	1000					
94	1000						94	1000					
95	1000						95	1000					
96	1000						96	1000					
97	1000						97	1000					
98	1000						98	1000					
99	1000						99	1000					
100	1000						100	1000					

LOI DE FINANCES
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS
EXERCICE 2017-2018

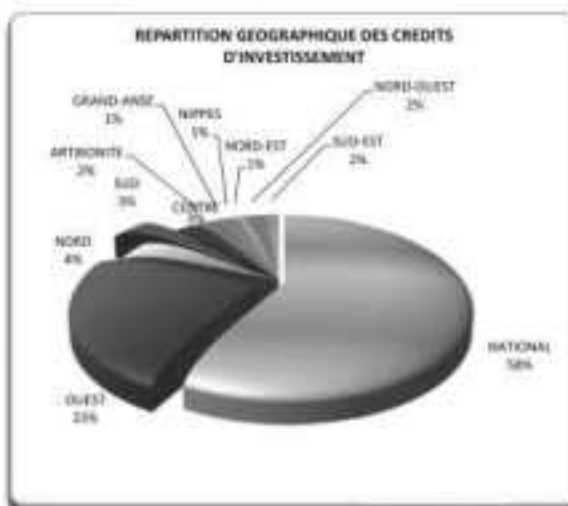
[illegible]



LE BUDGET 2017-2018 CLASSIFICATION GEOGRAPHIQUE

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES CREDITS BUDGETAIRES EXERCICE 2017-2018

VOLET LOCALISATION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	Population estimée en 2017	Dépenses Publiques per capita et départementales
NATIONAL	-	34,401,456,561	34,401,456,561		
OUEST	80,309,153,281	13,645,112,066	93,954,265,346	4,056,086	23,163.78
NORD	693,539,349	2,154,558,155	2,848,097,504	1,074,166	2,651
SUD	510,581,463	1,772,155,057	2,282,736,520	780,045	2,926
CENTRE	267,869,025	1,709,083,493	1,976,952,518	751,119	2,632
ARTIBONITE	680,899,154	1,388,400,000	2,069,299,154	1,738,841	1,190
GRAND-ANSE	1,606,425,806	707,775,000	2,314,200,806	471,372	4,910
NIPPES	205,843,872	498,981,985	704,825,857	344,772	2,044
NORD-EST	312,679,054	532,863,439	845,542,493	396,549	2,132
NORD-OUEST	259,389,546	1,347,158,281	1,606,547,827	733,577	2,190
SUD-EST	356,419,452	839,655,963	1,196,075,416	636,747	1,878
TOTAL	85,202,800,000	58,997,200,000	144,200,000,000	10,983,274	13,129.05



**LE BUDGET 2017-2018
CLASSIFICATION
FONCTIONNELLE**

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES EXERCICE 2017-2018				
		FONCTIONNEMENT 85,202,800,000	INVESTISSEMENT 58,997,200,000	TOTAL 144,200,000,000
01 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES		43,838,058,240	6,981,402,940	50,819,461,180
011	FONCT. ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS ,AFF. FINANCIERES ET FISCALES AFF. E	27,974,607,833	4,477,439,952	32,452,047,785
0111	FONCTIONNEMENT DES ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS	19,887,399,005	1,738,834,500	21,626,233,505
0112	AFFAIRES FINANCIERES ET FISCALES	5,378,186,357	2,738,805,452	8,116,991,809
0113	AFFAIRES ETRANGERES	2,709,028,271	0	2,709,028,271
012	AIDE ECONOMIQUE EXTERIEURE	100,000,000	0	100,000,000
0121	AIDE ECONOMIQUE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	0	0	0
0122	AIDE ECONOMIQUE PAR L'INTERMEDIAIRE D'ORGANISATION INTERNATIONALES (SC)	100,000,000	0	100,000,000
013	SERVICES GENERAUX	1,560,881,201	204,184,877	1,765,066,078
0131	SERVICES GENERAUX DE PERSONNEL (SC)	461,075,000	0	461,075,000
0132	SERVICES GENERAUX DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE	1,088,884,412	204,184,877	1,293,069,289
0133	AUTRES SERVICES GENERAUX (SC)	30,821,789	0	30,821,789
014	RECHERCHE FONDAMENTALE (SC)	74,946,044	0	74,946,044
0140	RECHERCHE FONDAMENTALE (SC)	74,946,044	0	74,946,044
015	R-D CONCERNANT LES SRVICS GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	0	0	0
0150	R-D CONCERNANT LES SRVICS GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (SC)	0	0	0
016	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	406,240,738	2,299,778,112	2,706,018,850
0160	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	406,240,738	2,299,778,112	2,706,018,850
017	OPERATIONS CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE (SC)	13,721,382,623	0	13,721,382,623
0170	OPERATIONS CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE (SC)	13,721,382,623	0	13,721,382,623
018	TRANSFERTS DE CARACTERE GENERAL ENTRE ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	0	0	0
0180	TRANSFERTS DE CARACTERE GENERAL ENTRE ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (SC)	0	0	0
02 DEFENSE		479,464,985	10,000,000	489,464,985
021	DEFENSE MILITAIRE	0	0	0
0210	DEFENSE MILITAIRE (SC)	0	0	0
022	DEFENSE CIVILE	0	0	0
0220	DEFENSE CIVILE (SC)	0	0	0
023	AIDE MILITAIRE A DES PAYS ETRANGERS	0	0	0
0230	AIDE MILITAIRE A DES PAYS ETRANGERS (SC)	0	0	0
024	R-D CONCERNANT LA DEFENSE	0	0	0
0240	R-D CONCERNANT LA DEFENSE (SC)	0	0	0
025	DEFENSE N.C.A.	479,464,985	10,000,000	489,464,985
0250	DEFENSE N.C.A.(SC)	479,464,985	10,000,000	489,464,985
03 ORDRE ET SECURITE PUBLIQUE		13,859,970,965	144,361,369	13,804,332,334
031	SERVICES DE POLICE	7,238,051,854	42,000,000	7,280,051,854
0310	SERVICES DE POLICE(SC)	7,238,051,854	42,000,000	7,280,051,854
032	SERVICES DE PROTECTION CIVILE	1,532,736,737	0	1,532,736,737
0320	SERVICES DE PROTECTION CIVILE(SC)	1,532,736,737	0	1,532,736,737
033	TRIBUNAUX	1,211,635,822	85,694,703	1,297,330,524
0330	TRIBUNAUX (SC)	1,211,635,822	85,694,703	1,297,330,524
034	ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	810,841,199	0	810,841,199
0340	ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	810,841,199	0	810,841,199
035	R-D CONCERNANT L'ORDRE ET LA SECURITE PUBLICS	0	0	0
0350	R-D CONCERNANT L'ORDRE ET LA SECURITE PUBLICS (SC)	0	0	0

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES EXERCICE 2017-2018			
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
		85.202.800,000	58.997.200,000
			144.200.000,000
036	ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.	2.866.705,354	16.666,067
0360	ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.	2.866.705,354	16.666,067
			2.883.372,021
04	AFFAIRES ECONOMIQUES	3.186.986,220	21.189.386,715
			24.376.382,935
041	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI	523.410,748	21.000,000
			544.410,748
0411	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES	482.692,017	14.000,000
			496.692,017
0412	AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI (SC)	80.718,731	7.000,000
			87.718,731
042	AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE	1.291.116,280	6.037.047,764
			7.328.164,044
0421	AGRICULTURE	1.258.118,648	5.048.633,218
			6.306.751,866
0422	SYLVICULTURE (SC)	15.168,809	0
			15.168,809
0423	PECHE ET CHASSE (SC)	17.828,823	968.414,546
			1.006.243,369
043	COMBUSTIBLES ET ENERGIE	4.735,805	48.500,000
			53.235,805
0431	CHARBON ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES (SC)	4.735,805	38.500,000
			43.235,805
0432	PETROLE ET GAZ NATUREL (SC)	0	0
			0
0433	COMBUSTIBLE NUCLEAIRE (SC)	0	0
			0
0434	AUTRES COMBUSTIBLES (SC)	0	0
			0
0435	ELECTRICITE(SC)	0	10.000,000
			10.000,000
0436	ENERGIE NON ELECTRIQUE(SC)	0	0
			0
044	INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES, CONSTRUCTION	904.853,425	345.300,000
			1.250.153,425
0441	EXTRACTION DE RESSOURCES MINERALES AUTRES QUE LES COMBUSTIBLES MINERAUX (SC)	55.264,196	0
			55.264,196
0442	INDUSTRIES MANUFACTURIERES (SC)	32.694,469	10.000,000
			42.694,469
0443	CONSTRUCTION (SC)	816.894,760	335.300,000
			1.152.194,760
045	TRANSPORTS	85.249,080	8.273.399,530
			8.358.640,510
0450	TRANSPORTS ROUTIERS	0	0
			0
0451	TRANSPORTS ROUTIERS	50.349,979	7.467,389,530
			7.537.649,510
0452	TRANSPORTS PAR VOIE D'EAU	35.000,000	630.000,000
			665.000,000
0453	TRANSPORTS PAR VOIE FERREE (SC)	0	0
			0
0454	TRANSPORTS AERIENS (SC)	0	155.000,000
			155.000,000
0455	PIPELINE ET SYSTEMES DE TRANSPORT DIVERS (SC)	0	1.000,000
			1.000,000
046	COMMUNICATIONS	128.968,321	94.500,000
			222.868,321
0460	COMMUNICATIONS (SC)	128.968,321	94.500,000
			222.868,321
047	AUTRES BRANCHES D'ACTIVITE	210.304,915	3.294.093,948
			3.512.488,863
0471	DISTRIBUTION, ENTREPOTS ET MAGASINS (SC)	19.026,255	765.000,000
			784.026,255
0472	HOTELLERIE ET RESTAURATION (SC)	0	0
			0
0473	TOURISME	195.253,664	290.000,000
			485.253,664
0474	PROJETS DE DEVELOPPEMENT POLYVALENTS (SC)	3.214,997	2.239.093,948
			2.242.308,945
048	R-D CONCERNANT LES AFFAIRES ECONOMIQUES	18.319,563	5.000,000
			23.319,563
0481	R-D CONCERNANT LA TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI (SC)	0	5.000,000
			5.000,000
0482	R-D CONCERNANT L'AGRICULTURE, LA SYLVICULTURE, LA PECHE ET LA CHASSE (SC)	18.319,563	0
			18.319,563
0483	R-D CONCERNANT LES COMBUSTIBLES ET L'ENERGIE (SC)	0	0
			0
0484	R-D CONCERNANT LES INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES ET LA CONSTRUCTION (SC)	0	0
			0
0485	R-D CONCERNANT LES TRANSPORTS (SC)	0	0
			0
0486	R-D CONCERNANT LES COMMUNICATIONS (SC)	0	0
			0
0487	R-D CONCERNANT D'AUTRES BRANCHES D'ACTIVITE (SC)	0	0
			0

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES EXERCICE 2017-2018			
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
		85.202.800.000	58.997.200.000
			144.200.000.000
049 AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.		12.537.184	3.070.555.473
0490 AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.		12.537.184	3.070.555.473
			3.083.092.657
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		1.078.215.334	2.323.004.874
051 GESTION DES DECHETS		474.999.990	3.500.000
0510 GESTION DES DECHETS (SC)		474.999.990	3.500.000
			478.499.990
052 GESTION DES EAUX USEES		9.409.200	1.246.435.450
0520 GESTION DES EAUX USEES (SC)		9.409.200	1.246.435.450
			1.255.844.650
053 LUTTE CONTRE LA POLLUTION		16.163.401	0
0530 LUTTE CONTRE LA POLLUTION(SC)		16.163.401	0
			16.163.401
054 PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE		24.387.582	50.000.000
0540 PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE(SC)		24.387.582	50.000.000
			74.387.582
055 RD DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		0	0
0550 RD DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT(SC)		0	0
			0
056 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.		553.255.181	1.023.069.424
0560 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.		553.255.181	1.023.069.424
			1.576.324.584
06 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS		186.668.763	12.520.308.810
061 LOGEMENT		60.668.811	1.654.080.000
0610 LOGEMENT (SC)		60.668.811	1.654.080.000
			1.714.748.811
062 EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	8.615.903.882
0620 EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	8.615.903.882
			8.615.903.882
063 ALIMENTATION EN EAU		64.000.000	2.044.325.126
0630 ALIMENTATION EN EAU		64.000.000	2.044.325.126
			2.108.325.126
064 ECLAIRAGE PUBLIC		0	0
0640 ECLAIRAGE PUBLIC		0	0
			0
065 R-D DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT ET DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	0
0650 R-D DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT ET DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	0
			0
066 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.		61.999.952	206.000.000
0660 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.		61.999.952	206.000.000
			267.999.952
07 SANTE		5.063.920.069	702.090.600
071 PRODUITS APPAREILS ET MATERIELS MEDICAUX		0	88.000.848
0711 PRODUITS PHARMACEUTIQUES		0	0
			0
0712 PRODUITS MEDICAUX DIVERS		0	88.000.848
			88.000.848
0713 APPAREILS ET MATERIEL THERAPEUTIQUES		0	0
			0
072 SERVICES AMBILATOIRES		0	72.000.000
0721 SERVICES DE MEDECINE GENERALE		0	0
			0
0722 SERVICE DE MEDECINE SPECIALISEE		0	72.000.000
			72.000.000
0723 SERVICES DENTAIRE		0	0
			0
0724 SERVICES PARAMEDICAUX		0	0
			0
073 SERVICES HOSPITALIERS		604.530.455	290.000.000
0731 SERVICES HOSPITALIERS GENERAUX		579.805.679	0
			579.805.679
0732 SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES(SI)		11.322.754	200.000.000
			211.322.754
0733 SERVICES DES DISPENSAIRES ET DES MATERNITES (SI)		13.602.023	0
			13.602.023
0734 SERVICES DES MAISONS DE REPOS ET DES MAISONS DE SANTE (SI)		0	0
			0
074 SERVICES DE SANTE PUBLIQUE		2.735.687.628	342.089.812
0740 SERVICES DE SANTE PUBLIQUE (SI)		2.735.687.628	342.089.812
			3.077.777.440

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES EXERCICE 2017-2018			
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
		85,202,800,000	58,997,200,000
			TOTAL
			144,200,000,000
075	RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE	547,763,724	0
0750	RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE (SC)	547,763,724	0
076	SANTE N.C.A	1,175,938,261	0
0760	SANTE N.C.A (SC)	1,175,938,261	0
08	LOISIRS CULTURE ET CULTURE	2,498,987,320	1,295,527,922
081	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	677,858,012	130,000,000
0810	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	677,858,012	130,000,000
082	SERVICES CULTURELLES	1,281,488,127	30,000,000
0820	SERVICES CULTURELLES	1,281,488,127	30,000,000
083	SERVICE DES RADIODIFFUSION, DE TELEVISION ET D'EDITION(SC)	337,227,445	0
0830	SERVICE DES RADIODIFFUSION, DE TELEVISION ET D'EDITION(SC)	337,227,445	0
084	CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES (SC)	185,752,089	0
0840	CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES (SC)	185,752,089	0
085	RD-DANS LE DOMAINE DES LOISIRS, DE LA CULTURE ET DU CULTURE (SC)	0	2,000,000
0850	RD-DANS LE DOMAINE DES LOISIRS, DE LA CULTURE ET DU CULTURE (SC)	0	2,000,000
086	LOISIR, CULTURE ET CULTURE N.C.A (SC)	16,661,646	1,133,527,922
0860	LOISIR, CULTURE ET CULTURE N.C.A (SC)	16,661,646	1,133,527,922
09	ENSEIGNEMENT	14,126,488,945	12,419,115,110
091	ENSEIGNEMENT PREELEMENITAIRE ET PRIMAIRE	37,329,797	377,621,931
0910	ENSEIGNEMENT PREELEMENITAIRE	0	8,500,000
0911	ENSEIGNEMENT PREELEMENITAIRE	0	0
0912	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (SI)	37,329,797	369,121,931
092	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	26,413,941	627,000,000
0920	PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	0	0
0921	PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	26,413,941	0
0922	DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	0	627,000,000
093	ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR	0	135,800,000
0930	ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR(SI)	0	135,800,000
094	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1,519,298,065	125,000,000
0941	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL	1,519,298,065	125,000,000
0942	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DOCTORAL (SI)	0	0
095	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU	427,627,183	0
0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU(SI)	427,627,183	0
096	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT	0	8,577,964,179
0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT(SI)	0	8,577,964,179
097	RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT	17,231,701	7,000,000
0970	RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT (SC)	17,231,701	7,000,000
098	ENSEIGNEMENT N.C.A.	12,098,588,257	2,568,729,000
0980	ENSEIGNEMENT N.C.A (SC)	12,098,588,257	2,568,729,000
10	PROTECTION SOCIALE	1,084,638,199	1,411,991,600
101	MALADIE ET INVALIDITE	0	0
1011	MALADIE(SI)	0	0
1012	INVALIDITE (SI)	0	0
102	VIEILLESSE	21,157,790	0
1020	VIEILLESSE (SI)	21,157,790	0
103	SURVIVANTS	0	0
1030	SURVIVANTS(SI)	0	0

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES EXERCICE 2017-2018			
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
		85,202,800,000	58,997,200,000
			TOTAL
			144,200,000,000
104	FAMILLE ET ENFANTS	7,918,301	30,000,000
			37,918,301
1040	FAMILLE ET ENFANTS (SI)	7,918,301	30,000,000
			37,918,301
105	CHOMAGE	0	0
			0
1050	CHOMAGE (SI)	0	0
			0
106	LOGEMENT	0	5,000,000
			5,000,000
1060	LOGEMENT	0	5,000,000
			5,000,000
107	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	160,284,800	0
			160,284,800
1070	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	160,284,800	0
			160,284,800
108	RD-DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE	0	0
			0
1080	RD-DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE	0	0
			0
109	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	894,678,269	1,376,991,600
			2,271,669,869
1090	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	894,678,269	1,376,991,600
			2,271,669,869

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES
EXERCICE 2017-2018
VOLET FONCTIONNEMENT

	SOMME DES CREDITS BUDGETAIRES 2017-2018
01-SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	43,838,058,240
011-FONCT. ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS ,AFF. FINANCIERES ET FISCALES AFF. ETRANGERES	27,974,607,633
012-AIDE ECONOMIQUE EXTERIEURE	100,000,000
013-SERVICES GENERAUX	1,560,881,201
014-RECHERCHES FONDAMENTALES	74,946,044
016-SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	406,240,738
017-OPERATION CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE	13,721,382,623
02-DEFENSE	479,464,985
025-DEFENSE N.C.A.	479,464,985
03-ORDRE ET SECURITE PUBLICS	13,659,970,965
031-SERVICE DE POLICE	7,238,051,854
032-SERVICES DE PROTECTION CIVILE	1,532,736,737
033-TRIBUNAUX	1,211,635,822
034-ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	810,841,199
036-ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.	2,866,705,354
04-AFFAIRES ECONOMIQUES	3,186,986,220
041-TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI	523,410,748
042-AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE	1,291,116,280
043-COMBUSTIBLES ET ENERGIE	4,735,805
044-INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES CONSTRUCTION	904,853,425
045-TRANSPORTS	85,249,980
046-COMMUNICATIONS	128,368,321
047-AUTRES BRANCHES D'ACTIVITES	218,394,915
048-R-D CONCERNANT LES AFFAIRES ECONOMIQUES	18,319,563
049-AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.	12,537,184
05-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	1,078,215,334
051-GESTION DES DECHETS	474,999,990
052-GESTION DES EAUX USEES	9,409,200
053-LUTTE CONTRE LA POLLUTION	16,163,401
054-PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE	24,387,582
056-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	553,255,161
06-LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	186,668,763
061-LOGEMENT	60,668,811
063-ALIMENTATION EN EAU	64,000,000
066-LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.	61,999,952
07-SANTÉ	5,063,920,069
073-SERVICES HOSPITALIERS	604,530,455
074-SERVICES DE SANTE PUBLIQUE	2,735,687,628
075-R-D DANS LE DOMAINE DE LA SANTE	547,763,724
076-SANTE N.C.A.	1,175,938,261
08-LOISIRS, CULTURE ET CULTE	2,498,987,320
081-SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	677,858,032
082-SERVICES CULTURELLES	1,281,488,127
083-SERVICES DE RADIODIFFUSION DE TELEVISION ET D'EDITION	337,227,445
084-CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES	185,752,089
086-LOISIRS CULTURE ET CULTE N.C.A.	16,661,646
09-ENSEIGNEMENT	14,126,488,945
091-ENSEIGNEMENT PRELELEMENTAIRE ET PRIMAIRE	37,329,797
092-ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	26,413,941
094-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1,519,298,065
095-ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU	427,627,183
097-R-D DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT	17,231,701
098-ENSEIGNEMENT N.C.A.	12,098,588,257
10-PROTECTION SOCIALE	1,084,039,159
102-VIEILLESSE	21,157,790
104-FAMILLE ET ENFANTS	7,918,301
107-EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	160,284,800
109-PROTECTION SOCIALE N.C.A.	894,678,269
Grand Total	85,202,800,000

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE 2017-2018

GROUPE	DIVISION	CLASSE	FONCTION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			
				INTEG. PUBLIC	APC	TOTAL EN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL EE	
99	Grand Total			14.853.265.891	18.405.141.191	33.258.406.102	9.595.888.144	18.717.884.789	28.793.814.830	
	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES			3.852.172.440	3.815.155.452	6.667.327.891	310.833.838	93.506.888	385.120.230	
	991	FONCT. ORGANISMES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS		1.888.634.338	2.494.185.432	4.382.819.802	140.888.888	68.188.888	274.793.888	
				1.798.634.338	2.494.185.432	4.292.819.802	38.000.000	30.000.000	68.000.000	
				100.000.000	2.494.185.432	2.594.185.432	110.400.000	63.500.000	184.700.000	
	9911	SERVICES GENERAUX		118.281.338	84.000.000	202.281.338	30.181.338	-	30.181.338	
				118.281.338	84.000.000	202.281.338	30.181.338	-	30.181.338	
	9912	SERVICES GENERAUX DE PLURIPARTISIPATION ET DE STATISTIQUE		-	-	-	-	-	-	
	9913	AUTRES SERVICES GENERAUX		-	-	-	-	-	-	
	9919	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.			884.328.291	1.388.686.839	2.272.915.130	332.341.722	-	2.272.915.130
992	DEFENSE			884.328.291	1.388.686.839	2.272.915.130	332.341.722	-	2.272.915.130	
	9929	DEFENSE N.C.A.		18.000.000	-	18.000.000	-	-	-	
				18.000.000	-	18.000.000	-	-	-	
	993	ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES			118.000.000	24.004.703	142.004.703	-	-	-
				42.000.000	-	42.000.000	-	-	-	
	9930	SERVICE DE POLICE			42.000.000	-	42.000.000	-	-	-
				42.000.000	-	42.000.000	-	-	-	
	9931	TRIBUNAUX			91.000.000	24.004.703	115.004.703	-	-	-
				91.000.000	24.004.703	115.004.703	-	-	-	
	9932	ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES N.C.A.			18.000.000	-	18.000.000	-	-	-
993	ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES			18.000.000	-	18.000.000	-	-	-	
	9930	ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES N.C.A.			18.000.000	-	18.000.000	-	-	-
	9931	OFFAIRES ECONOMIQUES			8.015.438.897	6.811.185.893	14.826.624.790	6.228.543.302	1.531.167.832	14.795.814.225
				21.000.000	-	21.000.000	-	-	-	-
	99311	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI			14.000.000	-	14.000.000	-	-	-
				7.000.000	-	7.000.000	-	-	-	-
	99312	AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI			1.800.000.273	1.800.000.000	3.600.000.273	1.800.000.000	1.800.000.000	3.600.000.273
				815.000.273	1.800.000.000	2.615.000.273	1.184.523.798	1.415.102.158	3.049.625.951	
	99313	AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE			200.000.000	122.544.888	322.544.888	482.116.888	188.438.888	988.416.888
				48.000.000	-	48.000.000	-	-	-	-
994	COMBUSTIBLES ET ENERGIE			38.000.000	-	38.000.000	-	-	-	-
				10.000.000	-	10.000.000	-	-	-	-
	9941	ENERGIE ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAIRES SOLIDES			172.000.000	18.000.000	190.000.000	182.000.000	-	190.000.000
				-	18.000.000	18.000.000	-	-	-	-
	9942	INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES CONSTRUCTION			172.000.000	18.000.000	190.000.000	182.000.000	-	190.000.000
				-	18.000.000	18.000.000	-	-	-	-
	9943	INDUSTRIES MANUFACTURIERES			172.000.000	-	172.000.000	182.000.000	-	354.000.000
				172.000.000	-	172.000.000	182.000.000	-	354.000.000	
	9944	CONSTRUCTION			-	-	-	-	-	-
				-	-	-	-	-	-	-

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE 2017-2018**

BOUCLE	DIVISION	CLASSE	FONCTION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES		
				TRESDON PUBLIC	APC	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE
M45	TRANSPORTS			2.786.333,34	5.514.186,825	8.300.520,165	2.472.942,385	1.707.232,667	4.179.175,052
		3451	TRANSPORTS SOLITAIRE	2.694.233,334	5.344.186,825	8.038.420,159	2.380.142,500	1.707.232,667	4.087.375,167
		3452	TRANSPORT PAR VOIE TERRESTRE		870.000,000	870.000,000			870.000,000
		3453	TRANSPORTS AERIEUX	75.000,000		75.000,000	85.000,000		160.000,000
		3455	PELLETS ET DISTANCE DE TRANSPORT DIVERSE	5.000,000		5.000,000			5.000,000
M46	COMMUNICATIONS			34.000,000		34.000,000			34.000,000
		3460	COMMUNICATIONS	34.000,000		34.000,000			34.000,000
M47	AUTRES BRANCHES D'ACTIVITES			5.940.182,848	380.988,280	6.321.171,128	597.380,888	464.582,388	1.061.963,276
		3471	DISTRIBUTION, ENTREPRISE ET MAGASIN (NC)	474.200,000		474.200,000	207.100,000		681.300,000
		3472	TOURISME	47.200,000	33.000,000	80.200,000		208.200,000	388.400,000
		3473	PROJET DE DEVELOPPEMENT POLYVALENT	1.427.982,848	347.988,280	1.775.971,128	210.000,000	208.200,000	418.200,000
M48	N.B. CONCERNANT LES AFFAIRES ECONOMIQUES			5.000,000		5.000,000			5.000,000
		3480	N.B. CONCERNANT LA TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE	5.000,000		5.000,000			5.000,000
M49	AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.			148.273,452	5.887.122,878	6.035.396,330	608.800,142		6.644.196,472
		3490	AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.	148.273,452	5.887.122,878	6.035.396,330	608.800,142		6.644.196,472
M50	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.			34.000,000		34.000,000			34.000,000
		3500	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	34.000,000		34.000,000			34.000,000
M51	LOGEMENT			170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
		3510	LOGEMENT	170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
M52	EQUIPEMENTS COLLECTIFS			170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
		3520	EQUIPEMENTS COLLECTIFS	170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
M53	ALIMENTATION EN EAU			170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
		3530	ALIMENTATION EN EAU	170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
M54	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.			170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
		3540	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.	170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
M55	SANTÉ			170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
		3550	SANTÉ	170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
M56	PRODUITS APPARELS ET MATERIELS MEDICAUX			170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
		3560	PRODUITS APPARELS ET MATERIELS MEDICAUX	170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
M57	SERVICES AMBULATOIRES			170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825
		3570	SERVICES AMBULATOIRES	170.000,000	5.344.186,825	5.514.186,825			5.514.186,825

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE 2017-2018**

GROUPE	DIVISION	CLASSE	FONCTION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES		
				TRADUC PUBL	APC	TOTAL FN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE
473	SERVICES HOSPITALIERS	0772	SERVICES DE MEDICINE PRECOCAISE	72.000.000	-	72.000.000	-	-	-
		0772	SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES	200.000.000	200.000.000	200.000.000	-	-	200.000.000
		0772	SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES	200.000.000	200.000.000	200.000.000	-	-	200.000.000
474	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE	0740	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE	342.000.000	-	342.000.000	-	-	342.000.000
		0740	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE	342.000.000	-	342.000.000	-	-	342.000.000
		0740	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE	342.000.000	-	342.000.000	-	-	342.000.000
481	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	0810	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	130.000.000	130.000.000	130.000.000	-	-	130.000.000
		0810	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	130.000.000	130.000.000	130.000.000	-	-	130.000.000
		0810	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	130.000.000	130.000.000	130.000.000	-	-	130.000.000
482	SERVICES CULTURELS	0820	SERVICES CULTURELS	30.000.000	-	30.000.000	-	-	30.000.000
		0820	SERVICES CULTURELS	30.000.000	-	30.000.000	-	-	30.000.000
		0820	SERVICES CULTURELS	30.000.000	-	30.000.000	-	-	30.000.000
483	LOISIRS DE LA CULTURE ET DU CULTE	0830	LOISIRS DE LA CULTURE ET DU CULTE	3.000.000	-	3.000.000	-	-	3.000.000
		0830	LOISIRS DE LA CULTURE ET DU CULTE	3.000.000	-	3.000.000	-	-	3.000.000
		0830	LOISIRS DE LA CULTURE ET DU CULTE	3.000.000	-	3.000.000	-	-	3.000.000
484	LOISIRS CULTURE ET CULTE M.C.A.	0840	LOISIRS CULTURE ET CULTE M.C.A.	370.000.000	370.000.000	370.000.000	-	-	370.000.000
		0840	LOISIRS CULTURE ET CULTE M.C.A.	370.000.000	370.000.000	370.000.000	-	-	370.000.000
		0840	LOISIRS CULTURE ET CULTE M.C.A.	370.000.000	370.000.000	370.000.000	-	-	370.000.000
491	ENSEIGNEMENT PRELIMINAIRE ET PRIMAIRE	0910	ENSEIGNEMENT PRELIMINAIRE ET PRIMAIRE	270.000.000	270.000.000	270.000.000	-	-	270.000.000
		0910	ENSEIGNEMENT PRELIMINAIRE ET PRIMAIRE	270.000.000	270.000.000	270.000.000	-	-	270.000.000
		0910	ENSEIGNEMENT PRELIMINAIRE ET PRIMAIRE	270.000.000	270.000.000	270.000.000	-	-	270.000.000
492	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	0920	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	300.000.000	300.000.000	300.000.000	-	-	300.000.000
		0920	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	300.000.000	300.000.000	300.000.000	-	-	300.000.000
		0920	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	300.000.000	300.000.000	300.000.000	-	-	300.000.000
493	ENSEIGNEMENT POST SECONDAIRE NON SUPERIEUR	0930	ENSEIGNEMENT POST SECONDAIRE NON SUPERIEUR	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0930	ENSEIGNEMENT POST SECONDAIRE NON SUPERIEUR	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0930	ENSEIGNEMENT POST SECONDAIRE NON SUPERIEUR	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
494	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0940	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0940	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0940	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
495	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU	0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
496	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT	0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
497	R-D DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT	0970	R-D DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0970	R-D DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0970	R-D DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
498	ENSEIGNEMENT N.C.A.	0980	ENSEIGNEMENT N.C.A.	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0980	ENSEIGNEMENT N.C.A.	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0980	ENSEIGNEMENT N.C.A.	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
499	PROTECTIONS NATIONALES	0990	PROTECTIONS NATIONALES	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0990	PROTECTIONS NATIONALES	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		0990	PROTECTIONS NATIONALES	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
500	FAMILLE ET ENFANTS	1000	FAMILLE ET ENFANTS	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		1000	FAMILLE ET ENFANTS	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		1000	FAMILLE ET ENFANTS	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
501	LOIEMENT	1010	LOIEMENT	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		1010	LOIEMENT	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000
		1010	LOIEMENT	100.000.000	100.000.000	100.000.000	-	-	100.000.000

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE 2017-2018

GROUPE	DIVISION	CLASSE	FONCTION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTÉRIEURES			TOTAL PP
				TRECHER PUBLIC	APC	TOTAL PN	BILATÉRALE	MULTILATÉRALE	TOTAL RE	
1000	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	1000	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	427 338,00	180 000,00	327 338,00	62 947,200	218 000,000	680 338,200	1 578 380,400
				487 338,00	100 000,00	587 338,00	62 947,200	218 000,000	800 338,200	1 378 380,400

**LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
LIÉS À LA RÉDUCTION
DE LA PAUVRETÉ EN 2017-2018**

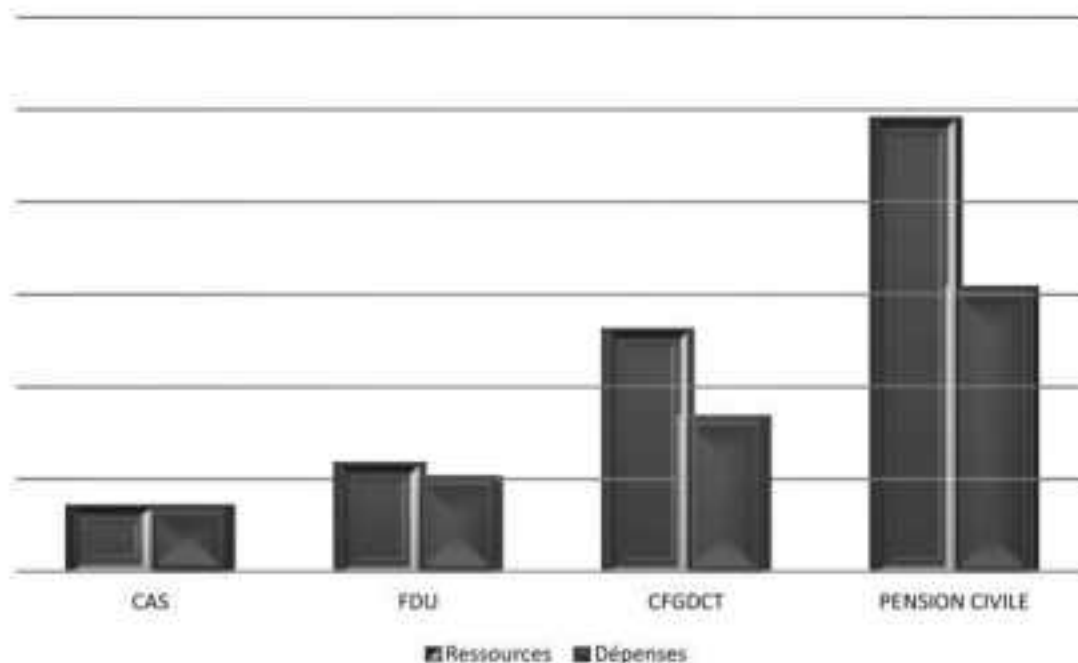
CRÉDITS BUDGÉTAIRES LIÉS À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETE			EXERCICE 2017-2018		
			FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
			23,465,379,642	46,417,352,295	69,882,731,937
0411	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES		526,625,745	1,616,093,848	2,142,719,593
0412	AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI (SC)		462,692,017	14,000,000	476,692,016.86
0474	PROJETS DE DEVELOPPEMENT POLYVALENTS (SG)		60,718,731	7,000,000	67,718,731.04
			3,214,997	1,595,093,948	1,598,308,945.00
			1,309,435,843	6,135,447,764	7,444,883,607
0421	AGRICULTURE		1,258,118,648	5,141,032,218	6,399,151,865.89
0422	SYLVICULTURE (SC)		15,168,809	-	15,168,809.32
0423	PECHE ET CHASSE (SC)		17,829,023	994,414,546	1,012,243,569.68
0482	R-D CONCERNANT L'AGRICULTURE, LA SYLVICULTURE, LA PECHE ET LA CHASSE (SC)		18,319,563	-	18,319,562.96
			4,735,805	61,499,999	66,235,804
0431	CHARBON ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES (SC)		4,735,805	56,500,000	61,235,804.96
0432	PETROLE ET GAZ NATUREL (SC)		0	-	-
0433	COMBUSTIBLE NUCLEAIRE (SC)		0	-	-
0434	AUTRES COMBUSTIBLES (SC)		0	-	-
0435	ELECTRICITE(SC)		0	24,999,999	24,999,999.02
0436	ENERGIE NON ELECTRIQUE(SC)		0	-	-
			85,249,980	8,356,399,538	8,441,649,519
0451	TRANSPORTS ROUTIERS		50,249,979	7,575,398,530	7,625,648,509.25
0452	TRANSPORTS PAR VOIE D'EAU		35,000,000	630,000,000	665,000,000.42
0453	TRANSPORTS PAR VOIE FERREE (SC)		0	-	-
0454	TRANSPORTS AERIENS (SC)		0	155,000,000	155,000,000.00
0455	PIPELINE ET SYSTEMES DE TRANSPORT DIVERS (SC)		0	1,000,000	1,000,000.00
			1,078,215,334	2,323,004,874	3,401,220,208
0510	GESTION DES DECHETS (SC)		474,999,990	3,500,000	478,499,990.26
0520	GESTION DES EAUX USEES (SC)		9,409,200	1,246,435,450	1,255,844,650.25
0530	LUTTE CONTRE LA POLLUTION(SC)		18,163,401	-	18,163,400.96
0540	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE(SC)		24,387,562	50,000,000	74,387,561.88
0550	RD DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT(SC)		0	-	-
0560	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.		553,255,161	1,023,069,424	1,576,324,584.38
			122,668,763	10,883,383,682	11,006,052,445
0610	LOGEMENT (SC)		60,668,811	1,864,080,000	1,924,748,811.42
0620	EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	8,813,303,662	8,813,303,661.74
0660	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.		61,999,952	296,000,000	357,999,951.79
			64,000,000	2,044,325,128	2,108,325,128
0630	ALIMENTATION EN EAU		64,000,000	2,044,325,128	2,108,325,128.41
0640	ECLAIRAGE PUBLIC		0	-	-
0650	R-D DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT ET DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	-	-

CRÉDITS BUDGÉTAIRES LIÉS À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EXERCICE 2017-2018				
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
		23,465,379,642	46,417,352,295	69,882,731,937
		5,063,920,069	1,077,590,661	6,141,510,729
0711	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	0	-	-
0712	PRODUITS MEDICAUX DIVERS	0	89,500,848	89,500,848.00
0713	APPAREILS ET MATERIEL THERAPEUTIQUES	0	-	-
0721	SERVICES DE MEDECINE GENERALE	0	-	-
0722	SERVICE DE MEDECINE SPECIALISEE	0	72,000,000	72,000,000.00
0723	SERVICES DENTAIRE	0	-	-
0724	SERVICES PARAMEDICAUX	0	-	-
0731	SERVICES HOSPITALIERS GENERAUX	579,605,679	-	579,605,678.73
0732	SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES(SI)	11,322,754	200,000,000	211,322,753.72
0733	SERVICES DES DISPENSAIRES ET DES MATERNITES (SI)	13,602,023	-	13,602,023.00
0734	SERVICES DES MAISONS DE REPOS ET DES MAISONS DE SANTE (SI)	0	-	-
0740	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE (SI)	2,735,687,626	355,089,813	3,090,777,440.69
0750	RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE (SC)	547,763,724	-	547,763,723.96
0760	SANTE N.C.A (SC)	1,175,938,261	381,000,000	1,556,938,261.32
		14,126,488,945	12,442,615,110	26,569,104,054
0911	ENSEIGNEMENT PRELELEMENTAIRE	0	-	-
0912	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (SI)	37,329,797	391,121,931	428,451,728.12
0921	PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	26,413,941	-	26,413,941.12
0922	DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	0	627,000,000	627,000,000.00
0930	ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR(SI)	0	135,800,000	135,800,000.00
0941	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL	1,519,298,065	125,000,000	1,644,298,065.46
0942	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DOCTORAL (SI)	0	-	-
0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU(SI)	427,627,183	-	427,627,183.25
0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT(SI)	0	8,577,964,179	8,577,964,178.62
0970	RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT (SC)	17,231,701	17,000,000	34,231,701.00
0980	ENSEIGNEMENT N.C.A.(SC)	12,090,588,257	2,588,729,000	14,679,317,256.84
		1,084,039,159	1,456,991,600	2,541,030,759
1011	MALADIE(SI)	0	-	-
1012	INVALIDITE (SI)	0	-	-
1020	VIELLESSE (SI)	21,157,790	-	21,157,789.77
1030	SURVIVANTS(SI)	0	-	-
1040	FAMILLE ET ENFANTS (SI)	7,918,301	30,000,000	37,918,300.72
1050	CHOMAGE (SI)	0	-	-
1060	LOGEMENT	0	50,000,000	50,000,000.00
1070	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	160,284,800	-	160,284,800.31
1080	RD-DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE	0	-	-
1090	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	894,678,289	1,376,991,800	2,271,669,888.83

**PRÉVISION DE PRÉLÈVEMENTS
DES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR
POUR L'EXERCICE 2017-2018**

DIRECTION DU TRÉSOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE
PRÉVISIONS DE RESSOURCES ET DE DÉPENSES DES COMPTES SPÉCIAUX
EXERCICE 2017-2018

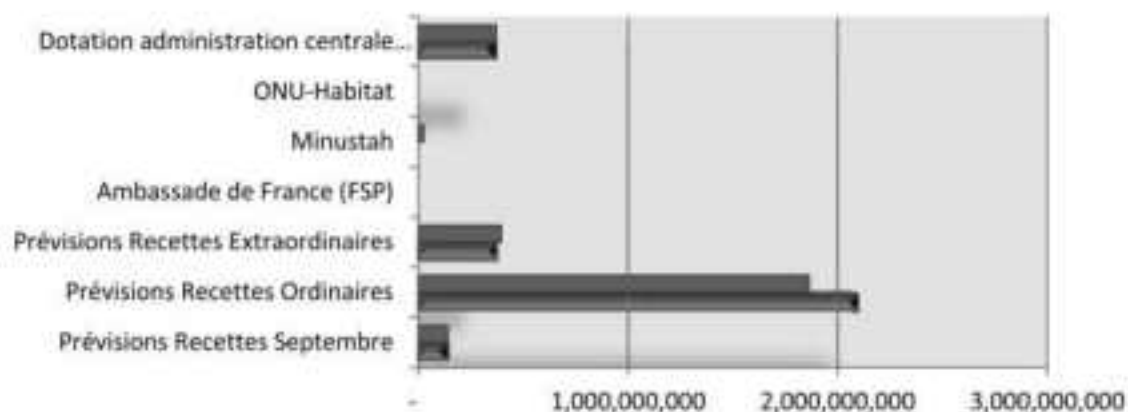
	CAS	FDU	CFGDCT	PENSION CIVILE
Ressources	685,124,893.08	1,149,652,002.48	2,597,834,120.00	4,882,316,740.64
Dépenses	685,754,893.08	1,000,000,000.00	1,654,613,393.00	3,050,476,635.20



MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales (FGDCT)
Prévision 2017-2018

	2016-2017	2017-2018
RECETTES GLOBALES	2,398,956,621	2,597,834,120
Prévisions Recettes Septembre	140,000,000	140,000,000
Prévisions Recettes Ordinaires	1,864,137,608	2,087,834,120
Prévisions Recettes Extraordinaires	394,819,013	370,000,000
Ambassade de France (FSP)	-	-
Minustah	24,819,013	-
ONU-Habitat	-	-
Dotation administration centrale (MEF,BMPAD,EMM)	370,000,000	370,000,000

Répartition des Ressources du FGDCT
Exercice 2017-2018



MINISTERE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales (FGDCT)
Prévision 2017-2018

Répartition FGDCT	Exercice 2016-2017	Exercice 2017-2018
ALLOCATION/ DOTATION ORGANES CT	1,654,613,393	1,654,613,393
A- Allocation de Fonctionnement des Mairies	1,037,796,033	1,037,796,033
Allocation Mairie	909,196,033	909,196,033
Masse Salariale	681,520,000	681,520,000
Salaire des Maires	157,872,000	157,872,000
Personnel	503,763,000	503,763,000
ATLD	19,885,000	19,885,000
Dépenses d'opération (20%)	117,060,000	117,060,000
Autres (10%)	110,616,033	110,616,033
Loyer Mairie	1,500,000	1,500,000
Dette Loyer Mairie	-	-
Fêtes Nationales	25,000,000	25,000,000
Fêtes Patronales Mairie	51,900,000	51,900,000
Carnaval/ Rara Mairie	22,000,000	22,000,000
Appui fin d'année aux Mairies	28,200,000	28,200,000
Dette Allocation Mairie 2016-2017	-	-
B- Allocation de Fonctionnement des CASEC	431,687,360	431,687,360
Allocation CASEC	332,862,360	332,862,360
Loyer CASEC	17,950,000	17,950,000
Dette Loyer CASEC Exercices Antérieurs	5,000,000	5,000,000
Patronales CASEC	33,050,000	33,050,000
Appui fin d'année aux CASEC	42,825,000	42,825,000
Dette Allocation CASEC 2016-2017	-	-
C - Allocation ASEC/DV/AM/CD et CID	170,130,000	170,130,000
Allocation ASEC et Délégués Villes (DV)	114,370,000	114,370,000
Allocations Assemblées Départementales	3,360,000	3,360,000
Allocations Conseils Départementaux	20,000,000	20,000,000
Allocations Assemblées Municipales	26,400,000	26,400,000
Allocations CID	6,000,000	6,000,000
ASSURANCES ELUS	15,000,000	15,000,000

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales (FGDCT)
Prévision 2017-2018

Répartition FGDCT	Exercice 2016-2017	Exercice 2017-2018
APPUI AUX CHARGES COURANTES	143,467,408	143,467,408
Déplacement à l'interieur	12,000,000	12,000,000
Frais de déplacement à l'extérieur	10,000,000	10,000,000
Entretien motos CFT et Ingénieurs Municipaux	3,000,000	3,000,000
Entretien véhicules	3,000,000	3,000,000
Formation	50,000,000	50,000,000
Rencontre avec Administration Centrale	30,000,000	30,000,000
Autres dépenses liées aux charges courantes	20,467,408	20,467,408
Acquisition/ Location de véhicules	15,000,000	15,000,000
FINANCEMENT DE PROJETS (I. + I.I.)	409,975,820	409,975,820
I. Financement de projets de biens pour CT	359,975,820	359,975,820
Financement des Projets CASEC	171,000,000	171,000,000
Financement des Projets MAIRIES	134,356,807	134,356,807
Immobilisations Corporelles (Acquisition terrain, Batiment etc.)	10,000,000	10,000,000
	24,819,013	24,819,013
Contrepartie aux proiets financés par les bailleurs		
Acquisition des Motocyclettes pour les Contrôleurs Financiers	19,800,000	19,800,000
I.I. Financement de projets initiés par la DCT	50,000,000	50,000,000
Appui à l'intercommunalité	9,000,000	9,000,000
Appui aux Projets de Mobilisation Fiscale des communes	41,000,000	41,000,000
APPUI A LA VIE ASSOCIATIVE	52,500,000	52,500,000
AUTRES DEPENSES	52,000,000	250,877,500
Fonds d'Urgence	20,000,000	218,877,500
Titrisation Dettes des CT /EDH	-	-
Autres dépenses liées aux CT	32,000,000	32,000,000
AUTRES ORGANES	86,400,000	86,400,000
Délégations Départementales	36,000,000	36,000,000
Vice-Délégations	50,400,000	50,400,000
Dépenses Globales 2017-2018	2,398,956,621	2,597,834,121

DIRECTION DU TRÉSOR ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
PRÉVISIONS DE RESSOURCES ET DE DÉPENSES DES COMPTES SPÉCIAUX
EXERCICE 2017-2018

PRÉVISIONS DE RESSOURCES ET DE DÉPENSES COMPTE CAISSE ASSISTANCE SOCIALE	
Prévisions des Ressources	685,124,893.08
<i>Reversement des Prélèvements personnels de carrière et contractuels</i>	277,154,877.64
<i>Reversement des Prélèvements autres personnels</i>	43,187,945.08
<i>Reversement des Prélèvements collectés par la DGI</i>	364,782,070.36
Prévisions des Dépenses	685,754,893.08
<i>Dépenses liées au fonctionnement</i>	232,325,539.55
<i>Dépenses de subvention</i>	430,720,483.91
<i>Dépenses en capital</i>	22,078,869.62
Solde compte prévu pour l'exercice 2017-2018	-

PRÉVISIONS DE RESSOURCES ET DE DÉPENSES COMPTE FONDS D'URGENCE	
Prévisions des Ressources	1,149,652,002.48
<i>Report Solde Compte exercice 2016-2017</i>	546,300,000.00
<i>Prélèvements sur les fonctionnaires et grands commis</i>	225,813,436.68
<i>Prélèvements sur les agents contractuels</i>	45,206,512.20
<i>Autres Ressources (Dons)</i>	332,332,053.60
<i>Autres Ressources (Dons)</i>	-
Prévisions des Dépenses	1,000,000,000.00
<i>Dépenses liées aux périodes cycloniques</i>	812,500,000.00
<i>Subventions et autres dépenses liées aux désastres</i>	187,500,000.00
Solde compte prévu pour l'exercice 2017-2018	149,652,002.48

DIRECTION DU TRÉSOR ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
PRÉVISIONS DE RESSOURCES ET DE DÉPENSES DES COMPTES SPÉCIAUX
EXERCICE 2017-2018

PRÉVISIONS DE RESSOURCES ET DE DÉPENSES DU COMPTE PENSION CIVILE	
Prévisions des Ressources	4,882,316,740.64
<i>Prélèvements sur les fonctionnaires et grands commis</i>	1,680,000,000.00
<i>Prélèvements sur les employeurs</i>	1,680,000,000.00
<i>Cotisation des organismes autonomes affiliés</i>	18,000,000.00
<i>Remboursement de Dettes</i>	1,334,761,991.39
<i>Paiement Ex-Présidents et Premier Ministres</i>	53,340,000.00
<i>Intérêts sur prêt Loterie de l'Etat d'Haiti</i>	5,250,000.00
<i>Intérêts sur prêt au logement</i>	11,244,000.00
<i>Intérêts sur prêt Véhicules aux Parlementaires</i>	4,920,749.25
<i>Intérêts sur Dépôts à terme à la Banque Nationale de Crédit</i>	14,800,000.00
<i>Intérêts sur Placements en Bons</i>	80,000,000.00
Prévisions des Dépenses	3,050,476,635.20
<i>Payroll des pensionnaires Civils</i>	1,680,000,000.00
<i>Remboursements des cotisations</i>	476,635.20
<i>Dépenses d'Investissement et Placements</i>	1,370,000,000.00
Solde compte prévu pour l'exercice 2017-2018	1,831,840,105.44

PRÉVISION DES RESSOURCES ET DES DÉPENSES DE CERTAINS SERVICES EXTÉRIEURS
EXERCICE 2017-2018

LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	
	282,771,488.47
ECOLE HOTELIERE D'HAITI	
	3,750,000.00
DIRECTION DE L'IMMIGRATION ET DE L'EMIGRATION	
DROITS DE PASSEPORT	
HAITI	1,280,000,000.00
EXTERIEUR	1,814,158,040.00
URGENCE	7,200,000.00
CARTES DE DEBARQUEMENT	
FRONTIERE HAITIANO-DOMINICAINE	960,000.00
LIGNE AERIENNE	453,539,510.00
PERMIS DE SEJOUR	
NOUVELLES DEMANDES	25,000,000.00
RENOUVELLEMENTS	17,500,000.00
VISAS	37,000.00
RADIO NATIONALE D'HAITI	
RECETTES PUBLICITAIRES	10,500,000.00
UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	
	75,000,000.00

**EFFECTIF ET MASSE SALARIALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE**

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	Masse Salariale Brute
1111-MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE	689	20,991,100
111111-BUREAU DU MINISTRE	18	516,320
111112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	567	17,368,890
111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ÉCONOMIE APPLIQUÉE	34	858,530
111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPÉRATIVES	35	1,086,020
111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GÉO SPATIALE	35	1,161,340
1112-MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	4,497	129,404,802
111211-BUREAU DU MINISTRE	17	609,800
111212-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	723	24,343,106
111213-ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIÈRE	36	1,056,700
111214-INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	153	4,587,833
111215-DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET	114	3,791,183
111216-DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS	1,863	51,185,200
111217-ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES DOUANES	1,590	41,779,780
111225-INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES	61	2,051,000
1113-MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL	1,553	41,231,450
111311-BUREAU DU MINISTRE	70	2,182,900
111312-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	1,122	29,882,590
111313-ORGANISME DE LA VALLÉE DE L'ARTIBONITE	248	5,741,150
111314-INSTITUT NATIONAL DE RÉFORME AGRICOLE	112	3,341,410
111315-ORGANISME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	1	84,400
1114-MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1,160	29,467,630
111411-BUREAU DU MINISTRE	32	1,128,800
111412-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	766	19,104,380
111413-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	46	1,315,900
111414-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	111	2,644,320
111415-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	52	1,271,470
111416-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	23	418,230
111417-BUREAU DES MINES ET DE L'ÉNERGIE	110	2,893,730
111418-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	20	690,800
1115-MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	388	12,849,040
111511-BUREAU DU MINISTRE	44	1,379,400
111512-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	320	10,548,340
111513-OFFICE DES POSTES D'HAÏTI	1	84,400
111514-DIRECTION GÉNÉRALE DES ZONES FRANCHES	23	836,900
1116-MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	467	11,997,330
111611-BUREAU DU MINISTRE	52	1,769,900
111612-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	415	12,227,330
1117-MINISTÈRE DU TOURISME	176	5,958,330
111711-BUREAU DU MINISTRE	2	167,200
111712-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	146	4,946,530
111713-ÉCOLE HÔTELIÈRE	28	844,600
1211-MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	18,769	487,330,891
121111-BUREAU DU MINISTRE	15	635,210
121112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	3,449	75,469,231
121113-ÉCOLE DE LA MAGISTRATURE	39	1,096,940
121114-POLICE NATIONALE D'HAÏTI	15,266	410,429,510
1212-MINISTÈRE DES HAÏTIENS VIVANT À L'ÉTRANGER	79	2,683,310
121211-BUREAU DU MINISTRE	12	449,400
121212-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	67	2,233,910

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	Masse Salariale Brute
1213-MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	168	15,129,110
1213111-BUREAU DU MINISTRE	168	5,663,510
1213112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	195	13,465,600
1214-LA PRÉSIDENTE	221	5,500,680
1214111-BUREAU DU PRÉSIDENT	32	1,203,210
1214112-ADMINISTRATION GÉNÉRALE DU PALAIS NATIONAL	189	4,300,470
1215-PRIMAIRE	502	15,684,230
1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	80	3,281,300
1215112-ADMINISTRATION GÉNÉRALE	403	11,812,810
1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	19	570,100
1216-MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	1,171	28,367,020
1216111-BUREAU DU MINISTRE	27	904,600
1216112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	1,144	27,462,420
1217-MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	164	5,715,820
1217111-BUREAU DU MINISTRE	69	1,599,600
1217112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	115	4,116,220
1311-MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	35,618	570,183,530
1311111-BUREAU DU MINISTRE	54	1,447,810
1311112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	34,809	551,844,540
1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPÉRATION AVEC L'UNESCO	24	857,300
1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	749	15,903,480
1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	2	130,400
1312-MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1,687	40,168,850
1312111-BUREAU DU MINISTRE	248	5,954,490
1312112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	1,111	25,919,760
1312113-INSTITUT DU BIEN ÊTRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	104	2,469,020
1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	92	2,475,100
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	84	2,032,760
1312117-BUREAU DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'INT. DES PERS. HANDICAPÉES	46	1,312,730
1313-MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	9,500	188,248,660
1313111-BUREAU DU MINISTRE	16	561,110
1313112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	9,484	187,687,550
1314-MINISTÈRE À LA CONDITION FÉMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	244	7,306,710
1314111-BUREAU DU MINISTRE	58	1,605,900
1314112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	186	5,700,810
1315-MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	610	17,104,200
1315111-BUREAU DU MINISTRE	517	14,332,770
1315112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	93	2,771,430
1411-MINISTÈRE DES CULTES	169	4,944,300
1411111-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	5	325,800
1411112-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	164	4,618,500

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	Masse Salariale Brute
1412-MINISTÈRE DE LA CULTURE	918	25,669,828
1412111-BUREAU DU MINISTRE	43	1,477,100
1412112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	115	3,636,300
1412113-ÉCOLE NATIONALE DES ARTS	68	1,738,310
1412114-INSTITUT DE SALVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	63	1,750,860
1412115-THEÂTRE NATIONAL	113	2,665,910
1412116-MUSÉE DU PANTHÉON NATIONAL	50	1,386,300
1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE	32	967,800
1412118-BIBLIOTHÈQUE NATIONALE	97	2,357,910
1412119-ARCHIVES NATIONALES	249	7,341,700
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	62	1,531,930
1412125-BUREAU HAÏTIEN DU DROIT D'AUTEUR	26	815,700
1413-MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	487	13,179,100
1413112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	79	2,824,310
1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAÏTI	288	7,089,350
1413114-RADIO NATIONALE D'HAÏTI	120	3,265,440
2211-SENAT DE LA RÉPUBLIQUE	756	23,676,200
2211111-ASSEMBLÉE DES SÉNATEURS	756	23,676,200
2212-CHAMBRE DES DÉPUTÉS	1,132	38,292,100
2212111-CHAMBRE DES DÉPUTÉS	405	20,033,000
2212211-SECRETARIAT GÉNÉRAL	727	18,260,100
3211-CONSEIL SUPÉRIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	879	52,230,330
3211111-ADMINISTRATION GÉNÉRALE	71	2,626,970
3211212-COUR DE CASSATION	104	4,158,590
3211213-COUR D'APPEL	44	3,488,200
3211214-TRIBUNAUX	759	40,956,470
4111-COUR SUPÉRIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	754	22,776,790
4111112-CONSEIL DE LA COUR	754	22,776,790
4211-CONSEIL ÉLECTORAL	15	2,342,510
4211111-CONSEIL ÉLECTORAL	15	2,342,510
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	51	1,840,900
4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	51	1,840,900
4311-UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI	1,861	55,862,296
4311111-RECTORAT DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI	1,861	55,862,296
4411-ACADÉMIE DU CRÉOLE HAÏTIEN	21	725,800
4411111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADÉMIE DU CRÉOLE HAÏTIEN	21	725,800
Grand Total	85,220	1,882,163,740

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL EDUCATIF

	Effectif	Masse Salariale Brute
10000 Professeur	11	110,000
10500 Prof. à chaire simple	2	21,000
11000 Directeur (Lycée/Ecole Fond. Complète)	1	11,000
11000 Directeur Ecole Nationale	1	11,000
11000 Instituteur 1	12	132,000
11000 Instituteur 2	7	77,000
11000 Instituteur 3	1	11,000
11000 Moniteur	113	1,243,000
11000 Prof. à chaire simple	10,644	117,084,000
11000 Professeur	227	2,497,000
11000 Professeur au Cachet	8	88,000
11300 Prof. à chaire simple	1	11,300
12100 Instituteur	1	12,100
12100 Instituteur 1	2	24,200
12100 Moniteur	26	314,600
13000 Censeur	1	13,000
13000 Directeur (Lycée/Ecole Fond. Complète)	3	39,000
13000 Instituteur	1	13,000
13000 Instituteur 1	10,114	131,482,000
13000 Instituteur 2	2	26,000
13000 Prof. à chaire simple	3	39,000
13000 Professeur	13	169,000
13310 Professeur	12	159,720
13310 Professeur au Cachet	1	13,310
13310 Professeur de Cosmetologie	1	13,310
13800 Instituteur	2	27,600
13800 Prof. à chaire simple	5	69,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL EDUCATIF

	Effectif	Masse Salariale Brute
13800 Professeur	35	483,000
14000 Directeur Ecole Nationale	1	14,000
14000 Instituteur 2	3,151	44,114,000
14600 Directeur (Lycée/Ecole Fond. Complète)	1	14,600
14600 Instituteur	1	14,600
14600 Prof. à chaire simple	2	29,200
14900 Conseiller Pédagogique	1	14,900
14900 Instituteur	2	29,800
14900 Prof. à chaire simple	11	163,900
14900 Professeur	151	2,249,900
16000 Censeur	1	16,000
16000 Instituteur	1	16,000
16000 Instituteur 1	2	32,000
16000 Instituteur 3	554	8,864,000
16000 Prof. à chaire simple	2	32,000
16900 Professeur	21	354,900
17000 Directeur Centres d'Appui Pédagogique	1	17,000
17000 Instituteur	6	102,000
17000 Prof. à chaire simple	15	255,000
17000 Professeur	162	2,754,000
17000 Professeur de Coupe/ Couture	1	17,000
17000 Professeur de Mécanique	2	34,000
17000 Professeur d'Ebenisterie	2	34,000
17000 Professeur d'Electricité	3	51,000
17600 Prof. à chaire simple	1	17,600
17830.4 Professeur	1	17,830
19200 Professeur	2	38,400

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL EDUCATIF

	Effectif	Masse Salariale Brute
20500 Directeur Centres d'Appui Pédagogique	1	20,500
20500 Instituteur	1	20,500
20500 Professeur	30	615,000
20740 Instituteur	2	41,480
20740 Prof. à chaire simple	4	82,960
20740 Professeur de Construction Batiment	3	62,220
20740 Professeur de Mécanique	16	331,840
20740 Professeur de Plomberie	1	20,740
20740 Professeur d'Ebenisterie	15	311,100
20740 Professeur d'Electricité	21	435,540
20900 Directeur (Lycée/Ecole Fond. Complète)	1	20,900
20900 Directeur Ecole Nationale	4	83,600
20900 Professeur	6	125,400
21000 Censeur	1	21,000
21000 Directeur (Lycée/Ecole Fond. Complète)	18	378,000
21000 Directeur Ecole Nationale	1,279	26,859,000
21100 Professeur	1	21,100
21500 Professeur	25	537,500
22000 Directeur Centres d'Appui Pédagogique	3	66,000
22000 Professeur	11	242,000
22400 Professeur	3	67,200
22500 Professeur	2	45,000
23000 Inspecteur d'Ecole (Fondamental/ Secondaire)	1	23,000
23000 Prof. à chaire simple	5	115,000
24900 Professeur	5	124,500
26000 Inspecteur Régional (Ecole/ Lycee)	1	26,000
26000 Professeur	14	364,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL EDUCATIF

	Effectif	Masse Salariale Brute
27000 Professeur de Mécanique	4	108,000
27000 Professeur d'Ebenisterie	2	54,000
27000 Professeur d'Electricité	2	54,000
27500 Conseiller Pédagogique	1	27,500
27500 Directeur (Lycée/Ecole Fond. Complète)	1	27,500
27500 Directeur Ecole Nationale	1	27,500
27500 Inspecteur Régional (Ecole/ Lycée)	1	27,500
28000 Professeur	2	56,000
28500 Professeur	2	57,000
29375 Directeur Centres d'Appui Pédagogique	159	4,670,625
30000 Directeur Ecole Nationale	2	60,000
30000 Inspecteur Régional (Ecole/ Lycée)	1	30,000
30000 Prof. à chaire simple	2	60,000
30000 Professeur	18	540,000
30080 Professeur de Mécanique	3	90,240
30080 Professeur d'Ebenisterie	1	30,080
30080 Professeur d'Electricité	3	90,240
31000 Professeur Temps Plein	1	31,000
3200 Prof. à chaire simple	1	3,200
32000 Directeur Centres d'Appui Pédagogique	6	192,000
32000 Directeur Ecole Nationale	1	32,000
32000 Inspecteur d'Ecole (Fondamental/ Secondaire)	1	32,000
32000 Professeur	9	288,000
33000 Censeur	267	8,811,000
33000 Coordonnateur	2	66,000
34500 Directeur Centres d'Appui Pédagogique	1	34,500
34500 Professeur	15	517,500

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL EDUCATIF

	Effectif	Masse Salariale Brute
35000 Coordonnateur	1	35,000
35140 Conseiller Pédagogique	97	3,408,580
36500 Coordonnateur	49	1,788,500
36500 Directeur (Lycée/Ecole Fond. Complète)	318	11,607,000
36500 Directeur Ecole Nationale	1	36,500
36500 Prof. à chaire simple	6	219,000
36750 Directeur Centres d'Appui Pédagogique	11	404,250
38000 Inspecteur d'Ecole (Fondamental/ Secondaire)	1	38,000
38220 Directeur Centres d'Appui Pédagogique	42	1,605,240
38220 Inspecteur d'Ecole (Fondamental/ Secondaire)	440	16,816,800
38220 Inspecteur Principal (Ecole/Lyce)	2	76,440
38220 Inspecteur Régional (Ecole/ Lycee)	9	343,980
38520 Directeur Centres d'Appui Pédagogique	1	38,520
39950 Inspecteur d'Ecole (Fondamental/ Secondaire)	1	39,950
39950 Inspecteur Principal (Ecole/Lyce)	65	2,596,750
42000 Inspecteur d'Ecole (Fondamental/ Secondaire)	1	42,000
42700 Coordonnateur	2	85,400
51000 Instituteur	1	51,000
8500 Prof. à chaire simple	1	8,500
22000 Prof. à chaire simple	1	22,000
29375 Prof. à chaire simple	4	117,500
31000 Prof. à chaire simple	1	31,000
51000 Prof. à chaire simple	4	204,000
34500 Prof. à chaire simple	2	69,000
26000 Prof. à chaire simple	3	78,000
14000 Prof. à chaire simple	1	14,000
33000 Prof. à chaire simple	7	231,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL EDUCATIF

	Effectif	Masse Salariale Brute
12400 Prof. à chaire simple	2	24,800
46000 Prof. à chaire simple	1	46,000
30080 Prof. à chaire simple	1	30,080
20500 Prof. à chaire simple	1	20,500
17000 Prof. Suppléant	4	68,000
11000 Prof. Suppléant	4	44,000
12400 Prof. Suppléant	737	9,138,800
31000 Prof. Temps plein	2,051	63,581,000
11000 Prof. Temps plein	4	44,000
13800 Prof. Temps plein	1	13,800
14900 Moniteur	3	44,700
22000 Moniteur	1	22,000
31000 Moniteur	1	31,000
34500 Moniteur	2	69,000
10000 Moniteur	2	20,000
14600 Moniteur	2	29,200
13000 Moniteur	1	13,000
21000 Moniteur	2	42,000
16000 Moniteur	2	32,000
23000 Moniteur	3	69,000
20500 Moniteur	1	20,500
26000 Moniteur	1	26,000
42000 Moniteur	1	42,000
17000 Moniteur	6	102,000
13310 Moniteur	5	66,550
16800 Moniteur	7	117,600
28500 Moniteur	1	28,500

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL EDUCATIF

	Effectif	Masse Salariale Brute
20900 Moniteur	4	83,600
16900 Moniteur	1	16,900
27500 Moniteur	1	27,500
15000 Moniteur	1	15,000
65700 Professeur	3	197,100
12100 Professeur	10	121,000
46000 Professeur	7	322,000
44000 Professeur	1	44,000
43000 Professeur	1	43,000
35000 Professeur	2	70,000
27500 Professeur	13	357,500
14600 Professeur	10	146,000
29375 Professeur	4	117,500
23000 Professeur	29	667,000
14000 Professeur	1	14,000
59300 Professeur	1	59,300
51000 Professeur	2	102,000
29800 Professeur	6	178,800
84400 Professeur	1	84,400
11300 Professeur	7	79,100
30080 Professeur	11	330,880
20740 Professeur	114	2,364,360
27000 Professeur	19	513,000
16000 Professeur	14	224,000
42000 Professeur	4	168,000
31000 Professeur	3	93,000
23500 Professeur	5	117,500

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL EDUCATIF

	Effectif	Masse Salariale Brute
25000 Professeur	1	25,000
17100 Professeur	2	34,200
16500 Professeur	7	115,500
75600 Professeur	1	75,600
32300 Professeur	2	64,600
73350 Professeur	1	73,350
10500 Professeur	9	94,500
4800 Professeur	23	110,400
5250 Professeur	1	5,250
8500 Professeur	6	51,000
3200 Professeur	6	19,200
2400 Professeur	1	2,400
12800 Professeur	1	12,800
6400 Professeur	3	19,200
14400 Professeur	1	14,400
40000 Professeur	14	560,000
37000 Professeur	1	37,000
26875 Professeur	1	26,875
33600 Professeur	2	67,200
34770 Professeur	1	34,770
31250 Professeur	1	31,250
35100 Professeur	1	35,100
9600 Professeur	1	9,600
80000 Professeur	50	4,000,000
12000 Professeur	1	12,000
31200 Professeur	1	31,200
100000 Professeur	18	1,800,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL EDUCATIF

	Effectif	Masse Salariale Brute
60000 Professeur	116	6,960,000
70000 Professeur	64	4,480,000
110000 Professeur	11	1,210,000
85000 Professeur	1	85,000
52800 Professeur	2	105,600
17500 Professeur	3	52,500
43600 Professeur	1	43,600
8000 Professeur	2	16,000
26200 Professeur	1	26,200
25400 Professeur	1	25,400
37250 Professeur	1	37,250
46800 Professeur	1	46,800
75000 Professeur	1	75,000
34000 Professeur	1	34,000
20400 Professeur	1	20,400
41580 Professeur	1	41,580
45700 Professeur	1	45,700
26100 Professeur	1	26,100
37500 Professeur	1	37,500
35470.5 Professeur	1	35,471
37800 Professeur	1	37,800
50000 Professeur	4	200,000
38000 Professeur	1	38,000
65000 Professeur	2	130,000
90000 Professeur	53	4,770,000
53500 Professeur	1	53,500
120000 Professeur	4	480,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL EDUCATIF

	Effectif	Masse Salariale Brute
38400 Professeur	1	38,400
54300 Professeur	2	108,600
63000 Professeur	1	63,000
31190.5 Professeur	1	31,191
Grand Total	31,965	507,637,601

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL JUDICIAIRE			
		Effectif	Masse Salariale Brute
10000	Conseiller Juridique	1	10,000
10000	Hoqueton	48	480,000
11000	Commis Administratif	2	22,000
11000	Hoqueton	91	1,001,000
12100	Commis Administratif	2	24,200
12100	Hoqueton	3	36,300
13000	Clerc	1	13,000
13310	Commis Administratif	2	26,620
13310	Greffier(ère)	1	13,310
13800	Clerc	3	41,400
14600	Clerc	238	3,474,800
14600	Commis Administratif	2	29,200
14600	Commis Parquet	1	14,600
14600	Hoqueton	1	14,600
14600	Légiste	1	14,600
14606	Commis Parquet	44	642,664
14606	Greffier(ère)	1	14,606
14900	Commis Administratif	1	14,900
15100	Commis Administratif	1	15,100
15650	Commis Parquet	1	15,650
16000	Commis Administratif	160	2,560,000
16000	Hoqueton	1	16,000
16000	Huissier Audiencier	1	16,000
16580	Greffier(ère)	1	16,580
16790	Commis Parquet	8	134,320
16790	Greffier(ère)	577	9,687,830

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL JUDICIAIRE			
		Effectif	Masse Salariale Brute
16800	Commis Administratif	1	16,800
16872	Commis Parquet	1	16,872
16900	Commis Parquet	1	16,900
17000	Clerc	1	17,000
17000	Commis Administratif	279	4,743,000
17000	Conseiller Juridique	1	17,000
17000	Huissier Audiencier	9	153,000
17000	Policier	1	17,000
17100	Commis Administratif	1	17,100
18140	Commis Parquet	1	18,140
20500	Commis Administratif	7	143,500
20500	Huissier Audiencier	13	266,500
21000	Policier	8	168,000
21500	Commis Administratif	2	43,000
22000	Commis Administratif	14	308,000
22000	Conseiller Juridique	4	88,000
22000	Policier	1	22,000
22500	Commis Administratif	1	22,500
22500	Policier	15	337,500
23000	Commis Administratif	368	8,464,000
23000	Conseiller Juridique	9	207,000
23500	Policier	1	23,500
25000	Policier	6,039	150,975,000
25070	Greffier(ère)	209	5,239,630
25500	Policier	1	25,500
26000	Commis Administratif	8	208,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL JUDICIAIRE			
		Effectif	Masse Salariale Brute
26000	Conseiller Juridique	15	390,000
26000	Juriste	1	26,000
26000	Officier d'État Civil	7	182,000
26100	Commis Administratif	1	26,100
27000	Policier	2,194	59,238,000
27500	Commis Administratif	1	27,500
29000	Conseiller Juridique	3	87,000
29000	Policier	1,693	49,097,000
30000	Conseiller Juridique	5	150,000
30000	Juriste	1	30,000
30130	Greffier(ère)	13	391,690
30130.8	Greffier(ère)	1	30,131
31000	Policier	1,698	52,638,000
31780	Greffier(ère)	1	31,780
32000	Commis Administratif	1	32,000
32000	Conseiller Juridique	1	32,000
32000	Greffier(ère)	1	32,000
34500	Commis Administratif	2	69,000
34500	Conseiller Juridique	1	34,500
34500	Greffier(ère)	7	241,500
34500	Inspecteur Judiciaire	3	103,500
34500	Substitut du Commissaire	1	34,500
35000	Conseiller Juridique	1	35,000
35000	Inspecteur de Police	398	13,930,000
35000	Juriste	1	35,000
35000	Policier	2	70,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL JUDICIAIRE			
		Effectif	Masse Salariale Brute
35100	Conseiller Juridique	1	35,100
37000	Juriste	1	37,000
38180	Greffier(ère)	5	190,900
40000	Commis Administratif	1	40,000
41000	Inspecteur Principal	214	8,774,000
42000	Conseiller Juridique	4	168,000
42000	Inspecteur de Police	1	42,000
42000	Juriste	1	42,000
43000	Conseiller Juridique	5	215,000
46000	Conseiller Juridique	3	138,000
46000	Greffier(ère)	1	46,000
47300	Inspecteur Divisionnaire	277	13,102,100
48480	Juge de Paix Suppléant	385	18,664,800
48480	Juge Suppléant	3	145,440
49500	Conseiller Juridique	1	49,500
51000	Conseiller Juridique	9	459,000
51000	Juriste	1	51,000
52000	Commissaire de Police	96	4,992,000
54540	Juge Titulaire	160	8,726,400
55000	Conseiller Juridique	1	55,000
57000	Commissaire Principal	50	2,850,000
60500	Inspecteur Divisionnaire	1	60,500
60600	Substitut du Commissaire	1	60,600
62000	Commissaire Divisionnaire	51	3,162,000
66660	Commissaire du Gouvernement	2	133,320
66660	Juge d'Instruction	160	10,665,600

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL JUDICIAIRE			
		Effectif	Masse Salariale Brute
66660	Juge Suppléant	1	66,660
66660	Juge Titulaire	1	66,660
66660	Substitut du Commissaire	180	11,998,800
72000	Inspecteur Général	15	1,080,000
78780	Commissaire du Gouvernement	23	1,811,940
78780	Substitut du Commissaire	1	78,780
84400	Inspecteur Général	1	84,400
84840	Commissaire du Gouvernement	1	84,840
84840	Juge à la Cour d'appel	30	2,545,200
84840	Substitut du Commissaire	20	1,696,800
90900	Commissaire du Gouvernement	5	454,500
42090	Commis Parquet	4	168,360
109080	Commissaire du Gouvernement	1	109,080
44160	Greffier(ère)	4	176,640
60260	Greffier(ère)	1	60,260
20930	Huissier Audiencier	3	62,790
84840	Inspecteur (trice) Judiciaire	11	933,240
103020	Juge à la Cour De Cassation	5	515,100
66660	Juge de Siège	10	666,600
90900	Président de la Cour d'Appel	4	363,600
121200	Président de la Cour de Cassation	1	121,200
103020	Substitut du Commissaire	2	206,040
103020	Substitut du Gouvernement	4	412,080
84840	Substitut du Gouvernement	7	593,880
66660	Substitut du Gouvernement	2	133,320
60600	Substitut du Gouvernement	1	60,600

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE PERSONNEL JUDICIAIRE		
	Effectif	Masse Salariale Brute
60600 Substitut Parquet	1	60,600
66660 Substitut Parquet	2	133,320
14606 Huissier Audiencier	110	1,606,660
16790 Huissier Audiencier	13	218,270
25070 Huissier Audiencier	1	25,070
60600 Juge au Tribunal Spécial du Travail	3	181,800
60660 Juge au Tribunal Spécial du Travail	1	60,660
17000 Officier d'État Civil	81	1,377,000
17500 Officier d'État Civil	20	350,000
14600 Officier d'État Civil	1	14,600
Grand Total	16,248	468,402,533

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL MEDICAL**

	Effectif	Masse Salariale Brute
10000 Agent de Santé	1	10,000
10000 Aide en Soins Infirmiers	1	10,000
11000 Agent de Santé	7	77,000
11000 Auxiliaire Infirmier(ière)	3	33,000
11000 Médecin	4	44,000
11000 Médecin Chirurgien	3	33,000
11000 Médecin Orthopédiste	1	11,000
12100 Agent de Santé	96	1,161,600
12100 Aide en Soins Infirmiers	65	786,500
12100 Auxiliaire Infirmier(ière)	2	24,200
13310 Agent de Santé	17	226,270
13310 Aide en Soins Infirmiers	3	39,930
13310 Auxiliaire Infirmier(ière)	6	79,860
13310 Bacilloscopiste	1	13,310
13310 Inspecteur Sanitaire	3	39,930
13310 Radiologiste	1	13,310
14600 Agent de Santé	2	29,200
14600 Aide en Soins Infirmiers	1	14,600
14600 Officier Sanitaire	17	248,200
14600 Radiologiste	3	43,800
16000 Auxiliaire Infirmier(ière)	1,018	16,288,000
16900 Auxiliaire Infirmier(ière)	1	16,900
17000 Auxiliaire Infirmier(ière)	5	85,000
17000 Infirmier(ière)	13	221,000
17000 Médecin	3	51,000
17000 Officier Sanitaire	8	136,000

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL MEDICAL**

	Effectif	Masse Salariale Brute
17000 Radiologiste	18	306,000
17000 Technologiste Médicale	158	2,686,000
20500 Agent de Santé	1	20,500
20500 Auxiliaire Infirmier(ière)	5	102,500
20500 Infirmier(ière)	712	14,596,000
20500 Infirmier(ière) (Sage-Femme)	1	20,500
20500 Officier Sanitaire	3	61,500
20500 Technologiste Médicale	6	123,000
22000 Infirmier Vétérinaire	2	44,000
22000 Infirmier(ière)	27	594,000
22000 Médecin Dentiste	1	22,000
22000 Officier Sanitaire	44	968,000
22000 Technologiste Médicale	1	22,000
23000 Assistant Infirmier(ière)	1	23,000
23000 Auxiliaire Infirmier(ière)	1	23,000
23000 Infirmier(ière)	139	3,197,000
23000 Infirmier(ière) (Anésthésiste)	16	368,000
23000 Infirmier(ière) (Sage-Femme)	93	2,139,000
23000 Officier Sanitaire	1	23,000
23000 Technologiste Médicale	4	92,000
23500 Technologiste Médicale	2	47,000
26000 Infirmier Vétérinaire	6	156,000
26000 Infirmier(ière) Vétérinaire	1	26,000
26000 Médecin	5	130,000
26000 Médecin Vétérinaire	2	52,000
26000 Technologiste Médicale	5	130,000

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL MEDICAL**

	Effectif	Masse Salariale Brute
29800 Infirmier Vétérinaire	1	29,800
30000 Anesthésiste / Anesthésiologiste	6	180,000
30000 Infirmier Vétérinaire	1	30,000
30000 Infirmier(ière)	28	840,000
30000 Infirmier(ière) (Sage-Femme)	2	60,000
30000 Médecin	2	60,000
30000 Médecin Dentiste	12	360,000
30000 Médecin Généraliste	3	90,000
30000 Médecin Obstétricien-Gynécologue	15	450,000
30000 Radiologiste	1	30,000
31000 Médecin	475	14,725,000
31000 Médecin Anesthésiologiste	15	465,000
31000 Médecin Chirurgien	32	992,000
31000 Médecin Dentiste	5	155,000
31000 Médecin Dermatologue	5	155,000
31000 Médecin Généraliste	327	10,137,000
31000 Médecin Interniste	16	496,000
31000 Médecin Obstétricien-Gynécologue	41	1,271,000
31000 Médecin Ophtalmologue	3	93,000
31000 Médecin Orthopédiste	8	248,000
31000 Médecin Pathologiste	4	124,000
31000 Médecin Pédiatre	13	403,000
31000 Médecin Radiologiste	5	155,000
31000 Médecin Sonographie	1	31,000
31000 Médecin Urologue	4	124,000
31000 Médecin Vétérinaire	23	713,000

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL MEDICAL**

	Effectif	Masse Salariale Brute
34500 Médecin	14	483,000
34500 Médecin Dentiste	2	69,000
34500 Technologiste Médicale	1	34,500
35000 Médecin	1	35,000
35000 Médecin Vétérinaire	3	105,000
38000 Médecin	1	38,000
40000 Médecin	1	40,000
42000 Médecin Chirurgien	1	42,000
42000 Médecin Généraliste	3	126,000
43000 Médecin Vétérinaire	7	301,000
46000 Infirmier(ière)	2	92,000
46000 Médecin	16	736,000
16000 Laborantin(e)	1	16,000
26000 Laborantin(e)	5	130,000
22000 Laborantin(e)	16	352,000
20500 Laborantin(e)	9	184,500
17000 Laborantin(e)	104	1,768,000
20900 Laborantin(e)	1	20,900
14900 Laborantin(e)	1	14,900
14600 Laborantin(e)	2	29,200
13310 Médecin Obstétricien-Gynécologue	1	13,310
34500 Médecin Obstétricien-Gynécologue	1	34,500
26000 Infirmier(ière)	4	104,000
42000 Infirmier(ière)	1	42,000
34500 Infirmier(ière)	8	276,000
13310 Infirmier(ière)	2	26,620

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL MEDICAL**

	Effectif	Masse Salariale Brute
16000 Infirmier(ière)	4	64,000
14600 Infirmier(ière)	6	87,600
32000 Infirmier(ière)	1	32,000
22500 Infirmier(ière)	3	67,500
17500 Infirmier(ière)	1	17,500
12100 Inspecteur Sanitaire	7	84,700
42000 Médecin	1	42,000
55000 Médecin	1	55,000
14900 Médecin	2	29,800
30000 Médecin Urologue	3	90,000
Grand Total	3,825	83,808,940

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	Masse Salariale Brute
11000 Agent de Campagne	1	11,000
11300 Agent Agricole	2	22,600
12100 Agent Agricole	5	60,500
12100 Agent de Campagne	5	60,500
12100 Agent de Maintenance	1	12,100
13310 Agent Agricole	3	39,930
13310 Agriculteur	1	13,310
13800 Agriculteur	2	27,600
14600 Agent Agricole	72	1,051,200
14600 Agent de Conservation	1	14,600
14600 Agent de Culture	5	73,000
14600 Agent de Maintenance	1	14,600
14600 Agent de Pêche	5	73,000
14600 Agent de Production	1	14,600
14600 Agent de Quarantaine	4	58,400
14600 Agent du Corps de Surveillance	2	29,200
14600 Agent Elevage	1	14,600
14600 Agent Environnemental	5	73,000
14600 Agent Forestier	13	189,800
14600 Agent Vétérinaire	15	219,000
14600 Inspecteur Régional	2	29,200
14900 Agent Vétérinaire	1	14,900
16000 Agent Agricole	1	16,000
16000 Agent de Culture	1	16,000
16000 Agent de Maintenance	1	16,000
16000 Agent de Pêche	2	32,000
16000 Agent de Relation Publique	1	16,000
16000 Agent Forestier	2	32,000
16000 Inspecteur Régional	2	32,000
16000 Topographe	1	16,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	Masse Salariale Brute
17000 Agent de Dépistage	1	17,000
17000 Agent de Maintenance	1	17,000
17000 Agent de Pêche	1	17,000
17000 Agent de Relation Publique	2	34,000
17000 Agent Douanier	6	102,000
17000 Agent Fiscal	32	544,000
17000 Inspecteur Régional	19	323,000
17000 Journaliste	1	17,000
17000 Topographe	7	119,000
18500 Agriculteur	2	37,000
20500 Agent de Maintenance	1	20,500
20500 Agent de Protocole	3	61,500
20500 Agent Douanier	60	1,230,000
20500 Agent Fiscal	12	246,000
20500 Agriculteur	5	102,500
20500 Inspecteur Junior	1	20,500
20500 Inspecteur Principal	4	82,000
20500 Inspecteur Régional	43	881,500
20500 Inspecteur Vérificateur	2	41,000
20500 Journaliste	5	102,500
20500 Topographe	8	164,000
20900 Agent Douanier	1	20,900
20900 Journaliste	1	20,900
21500 Inspecteur Régional	1	21,500
22000 Agent Agricole	1	22,000
22000 Agent de Maintenance	1	22,000
22000 Agent de Maîtrise	1	22,000
22000 Agent de Pêche	1	22,000
22000 Agent de Protocole	11	242,000
22000 Agent de Relation Publique	1	22,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	Masse Salariale Brute
22000 Agent Douanier	131	2,882,000
22000 Agent Fiscal	1	22,000
22000 Agriculteur	31	682,000
22000 Agroforestier	1	22,000
22000 Economiste	1	22,000
22000 Ingénieur Civil	1	22,000
22000 Inspecteur Junior	69	1,518,000
22000 Inspecteur Principal	28	616,000
22000 Inspecteur Régional	17	374,000
22000 Topographe	5	110,000
23000 Agent de Protocole	11	253,000
23000 Agent Douanier	14	322,000
23000 Analyste	1	23,000
23000 Analyste Administratif	24	552,000
23000 Analyste de Système	2	46,000
23000 Inspecteur Fiscal	22	506,000
23000 Inspecteur Junior	3	69,000
23000 Inspecteur Régional	25	575,000
26000 Agent de Relation Publique	2	52,000
26000 Agent Douanier	49	1,274,000
26000 Agent Environnemental	1	26,000
26000 Agriculteur	7	182,000
26000 Analyste	6	156,000
26000 Analyste Administratif	1	26,000
26000 Economiste	4	104,000
26000 Ingénieur Civil	1	26,000
26000 Ingénieur-Agronome	1	26,000
26000 Inspecteur Régional	5	130,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	Masse Salariale Brute
26000 Inspecteur Vétérinaire	1	26,000
26000 Journaliste	22	572,000
26000 Psychologue	1	26,000
26000 Topographe	1	26,000
27000 Economiste	1	27,000
27500 Agent de Relation Publique	1	27,500
27500 Analyste	1	27,500
27500 Inspecteur Régional	1	27,500
28000 Ingénieur-Agronome	3	84,000
28433 Economiste	1	28,433
29000 Agent Contrôleur	2	58,000
29000 Agent Douanier	13	377,000
29000 Analyste	2	58,000
29000 Economiste Statisticien	2	58,000
29000 Gestionnaire de la Paie	2	58,000
29000 Inspecteur Principal	5	145,000
29000 Inspecteur Senior	3	87,000
29000 Programmeur	1	29,000
29469 Economiste	2	58,938
30000 Agent Douanier	4	120,000
30000 Agro-Formateur	9	270,000
30000 Agronome	5	150,000
30000 Analyste	26	780,000
30000 Analyste de Projet	10	300,000
30000 Analyste de Système	2	60,000
30000 Analyste Programmeur	2	60,000
30000 Economiste	23	690,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	Masse Salariale Brute
30000 Ingénieur Civil	1	30,000
30000 Ingénieur de Production	2	60,000
30000 Ingénieur en Communication	1	30,000
30000 Ingénieur en Informatique	2	60,000
30000 Ingénieur-Agronome	40	1,200,000
30000 Inspecteur Senior	2	60,000
30000 Journaliste	1	30,000
30000 Psychologue	4	120,000
30073 Economiste	1	30,073
31000 Psychologue	1	31,000
31126 Economiste	1	31,126
32000 Agent de Protocole	2	64,000
32000 Ingénieur en Télécommunication	1	32,000
32300 Psychologue	1	32,300
33000 Analyste de Projet	1	33,000
33000 Ingénieur-Agronome	2	66,000
33500 Economiste	5	167,500
34100 Gestionnaire de la Paie	1	34,100
34500 Agro-Formateur	3	103,500
34500 Agronome	1	34,500
34500 Analyste	2	69,000
34500 Economiste	5	172,500
34500 Ingénieur-Agronome	1	34,500
34500 Ingénieur-Architecte	1	34,500
34500 Inspecteur Régional	3	103,500
34500 Technicien en Finances Publiques	92	3,174,000
35000 Agent de Protocole	2	70,000
35000 Agronome	3	105,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	Masse Salariale Brute
35000 Analyste	11	385,000
35000 Analyste de Projet	7	245,000
35000 Analyste de Système	2	70,000
35000 Analyste en Coopération Externe	1	35,000
35000 Analyste Programmeur	11	385,000
35000 Economiste	2	70,000
35000 Ingénieur en Informatique	3	105,000
35000 Ingénieur-Agronome	19	665,000
35000 Technicien en Finances Publiques	4	140,000
35100 Agent de Protocole	3	105,300
35100 Gestionnaire de la Paie	2	70,200
35100 Technicien en Finances Publiques	1	35,100
37000 Agent de Protocole	1	37,000
37000 Analyste	3	111,000
37000 Economiste	9	333,000
40000 Analyste	6	240,000
40692 Economiste	1	40,692
41044 Economiste	1	41,044
41316 Economiste	1	41,316
41500 Economiste	5	207,500
42000 Analyste	1	42,000
42000 Analyste de Projet	1	42,000
42000 Ingénieur en Informatique	1	42,000
42000 Ingénieur-Agronome	5	210,000
43000 Agronome	1	43,000
43000 Analyste	4	172,000
43000 Analyste de Système	1	43,000
43000 Analyste Programmeur	12	516,000
43000 Economiste	1	43,000
43000 Ingénieur-Agronome	11	473,000
43000 Ingénieur-Architecte	1	43,000
45000 Agronome	1	45,000
46000 Agronome	1	46,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	Masse Salariale Brute
46000 Analyste	2	92,000
46000 Analyste de Système	1	46,000
46000 Analyste Programmeur	2	92,000
46000 Comptable Publique	13	598,000
46000 Economiste	1	46,000
46000 Inspecteur Vérificateur	3	138,000
47200 Inspecteur Vérificateur	4	188,800
47740 Comptable Publique	15	716,100
48200 Inspecteur Vérificateur	3	144,600
50000 Inspecteur Vérificateur	1	50,000
50357 Economiste	1	50,357
50442 Economiste	1	50,442
50952 Comptable Publique	29	1,477,608
51000 Analyste	1	51,000
51000 Analyste de Projet	2	102,000
51000 Analyste de Système	3	153,000
51000 Analyste Programmeur	11	561,000
51000 Economiste	1	51,000
51000 Ingénieur-Agronome	1	51,000
51000 Psychologue	1	51,000
54500 Economiste	1	54,500
55000 Agronome	1	55,000
55000 Ingénieur-Agronome	2	110,000
65700 Ingénieur-Agronome	1	65,700
17000 Programmeur	1	17,000
46000 Contrôleur Financier	3	138,000
47750 Contrôleur Financier	5	238,750
42000 Contrôleur Financier	2	84,000
51000 Contrôleur Financier	3	153,000
35000 Contrôleur Financier	1	35,000
43000 Contrôleur Financier	2	86,000
46800 Contrôleur Financier	1	46,800
11000 Contrôleur Financier	1	11,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	Masse Salariale Brute
30000 Contrôleur Financier	4	120,000
32000 Ingénieur-Architecte	1	32,000
34500 Programmeur	1	34,500
43000 Programmeur	2	86,000
26000 Programmeur	5	130,000
35000 Programmeur	3	105,000
22000 Programmeur	3	66,000
23000 Programmeur	2	46,000
20900 Programmeur	2	41,800
30000 Programmeur	3	90,000
20500 Programmeur	1	20,500
17000 Technicien en Finances Publiques	1	17,000
Grand Total	1,469	39,495,519

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL DE SOUTIEN**

	Effectif	Masse Salariale Brute
10000 Agent de Sécurité	5	50,000
10000 Chauffeur	2	20,000
10000 Cuisinière	3	30,000
10000 Garçon (de Cour / de Salle)	3	30,000
10000 Gardien de nuit	36	360,000
10000 Jardinier	1	10,000
10000 Laveur d'Autos	1	10,000
10000 Lessiveuse	1	10,000
10000 Manutentionnaire	6	60,000
10000 Ménager(ère)	55	550,000
10000 Messenger	29	290,000
11000 Agent de Sécurité	27	297,000
11000 Agent d'Entretien	58	638,000
11000 Blanchisseuse	1	11,000
11000 Bonne	19	209,000
11000 Chauffeur	18	198,000
11000 Commis	1	11,000
11000 Concierge	2	22,000
11000 Cuisinière	114	1,254,000
11000 Dame de Salle	75	825,000
11000 Garçon (de Cour / de Salle)	416	4,576,000
11000 Gardien de nuit	622	6,842,000
11000 Jardinier	11	121,000
11000 Journalier	13	143,000
11000 Lavandière	8	88,000
11000 Laveur d'Autos	14	154,000
11000 Laveuse de Tubes	1	11,000
11000 Lessiveuse	61	671,000
11000 Magasinier	2	22,000
11000 Manutentionnaire	43	473,000
11000 Mécanicien	5	55,000
11000 Ménager(ère)	999	10,989,000

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL DE SOUTIEN**

	Effectif	Masse Salariale Brute
11000 Messenger	272	2,992,000
11000 Nettoyeur	18	198,000
11300 Agent de Sécurité	10	113,000
11300 Chauffeur	3	33,900
11300 Ménager(ère)	4	45,200
11300 Messenger	2	22,600
11300 Ouvrier	1	11,300
11333.33 Chauffeur	1	11,333
11333.34 Agent de Sécurité	1	11,333
12100 Agent de Sécurité	99	1,197,900
12100 Agent de Soutien	2	24,200
12100 Agent d'Entretien	2	24,200
12100 Chauffeur	9	108,900
12100 Commis	1	12,100
12100 Cuisinière	19	229,900
12100 Garçon (de Cour / de Salle)	43	520,300
12100 Gardien de nuit	68	822,800
12100 Jardinier	4	48,400
12100 Laveur d'Autos	8	96,800
12100 Lessiveuse	1	12,100
12100 Magasinier	2	24,200
12100 Manutentionnaire	27	326,700
12100 Mécanicien	6	72,600
12100 Mécanographe	1	12,100
12100 Ménager(ère)	592	7,163,200
12100 Messenger	153	1,851,300
12100 Nettoyeur	1	12,100
13000 Agent de Sécurité	7	91,000
13000 Agent de Surveillance	1	13,000
13000 Agent d'Education familiale	1	13,000
13000 Chauffeur	1	13,000
13000 Gardien de nuit	1	13,000
13000 Jardinier	1	13,000

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL DE SOUTIEN**

	Effectif	Masse Salariale Brute
13000 Manutentionnaire	1	13,000
13000 Mécanicien	2	26,000
13000 Messenger	2	26,000
13200 Ménager(ère)	1	13,200
13310 Agent de Sécurité	401	5,337,310
13310 Agent de Soutien	1	13,310
13310 Agent de Vulgarisation	1	13,310
13310 Agent d'Entretien	3	39,930
13310 Chauffeur	17	226,270
13310 Commis	1	13,310
13310 Concierge	5	66,550
13310 Cuisinière	96	1,277,760
13310 Garçon (de Cour / de Salle)	6	79,860
13310 Gardien de nuit	53	705,430
13310 Laveur d'Autos	4	53,240
13310 Lessiveuse	6	79,860
13310 Magasinier	3	39,930
13310 Manoeuvre Brigade Intervention	1	13,310
13310 Manutentionnaire	17	226,270
13310 Mécanicien	3	39,930
13310 Mécanographe	5	66,550
13310 Ménager(ère)	95	1,264,450
13310 Messenger	136	1,810,160
13310 Nettoyeur	2	26,620
13310 Ouvrier	1	13,310
13500 Manutentionnaire	1	13,500
13800 Agent de Sécurité	8	110,400
13800 Chauffeur	7	96,600
13800 Commis	1	13,800
13800 Gardien de nuit	7	96,600
13800 Jardinier	1	13,800
13800 Magasinier	1	13,800
13800 Manutentionnaire	6	82,800

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL DE SOUTIEN**

	Effectif	Masse Salariale Brute
13800 Mécanicien	5	69,000
13800 Mécanographe	1	13,800
13800 Ménager(ère)	13	179,400
13800 Messenger	3	41,400
13800 Nettoyeur	9	124,200
14500 Chauffeur	1	14,500
14600 Agent de Sécurité	434	6,336,400
14600 Agent de Surveillance	12	175,200
14600 Agent de Vulgarisation	3	43,800
14600 Agent d'Entretien	7	102,200
14600 Chauffeur	317	4,628,200
14600 Chauffeur-Mécanicien	2	29,200
14600 Commis	1	14,600
14600 Concierge	1	14,600
14600 Cuisinière	8	116,800
14600 Garçon (de Cour / de Salle)	11	160,600
14600 Gardien de nuit	28	408,800
14600 Jardinier	9	131,400
14600 Lavandière	1	14,600
14600 Laveur d'Autos	1	14,600
14600 Lessiveuse	1	14,600
14600 Magasinier	29	423,400

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL DE SOUTIEN**

	Effectif	Masse Salariale Brute
14600 Manutentionnaire	29	423,400
14600 Mécanicien	37	540,200
14600 Mécanographe	2	29,200
14600 Ménager(ère)	61	890,600
14600 Messenger	425	6,205,000
14600 Nettoyeur	4	58,400
14900 Agent de Sécurité	14	208,600
14900 Chauffeur	1	14,900
14900 Magasinier	1	14,900
14900 Mécanicien	1	14,900
14900 Ménager(ère)	1	14,900
15100 Agent de Soutien	2	30,200
15100 Chauffeur	1	15,100
15100 Gardien de nuit	1	15,100
16000 Agent de Sécurité	409	6,544,000
16000 Agent de Soutien	1	16,000
16000 Agent de Stock	2	32,000
16000 Agent d'Entretien	13	208,000
16000 Chauffeur	189	3,024,000
16000 Chauffeur-Mécanicien	7	112,000
16000 Commis	1	16,000
16000 Cuisinière	6	96,000
16000 Gardien de nuit	10	160,000
16000 Laveur d'Autos	1	16,000
16000 Magasinier	6	96,000
16000 Manutentionnaire	15	240,000
16000 Mécanicien	25	400,000
16000 Mécanographe	7	112,000
16000 Ménager(ère)	12	192,000
16000 Menuisier	1	16,000
16000 Messenger	49	784,000
16500 Chauffeur	1	16,500
16800 Agent de Sécurité	2	33,600

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL DE SOUTIEN**

	Effectif	Masse Salariale Brute
16800 Chauffeur	18	302,400
16800 Mécanicien	1	16,800
16800 Ménager(ère)	1	16,800
16900 Chauffeur	4	67,600
16900 Ménager(ère)	1	16,900
17000 Agent de Sécurité	54	918,000
17000 Agent de Soutien	5	85,000
17000 Agent de Statistique	1	17,000
17000 Agent de Surveillance	1	17,000
17000 Agent d'Entretien	1	17,000
17000 Chauffeur	606	10,302,000
17000 Chauffeur-Mécanicien	51	867,000
17000 Commis	37	629,000
17000 Cuisinière	3	51,000
17000 Garçon (de Cour / de Salle)	1	17,000
17000 Laveur d'Autos	1	17,000
17000 Magasinier	15	255,000
17000 Manutentionnaire	1	17,000
17000 Mécanicien	107	1,819,000
17000 Mécanographe	4	68,000
17000 Ménager(ère)	2	34,000
17000 Messenger	11	187,000
17100 Chauffeur	1	17,100
17100 Mécanicien	1	17,100
17500 Magasinier	1	17,500
18500 Mécanicien	1	18,500
18500 Mécanographe	1	18,500
18900 Mécanicien	1	18,900
20500 Agent de Sécurité	6	123,000
20500 Agent de Surveillance	242	4,961,000
20500 Agent d'Entretien	1	20,500
20500 Chauffeur	9	184,500
20500 Magasinier	1	20,500
20500 Manutentionnaire	1	20,500
20500 Mécanicien	44	902,000
20500 Messenger	1	20,500
20900 Chauffeur	2	41,800

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PERSONNEL DE SOUTIEN**

	Effectif	Masse Salariale Brute
20900 Mécanicien	2	41,800
22000 Agent de Sécurité	1	22,000
22000 Chauffeur	23	506,000
22000 Chauffeur-Mécanicien	2	44,000
22000 Mécanicien	27	594,000
22000 Mécanographe	14	308,000
22000 Ménager(ère)	3	66,000
23000 Agent de Sécurité	1	23,000
23000 Agent de Stock	1	23,000
23000 Chauffeur	2	46,000
23000 Chauffeur-Mécanicien	2	46,000
23000 Commis	37	851,000
23000 Magasinier	7	161,000
23000 Mécanicien	6	138,000
23000 Menuisier	1	23,000
23500 Agent de Terrain	2	47,000
26000 Agent de Terrain	4	104,000
26000 Chauffeur-Mécanicien	1	26,000
26000 Mécanicien	5	130,000
26200 Mécanicien	1	26,200
27500 Mécanographe	1	27,500
29000 Mécanicien	1	29,000
30000 Agent de Sécurité	1	30,000
30000 Mécanicien	3	90,000
32000 Mécanicien	3	96,000
13310 Ouvrier Agricole	5	66,550
Grand Total	8,539	116,490,787

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
AUTRES**

	Effectif	Masse Salariale Brute
11000 Administrateur	1	11,000
11000 Agent Administratif	1	11,000
11000 Agent Assainissement	1	11,000
11000 Archiviste	1	11,000
11000 Assistant Chef de Section	1	11,000
11000 Assistante de Salle	1	11,000
11000 Comptable	1	11,000
11000 Dactylographe	1	11,000
11000 Intendant	1	11,000
11000 Jardinier	4	44,000
11300 Agent Administratif	1	11,300
11300 Dactylographe	1	11,300
12100 Agent	2	24,200
12100 Agent Administratif	2	24,200
12100 Agent de Liaison	1	12,100
12100 Archiviste	5	60,500
12100 Assistant	1	12,100
12100 Autre	2	24,200
12100 Conseiller	1	12,100
12100 Dactylographe	3	36,300
12100 Intendant	4	48,400
12100 Interniste	1	12,100
12100 Jardinier	4	48,400
121200 Conseiller	10	1,212,000
12800 Assistant Chef de Service	1	12,800
13310 Administrateur	1	13,310
13310 Agent	2	26,620
13310 Agent de Liaison	2	26,620
13310 Archiviste	16	212,960
13310 Assistant	2	26,620

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
13310 Assistant Intendant	1	13,310
13310 Communicateur	1	13,310
13310 Compileur	3	39,930
13310 Intendant	27	359,370
13310 Jardinier	17	226,270
13800 Agent	1	13,800
13800 Dactylographe	8	110,400
13800 Intendant	2	27,600
13800 Réceptionniste	2	27,600
14600 Accessoriste	1	14,600
14600 Agent	26	379,600
14600 Agent Administratif	4	58,400
14600 Agent d'Accueil	6	87,600
14600 Agent d'Achats	10	146,000
14600 Agent de Développement	1	14,600
14600 Agent de Liaison	4	58,400
14600 Archiviste	198	2,890,800
14600 Assistant Chef de Sécurité	1	14,600
14600 Assistant Responsable	3	43,800
14600 Comptable	2	29,200
14600 Dactylographe	6	87,600
14600 Intendant	22	321,200
14600 Jardinier	1	14,600
14600 Réceptionniste	10	146,000
14900 Agent de Liaison	2	29,800
14900 Archiviste	2	29,800
14900 Assistant Professeur	2	29,800
14900 Dactylographe	1	14,900
14900 Réceptionniste	1	14,900
15100 Réceptionniste	1	15,100

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
AUTRES**

	Effectif	Masse Salariale Brute
16000 Agent	5	80,000
16000 Agent Administratif	44	704,000
16000 Agent Communautaire	1	16,000
16000 Agent d'Achats	3	48,000
16000 Agent de Liaison	133	2,128,000
16000 Archiviste	48	768,000
16000 Assistant	1	16,000
16000 Assistant Chef de Sécurité	7	112,000
16000 Assistant Hôpitalier	1	16,000
16000 Assistant Responsable	10	160,000
16000 Comptable Planification	1	16,000
16000 Dactylographe	77	1,232,000
16000 Intendant	201	3,216,000
16000 Interniste	1	16,000
16000 Jardinier	2	32,000
16000 Réceptionniste	122	1,952,000
16000 Teneur de Livre	1	16,000
16500 Archiviste	1	16,500
16800 Agent de Liaison	12	201,600
16800 Archiviste	1	16,800
16800 Dactylographe	1	16,800
16800 Intendant	1	16,800
16800 Réceptionniste	4	67,200
16900 Intendant	1	16,900
17000 Accessoriste	1	17,000
17000 Agent	15	255,000
17000 Agent Administratif	105	1,785,000
17000 Agent Communautaire	9	153,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
17000 Agent d'Accueil	2	34,000
17000 Agent d'Achats	4	68,000
17000 Agent de Liaison	212	3,604,000
17000 Archiviste	42	714,000
17000 Armurier	2	34,000
17000 Assistant Administratif	3	51,000
17000 Assistant Chef de Cuisine	1	17,000
17000 Assistant Chef de Sécurité	1	17,000
17000 Assistant de Comptable	3	51,000
17000 Attaché	1	17,000
17000 Autre	7	119,000
17000 Comptable	5	85,000
17000 Comptable Contrôleur	5	85,000
17000 Dactylographe	121	2,057,000
17000 Intendant	164	2,788,000
17000 Jardinier	2	34,000
17000 Réceptionniste	188	3,196,000
17000 Teneur de Livre	8	136,000
17500 Assistant	2	35,000
18500 Agent	1	18,500
18900 Assistant Responsable	1	18,900
20000 Assistant Chef de Sécurité	1	20,000
20500 Agent	9	184,500
20500 Agent Administratif	156	3,198,000
20500 Agent d'Accueil	1	20,500
20500 Agent d'Achats	3	61,500
20500 Agent de Développement	1	20,500
20500 Agent de Liaison	1	20,500

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
20500 Archiviste	27	553,500
20500 Armurier	2	41,000
20500 Arpenteur	1	20,500
20500 Assistant	1	20,500
20500 Assistant Bibliothécaire	1	20,500
20500 Assistant Chef de Sécurité	1	20,500
20500 Assistant Chef Dispatching	1	20,500
20500 Assistant de Comptable	4	82,000
20500 Assistant Responsable	3	61,500
20500 Attaché de Presse	1	20,500
20500 Autre	4	82,000
20500 Comptable	34	697,000
20500 Comptable Contrôleur	23	471,500
20500 Comptable Délégué	1	20,500
20500 Comptable Payeur	1	20,500
20500 Dactylographe	15	307,500
20500 Intendant	2	41,000
20500 Réceptionniste	2	41,000
20500 Teneur de Livre	3	61,500
20700 Agent Administratif	1	20,700
20900 Agent Administratif	60	1,254,000
20900 Agent d'Achats	1	20,900
20900 Assistant Responsable	1	20,900
20900 Comptable	2	41,800
20900 Dactylographe	1	20,900
20900 Intendant	1	20,900
20900 Réceptionniste	1	20,900
21333.34 Assistant Chef de Section	1	21,333

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
21500 Agent Administratif	1	21,500
21500 Assistant Dispatcher	1	21,500
21500 Assistant Responsable	1	21,500
21500 Attaché de Presse	1	21,500
21500 Comptable Délégué	1	21,500
21625 Autre	65	1,405,625
22000 Administrateur	3	66,000
22000 Agent	1	22,000
22000 Agent Administratif	71	1,562,000
22000 Agent Communautaire	2	44,000
22000 Agent d'Accueil	2	44,000
22000 Agent d'Achats	3	66,000
22000 Agent de Développement	1	22,000
22000 Agent de Liaison	1	22,000
22000 Archiviste	6	132,000
22000 Assistant	6	132,000
22000 Assistant Administratif	1	22,000
22000 Assistant Assistante Sociale	1	22,000
22000 Assistant Chef de Bureau	8	176,000
22000 Assistant Chef de Service	1	22,000
22000 Assistant de Comptable	2	44,000
22000 Assistant Intendant	1	22,000
22000 Assistant Responsable	1	22,000
22000 Attaché de Presse	4	88,000
22000 Autre	5	110,000
22000 Comptable	35	770,000
22000 Comptable Contrôleur	41	902,000
22000 Comptable Délégué	1	22,000
22000 Dactylographe	2	44,000
22000 Intendant	3	66,000
22000 Interniste	1	22,000
22000 Réceptionniste	4	88,000
22000 Teneur de Livre	16	352,000
22500 Agent de Liaison	2	45,000

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
AUTRES**

	Effectif	Masse Salariale Brute
23000 Administrateur	50	1,150,000
23000 Agent Administratif	85	1,955,000
23000 Agent de Développement	19	437,000
23000 Archiviste	1	23,000
23000 Arpenteur	7	161,000
23000 Assistant	3	69,000
23000 Assistant Chef de Service	2	46,000
23000 Assistant de Comptable	2	46,000
23000 Assistant Responsable	1	23,000
23000 Attaché	2	46,000
23000 Attaché au Protocole	1	23,000
23000 Comptable	69	1,587,000
23000 Comptable Contrôleur	21	483,000
23000 Comptable Délégué	2	46,000
23000 Dactylographe	1	23,000
23000 Investigateur	1	23,000
23000 Réceptionniste	2	46,000
23000 Teneur de Livre	1	23,000
23500 Assistant Responsable	1	23,500
23500 Comptable	2	47,000
24900 Comptable	2	49,800
26000 Administrateur	13	338,000
26000 Agent	10	260,000
26000 Agent Administratif	32	832,000
26000 Agent de Liaison	3	78,000
26000 Assistant	1	26,000
26000 Assistant Administratif	4	104,000
26000 Assistant Assistante Sociale	1	26,000
26000 Assistant Bibliothécaire	1	26,000
26000 Assistant Chef de Personnel	1	26,000
26000 Assistant Chef de Service	1	26,000
26000 Assistant de Comptable	1	26,000
26000 Assistant Responsable	1	26,000
26000 Assistant Vérificateur	34	884,000

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
26000 Attaché de Presse	1	26,000
26000 Communicateur	1	26,000
26000 Comptable	59	1,534,000
26000 Comptable Contrôleur	91	2,366,000
26000 Comptable Délégué	1	26,000
26000 Comptable en Chef	4	104,000
26000 Comptable Professionnel	1	26,000
26000 Comptable Senior	2	52,000
26000 Conseiller	1	26,000
26000 Officier d'Achat	1	26,000
26000 Réceptionniste	1	26,000
27000 Comptable Contrôleur	1	27,000
27500 Agent	1	27,500
27500 Assistant Chef de Brigade	18	495,000
27500 Assistant Chef de Personnel	1	27,500
27500 Assistant Chef de Section	1	27,500
27500 Attaché de Presse	4	110,000
27500 Comptable	1	27,500
27500 Comptable Contrôleur	3	82,500
27500 Conseiller	6	165,000
27800 Agent Administratif	1	27,800
28000 Accessoriste	1	28,000
28000 Comptable Senior	1	28,000
28500 Assistant	1	28,500
28500 Assistant Chef de Section	1	28,500
29000 Archiviste	1	29,000
29000 Assistant Responsable	1	29,000
29000 Comptable	3	87,000
29000 Comptable Contrôleur	5	145,000
29000 Comptable Délégué	1	29,000
30000 Administrateur	5	150,000
30000 Agent Administratif	4	120,000
30000 Assistant Administratif	2	60,000
30000 Assistant Chef de Section	1	30,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
30000 Assistant Chef de Service	1	30,000
30000 Assistant de Section	1	30,000
30000 Assistant Responsable	2	60,000
30000 Assistant Technicien	1	30,000
30000 Assistant Vérificateur	2	60,000
30000 Attaché	2	60,000
30000 Attaché de Presse	6	180,000
30000 Auditeur	12	360,000
30000 Comptable	76	2,280,000
30000 Comptable Contrôleur	67	2,010,000
30000 Comptable Délégué	6	180,000
30000 Comptable en Chef	1	30,000
30000 Comptable Senior	6	180,000
30000 Conseiller	1	30,000
30000 Interniste	2	60,000
32000 Administrateur	7	224,000
32000 Agent Administratif	1	32,000
32000 Archiviste	1	32,000
32000 Assistant	6	192,000
32000 Assistant Administratif	1	32,000
32000 Assistant Chef de Brigade	3	96,000
32000 Assistant Chef de Section	271	8,672,000
32000 Assistant Chef de Service	11	352,000
32000 Assistant Contrôleur Financier	5	160,000
32000 Assistant Coordonnateur	1	32,000
32000 Assistant Responsable	12	384,000
32000 Assistant Technicien	6	192,000
32000 Assistant Technique	4	128,000
32000 Assistante Gestionnaire	1	32,000
32000 Attaché de Presse	1	32,000
32000 Comptable	1	32,000
32000 Comptable Contrôleur	4	128,000
32000 Comptable Délégué	20	640,000
32000 Comptable en Chef	2	64,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
32000 Comptable Vérificateur	21	672,000
32300 Comptable	1	32,300
32300 Comptable Contrôleur	1	32,300
33000 Administrateur	1	33,000
34500 Administrateur	34	1,173,000
34500 Agent Administratif	1	34,500
34500 Assistant	2	69,000
34500 Assistant Administratif	232	8,004,000
34500 Assistant Chef de Section	1	34,500
34500 Assistant Chef de Service	31	1,069,500
34500 Assistant Contrôleur Financier	6	207,000
34500 Assistant Coordonnateur	3	103,500
34500 Assistant de Comptable	1	34,500
34500 Assistant Directeur	3	103,500
34500 Assistant Responsable	2	69,000
34500 Attaché	36	1,242,000
34500 Comptable	7	241,500
34500 Comptable Contrôleur	4	138,000
34500 Comptable Délégué	4	138,000
34500 Comptable en Chef	4	138,000
34500 Comptable Vérificateur	2	69,000
34500 Conseiller	1	34,500
35000 Administrateur	1	35,000
35000 Archiviste	1	35,000
35000 Assistant	1	35,000
35000 Assistant Administratif	2	70,000
35000 Assistant Juridique	3	105,000
35000 Attaché	2	70,000
35000 Attaché de Presse	1	35,000
35000 Comptable	7	245,000
35000 Comptable Contrôleur	4	140,000
35000 Comptable Délégué	5	175,000
35000 Comptable Senior	5	175,000
35000 Comptable Vérificateur	2	70,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
35000 Conseiller	1	35,000
35000 Interniste	2	70,000
35100 Assistant Contrôleur Financier	2	70,200
35140 Conseiller	4	140,560
37000 Administrateur	1	37,000
37000 Assistant Chef de Service	1	37,000
37000 Attaché	33	1,221,000
37000 Attaché aux Affaires Étrangères	1	37,000
37000 Comptable Vérificateur	3	111,000
37400 Assistant Contrôleur Financier	1	37,400
38000 Administrateur	3	114,000
38000 Assistant Chef de Section	18	684,000
38000 Attaché de Presse	1	38,000
38220 Autre	1	38,220
40000 Administrateur	2	80,000
40000 Assistant	1	40,000
40000 Assistant Administratif	4	160,000
40000 Assistant Chef de Personnel	1	40,000
40000 Assistant Chef de Service	2	80,000
40000 Assistant Contrôleur Financier	2	80,000
40000 Attaché	74	2,960,000
40000 Attaché au MAE	1	40,000
40000 Attaché aux Affaires Étrangères	3	120,000
40000 Comptable	1	40,000
40000 Comptable en Chef	1	40,000
40000 Comptable Payeur	1	40,000
40000 Comptable Senior	1	40,000
42000 Administrateur	4	168,000
42000 Agent Administratif	1	42,000
42000 Assistant	3	126,000
42000 Assistant Administratif	290	12,180,000
42000 Assistant aux Affaires Etrangères	25	1,050,000
42000 Assistant Chef Comptable	3	126,000
42000 Assistant Chef de Sécurité	5	210,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
42000 Assistant Chef de Service	444	18,648,000
42000 Assistant de Comptable	16	672,000
42000 Assistant Exécutif	2	84,000
42000 Assistant Responsable	6	252,000
42000 Attaché	1	42,000
42000 Attaché au Protocole	2	84,000
42000 Comptable	1	42,000
42000 Comptable en Chef	2	84,000
42000 Comptable Professionnel	2	84,000
42000 Comptable Senior	5	210,000
43000 Assistant Chef de Service	1	43,000
43000 Comptable Professionnel	3	129,000
43000 Comptable Senior	3	129,000
43000 Comptable Vérificateur	25	1,075,000
43000 Conseiller	2	86,000
44000 Assistant Chef de Service	25	1,100,000
46000 Administrateur	33	1,518,000
46000 Agent	1	46,000
46000 Assistant Administratif	16	736,000
46000 Assistant aux Affaires Etrangères	17	782,000
46000 Assistant Chef de Section	1	46,000
46000 Assistant Chef de Service	5	230,000
46000 Assistant Responsable	1	46,000
46000 Comptable	2	92,000
46000 Comptable en Chef	34	1,564,000
46000 Conseiller	2	92,000
49500 Conseiller	1	49,500
51000 Assistant aux Affaires Etrangères	8	408,000
51000 Comptable Professionnel	1	51,000
51000 Comptable Senior	1	51,000
51000 Comptable Vérificateur	20	1,020,000
51000 Conseiller	2	102,000
52800 Assistant Administratif	3	158,400
55000 Administrateur	2	110,000

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
AUTRES**

	Effectif	Masse Salariale Brute
55000 Assistant	15	825,000
55000 Assistant aux Affaires Etrangères	7	385,000
55000 Assistant Contrôleur Financier	1	55,000
55000 Auditeur	5	275,000
55000 Conseiller	3	165,000
65700 Administrateur	3	197,100
65700 Auditeur	1	65,700
65700 Conseiller	18	1,182,600
75600 Assistant Secrétaire Permanent	1	75,600
14600 Assistant Chef de Service	1	14,600
55000 Assistant Coordonnateur	12	660,000
46000 Assistant Coordonnateur	1	46,000
42000 Assistant Coordonnateur	2	84,000
55000 Assistant Directeur	230	12,650,000
46000 Assistant Directeur	3	138,000
42000 Assistant Directeur	18	756,000
65700 Assistant Directeur	1	65,700
75600 Assistant Directeur	2	151,200
16000 Assistant Directeur	3	48,000
14900 Assistant Directeur	2	29,800
11000 Assistant Directeur	3	33,000
30000 Assistant Directeur	2	60,000
32000 Assistant Directeur	2	64,000
22000 Assistant Directeur	1	22,000
11000 Assistant Professeur	1	11,000
17000 Assistant Professeur	2	34,000
10000 Assistant Professeur	1	10,000
13310 Autre	1	13,310
43000 Comptable	1	43,000
Grand Total	5,799	162,901,568

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
10000 Employé	1	10,000
10000 Opérateur	8	80,000
10000 Serveur	1	10,000
10000 Surveillant	1	10,000
10000 Technicien	18	180,000
10000 Vice-Délegué	1	10,000
10500 Chef de Service	1	10,500
11000 Agent Sanitaire	2	22,000
11000 Aide Archiviste	1	11,000
11000 Aide Mécanicien	3	33,000
11000 Aide Technicien	1	11,000
11000 Bibliothécaire	1	11,000
11000 Brancardier	35	385,000
11000 Chef de Section	1	11,000
11000 Chef de Service	2	22,000
11000 Conseiller Technique	1	11,000
11000 Contrôleur	1	11,000
11000 Coordonnateur	1	11,000
11000 Correspondant	1	11,000
11000 Couturière	2	22,000
11000 Directeur	7	77,000
11000 Ebéniste	1	11,000
11000 Employé	89	979,000
11000 Encadreur	1	11,000
11000 Enquêteur	1	11,000
11000 Enseignant	1	11,000
11000 Femme de Salle	9	99,000
11000 Gérant	2	22,000
11000 Informaticien	1	11,000
11000 Instrumentiste	5	55,000
11000 Opérateur	2	22,000
11000 Opérateur de Saisie	1	11,000
11000 Peintre	2	22,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
11000 Pompiste	3	33,000
11000 Portier	15	165,000
11000 Préposé à la Perception	1	11,000
11000 Régisseur de Pharmacie	1	11,000
11000 Responsable Caisse	1	11,000
11000 Servante	1	11,000
11000 Serveur	1	11,000
11000 Surveillant	44	484,000
11000 Surveillant Général	1	11,000
11000 Technicien	728	8,008,000
11000 Travailleur Social	7	77,000
11000 Vaccinateur Mobile	3	33,000
11300 Directeur	2	22,600
11300 Opérateur	1	11,300
11300 Percepteur	1	11,300
11300 Technicien	4	45,200
12100 Agent Sanitaire	1	12,100
12100 Aide Archiviste	3	36,300
12100 Aide Mécanicien	3	36,300
12100 Aide Technicien	1	12,100
12100 animateur	5	60,500
12100 Brancardier	2	24,200
12100 Caissier	3	36,300
12100 Charpentier	1	12,100
12100 Chef de Bureau	1	12,100
12100 Chef de Service	1	12,100
12100 Coordonnateur	2	24,200
12100 Couturière	4	48,400
12100 Directeur	1	12,100
12100 Électricien	2	24,200
12100 Employé	71	859,100
12100 Guide animateur	1	12,100
12100 Instrumentiste	7	84,700

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
12100 Opérateur	4	48,400
12100 Opérateur de Risographie	1	12,100
12100 Opérateur Photocopieuse	1	12,100
12100 Pépiniériste	1	12,100
12100 Planton	1	12,100
12100 Plombier	3	36,300
12100 Portier	6	72,600
12100 Préposé	1	12,100
12100 Préposé à la Perception	1	12,100
12100 Préposé à la Pharmacie	1	12,100
12100 Régisseur	9	108,900
12100 Régisseur de Pharmacie	6	72,600
12100 Réparateur	2	24,200
12100 Responsable Alimentaire	4	48,400
12100 Secrétaire d'État	1	12,100
12100 Surveillant	5	60,500
12100 Technicien	381	4,610,100
12100 Technicien Délégation Départementale	1	12,100
12100 Travailleur Social	1	12,100
12100 Vendeuse	1	12,100
121200 Coordonnateur	2	242,400
121200 Directeur	1	121,200
121200 Médiatrice Spéciale	1	121,200
121200 Ministre	18	2,181,600
121200 Protecteur	1	121,200
121200 Questeur	1	121,200
121200 Secrétaire Général	3	363,600
121200 Sénateur	28	3,393,600
12800 Coordonnateur	1	12,800
13000 Employé	5	65,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
13000 Opérateur	1	13,000
13310 Aide Archiviste	15	199,650
13310 Aide Mécanicien	1	13,310
13310 Aide Pharmacien	1	13,310
13310 Aide Technicien	2	26,620
13310 Animateur	1	13,310
13310 Auxiliaire Statisticien	7	93,170
13310 Caissier	29	385,990
13310 Contrôleur	3	39,930
13310 Couturière	2	26,620
13310 Directeur	1	13,310
13310 Directeur Adjoint	1	13,310
13310 Documentaliste	1	13,310
13310 Électricien	1	13,310
13310 Eleveur	1	13,310
13310 Employé	37	492,470
13310 Graisseur	1	13,310
13310 Guide Animateur	1	13,310
13310 Miméographe	1	13,310
13310 Opérateur	12	159,720
13310 Opérateur Engins Lours	1	13,310
13310 Opérateur Photocopieuse	5	66,550
13310 Percepteur	5	66,550
13310 Plombier	2	26,620

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
13310 Professionnel	2	26,620
13310 Régisseur de Pharmacie	11	146,410
13310 Réparateur	1	13,310
13310 Responsable Alimentaire	1	13,310
13310 Surveillant	3	39,930
13310 Technicien	191	2,542,210
13310 Technicien Administratif	1	13,310
13310 Technicien Délégation Départementale	1	13,310
13310 Vulgarisateur	5	66,550
13800 Agent Technique	1	13,800
13800 Aide Mécanicien	1	13,800
13800 Animateur	1	13,800
13800 Bibliothécaire	3	41,400
13800 Employé	10	138,000
13800 Enquêteur	1	13,800
13800 Motocycliste	1	13,800
13800 Opérateur	4	55,200
13800 Opérateur Photocopieuse	1	13,800
13800 Portier	1	13,800
13800 Rédacteur	21	289,800
13800 Secrétaire Dactylographique	1	13,800
13800 Surveillant	1	13,800
13800 Technicien	52	717,600
13800 Vulgarisateur	3	41,400
14000 Enseignant	1	14,000
14600 Agent Médical	1	14,600
14600 Agent Morgue	1	14,600
14600 Agent Polyvalent	5	73,000
14600 Aide Électricien	1	14,600
14600 Aide en Soins Infirmiers	3	43,800
14600 Aide Ferronnier	1	14,600
14600 Aide Mécanicien	28	408,800
14600 Aide Opérateur	2	29,200

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
14600 Aide Pharmacien	3	43,800
14600 Aide Statisticien	2	29,200
14600 Aide Technicien	1	14,600
14600 Animateur	14	204,400
14600 Auxiliaire Statisticien	1	14,600
14600 Caissier	5	73,000
14600 Cameraman	1	14,600
14600 Chef de Bureau	1	14,600
14600 Chef de Service	1	14,600
14600 Chef d'Equipe	4	58,400
14600 Contrôleur	7	102,200
14600 Couturière	1	14,600
14600 Danseur	8	116,800
14600 Directeur	1	14,600
14600 Dispatcher	4	58,400
14600 Dispensateur	1	14,600
14600 Ebéniste	6	87,600
14600 Électricien	19	277,400
14600 Employé	29	423,400
14600 Employé Auxiliaire	4	58,400
14600 Garde Forestier	1	14,600
14600 Guichetier	1	14,600
14600 Hygiéniste Dentaire	1	14,600
14600 Immatriculation	1	14,600
14600 Inspecteur	2	29,200
14600 Inspecteur Régional	3	43,800
14600 Instrumentiste	1	14,600
14600 Machiniste	1	14,600
14600 Miméographe	1	14,600
14600 Musicien	12	175,200
14600 Opérateur	8	116,800
14600 Opérateur d'Ordinateur	2	29,200
14600 Opérateur Photocopieuse	5	73,000
14600 Peintre	2	29,200
14600 Pépiniériste	6	87,600
14600 Percepteur	7	102,200
14600 Phlébotomiste	1	14,600

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
14600 Photographe	2	29,200
14600 Planificateur	1	14,600
14600 Plombier	18	262,800
14600 Portier	4	58,400
14600 Prefet de Discipline	1	14,600
14600 Préposé	1	14,600
14600 Rédacteur	2	29,200
14600 Régisseur de Pharmacie	7	102,200
14600 Responsable Caisse	1	14,600
14600 Responsable d'Agence	1	14,600
14600 Responsable de Cuisine	1	14,600
14600 Responsable de Nettoyage	1	14,600
14600 Responsable Lingerie	1	14,600
14600 Responsable Maintenance	1	14,600
14600 Responsable Stérilisateur	1	14,600
14600 Secouriste	1	14,600
14600 Secrétaire Général	1	14,600
14600 Secrétaire Vice Délégué	2	29,200
14600 Serveur	5	73,000
14600 Sondeur	3	43,800
14600 Superviseur Adjoint	1	14,600
14600 Surveillant	24	350,400
14600 Surveillant Général	1	14,600
14600 Tambourineur	6	87,600
14600 Technicien	411	6,000,600
14600 Technicien Auxiliaire	2	29,200
14600 Technicien en Maintenance	1	14,600
14606 Technicien	8	116,848
14900 Chargé de Cours	1	14,900
14900 Chef de Département	1	14,900
14900 Chef de Service	1	14,900
14900 Directeur	1	14,900
14900 Électricien	2	29,800
14900 Employé	7	104,300
14900 Inspecteur Régional	2	29,800
14900 Technicien	39	581,100
15100 Enquêteur	4	60,400

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
15100 Foreman	1	15,100
16000 Agent Polyvalent	4	64,000
16000 Agent Technique	2	32,000
16000 Aide Bibliothécaire	1	16,000
16000 Aide Électricien	1	16,000
16000 Aide Intendante	1	16,000
16000 Aide Mécanicien	12	192,000
16000 Aide Opérateur	2	32,000
16000 Aide Pharmacien	4	64,000
16000 Aide Topographe	2	32,000
16000 Auxiliaire Polyvalent	1	16,000
16000 Auxiliaire Statisticien	7	112,000
16000 Bibliothécaire	30	480,000
16000 Caissier	4	64,000
16000 Chef de Bureau	1	16,000
16000 Chef de Section	1	16,000
16000 Chef de Sécurité	3	48,000
16000 Chef d'Equipe	1	16,000
16000 Chef des Travaux	1	16,000
16000 Contrôleur	4	64,000
16000 Coordonnateur	1	16,000
16000 Dispatcher	1	16,000
16000 Documentaliste	36	576,000
16000 Électricien	7	112,000
16000 Employé	28	448,000
16000 Employé Auxiliaire	34	544,000
16000 Foreman	2	32,000
16000 Garde Forestier	1	16,000
16000 Informaticien	1	16,000
16000 Inspecteur Régional	2	32,000
16000 Logisticien	1	16,000
16000 Maquilleur	1	16,000
16000 Metteur en Onde	2	32,000
16000 Motocycliste	2	32,000
16000 Opérateur	6	96,000
16000 Opérateur de Risographie	1	16,000
16000 Opérateur de Saisie	79	1,264,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
16000 Opérateur District	1	16,000
16000 Opérateur d'Ordinateur	4	64,000
16000 Opérateur Photocopieuse	1	16,000
16000 Peintre	1	16,000
16000 Photographe	2	32,000
16000 Plombier	2	32,000
16000 Portier	3	48,000
16000 Préposé à la Perception	1	16,000
16000 Receveur	1	16,000
16000 Rédacteur	4	64,000
16000 Régisseur de Pharmacie	1	16,000
16000 Reprographe	1	16,000
16000 Responsable de Sécurité	1	16,000
16000 Secrétaire de Direction	1	16,000
16000 Secrétaire Général	1	16,000
16000 Secrétaire Vice Délégué	2	32,000
16000 Serveur	7	112,000
16000 Superviseur	35	560,000
16000 Superviseur d'Intendance	1	16,000
16000 Surveillant	4	64,000
16000 Tambourineur	1	16,000
16000 Technicien	343	5,488,000
16000 Travailleur Social	1	16,000
16000 Vérificateur	1	16,000
162000 Premier Ministre	1	162,000
16500 Agent Polyvalent	1	16,500
16500 Contrôleur	1	16,500
16500 Employé	1	16,500
16500 Opérateur d'Ordinateur	1	16,500
16500 Technicien	2	33,000
16790 Guide Animateur	2	33,580
16790 Technicien	24	402,960
16800 Agent Technique	1	16,800
16800 Batender	1	16,800
16800 Employé	2	33,600
16800 Monteur-Réalisateur	1	16,800
16800 Serveur	1	16,800

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
16800 Technicien	3	50,400
16900 Opérateur	1	16,900
16900 Technicien	1	16,900
17000 Agent Responsable	1	17,000
17000 Agent Technique	3	51,000
17000 Aide Bibliothécaire	2	34,000
17000 Aide Comptable	1	17,000
17000 Aide Mécanicien	9	153,000
17000 Aide Opérateur	1	17,000
17000 Aide Statisticien	1	17,000
17000 Aide Topographe	1	17,000
17000 animateur	2	34,000
17000 Barman	1	17,000
17000 Bibliothécaire	4	68,000
17000 Caissier	2	34,000
17000 Cameraman	1	17,000
17000 Chaîneur	1	17,000
17000 Chef de Brigade	3	51,000
17000 Chef de Bureau	1	17,000
17000 Chef de Département	1	17,000
17000 Chef de Personnel	1	17,000
17000 Chef de Section	1	17,000
17000 Chef de Sécurité	9	153,000
17000 Chef de Service	1	17,000
17000 Contrôleur	29	493,000
17000 Coordonnateur	1	17,000
17000 Dessinateur	1	17,000
17000 Directeur	2	34,000
17000 Dispatcher	1	17,000
17000 Distributeur	1	17,000
17000 Documentaliste	77	1,309,000
17000 Douanier	1	17,000
17000 Ebéniste	7	119,000
17000 Électricien	35	595,000
17000 Employé	46	782,000
17000 Employé Auxiliaire	20	340,000
17000 Enseignant	1	17,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
17000 Facteur	1	17,000
17000 Ferronnier	1	17,000
17000 Foreman	6	102,000
17000 Formateur	1	17,000
17000 Frigoriste	1	17,000
17000 Gestionnaire	1	17,000
17000 Gestionnaire de Stock	1	17,000
17000 Informaticien	3	51,000
17000 Inspecteur	143	2,431,000
17000 Inspecteur Chef de Brigade	1	17,000
17000 Inspecteur Administration	1	17,000
17000 Inspecteur Divisionnaire	1	17,000
17000 Inspecteur Régional	19	323,000
17000 Logisticien	3	51,000
17000 Machiniste	1	17,000
17000 Muséologue	1	17,000
17000 Opérateur	53	901,000
17000 Opérateur Chargeur	1	17,000
17000 Opérateur de Saisie	115	1,955,000
17000 Opérateur d'Ordinateur	10	170,000
17000 Opérateur Photocopieuse	1	17,000
17000 Percepteur	21	357,000
17000 Phlébotomiste	1	17,000
17000 Photographe	2	34,000
17000 Plombier	26	442,000
17000 Prefet de Discipline	2	34,000
17000 Préposé	1	17,000
17000 Préposé à la Perception	1	17,000
17000 Rechercheur	1	17,000
17000 Rédacteur	1	17,000
17000 Réparateur Radiateur Junior	1	17,000
17000 Répartiteur	16	272,000
17000 Responsable Cuisine	1	17,000
17000 Responsable de Sécurité	4	68,000
17000 Responsable de Stock	1	17,000
17000 Responsable Permis	1	17,000
17000 Sapeur Pompier	142	2,414,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
17000 Secouriste	1	17,000
17000 Secrétaire de Direction	3	51,000
17000 Secrétaire Exécutif	1	17,000
17000 Serveur	3	51,000
17000 Sondeur	1	17,000
17000 Stagiaire	1	17,000
17000 Surveillant	2	34,000
17000 Surveillant Général	194	3,298,000
17000 Technicien	599	10,183,000
17000 Technicien Auxiliaire	1	17,000
17000 Technicien en Coopératives	1	17,000
17000 Technicien en Maintenance	2	34,000
17000 Technicien en Plomberie	1	17,000
17000 Technicien en Réfrigération	1	17,000
17000 Technicien en Sonorisation	1	17,000
17000 Travailleur Social	1	17,000
17000 Vérificateur	1	17,000
17000 Vétérinaire	1	17,000
17100 Technicien	1	17,100
17500 Contrôleur	1	17,500
17500 Documentaliste	1	17,500
17500 Employé	2	35,000
17500 Technicien	5	87,500
17600 Coordonnateur	1	17,600
18500 Technicien	1	18,500
18900 Responsable Communication et Presse	1	18,900
19200 Chargé de Mission	1	19,200
20000 Technicien	1	20,000
20500 Aide Arpenteur	11	225,500
20500 Aide Bibliothécaire	16	328,000
20500 Aide Mécanicien	1	20,500
20500 Aide Pharmacien	1	20,500
20500 Aide Statisticien	1	20,500
20500 Aide Topographe	1	20,500
20500 Animateur	1	20,500
20500 Avocat	1	20,500
20500 Bibliothécaire	2	41,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
20500 Caissier	2	41,000
20500 Chef de Bureau	1	20,500
20500 Contrôleur	6	123,000
20500 Dessinateur	2	41,000
20500 Dispatcher	2	41,000
20500 Documentaliste	4	82,000
20500 Ebéniste	4	82,000
20500 Électricien	22	451,000
20500 Employé	32	656,000
20500 Encadreur	1	20,500
20500 Enseignant	1	20,500
20500 Foreman	1	20,500
20500 Greffeur	1	20,500
20500 Hydrologue	2	41,000
20500 Informaticien	6	123,000
20500 Inspecteur	185	3,792,500
20500 Inspecteur Régional	8	164,000
20500 Logisticien	1	20,500
20500 Maquilleur	1	20,500
20500 Météologue	1	20,500
20500 Metteur en Onde	7	143,500
20500 Opérateur	5	102,500
20500 Opérateur de Saisie	7	143,500
20500 Opérateur d'Ordinateur	2	41,000
20500 Pêcheur	1	20,500
20500 Percepteur	3	61,500
20500 Photographe	5	102,500
20500 Plombier	13	266,500
20500 Préposé	3	61,500
20500 Producteur	1	20,500
20500 Reporter	1	20,500
20500 Reporter Sportif	1	20,500
20500 Responsable Caisse	1	20,500
20500 Responsable Courrier	1	20,500
20500 Serveur	1	20,500
20500 Superviseur Adjoint	1	20,500
20500 Technicien	424	8,692,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
20500 Technicien en Maintenance	5	102,500
20500 Travailleur Social	3	61,500
20500 Vérificateur	2	41,000
20740 Technicien	9	186,660
20900 Aide Mécanicien	1	20,900
20900 Cameraman	17	355,300
20900 Coordonnateur	1	20,900
20900 Directeur	2	41,800
20900 Dispatcher	1	20,900
20900 Documentaliste	1	20,900
20900 Électricien	4	83,600
20900 Employé	4	83,600
20900 Informaticien	5	104,500
20900 Ingénieur	1	20,900
20900 Monteur-Réalisateur	2	41,800
20900 Opérateur	4	83,600
20900 Présentateur	4	83,600
20900 Scripteur	2	41,800
20900 Technicien	20	418,000
20900 Transcripteur	3	62,700
21000 Agent Parlementaire	127	2,667,000
21000 Directeur	11	231,000
21000 Directeur Départemental	1	21,000
21500 Chef de Brigade	1	21,500
21500 Foreman	1	21,500
21500 Gouvernante	1	21,500
21500 Informaticien	1	21,500
21500 Opérateur	1	21,500
21500 Technicien	1	21,500
22000 Agent Parlementaire	1	22,000
22000 Aide Archiviste	1	22,000
22000 Aide Bibliothécaire	3	66,000
22000 Aide Technicien	2	44,000
22000 Animateur	26	572,000
22000 Apiculteur	1	22,000
22000 Bibliothécaire	6	132,000
22000 Caissier	1	22,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
22000 Cameraman	1	22,000
22000 Chargé Municipal	1	22,000
22000 Chef de Personnel	1	22,000
22000 Chef de Section	4	88,000
22000 Chef de Sécurité	3	66,000
22000 Chef des Travaux	1	22,000
22000 Conseiller Technique	1	22,000
22000 Contrôleur	1	22,000
22000 Coordonnateur	1	22,000
22000 Dessinateur	1	22,000
22000 Dispatcher	1	22,000
22000 Documentaliste	4	88,000
22000 Douanier	1	22,000
22000 Ebéniste	1	22,000
22000 Électricien	25	550,000
22000 Électromecanicien	4	88,000
22000 Employé	13	286,000
22000 Encadreur	1	22,000
22000 Enquêteur	2	44,000
22000 Forestier	5	110,000
22000 Géologue	2	44,000
22000 Gestionnaire	1	22,000
22000 Hydrologue	4	88,000
22000 Infographiste	1	22,000
22000 Informaticien	6	132,000
22000 Ingénieur	4	88,000
22000 Inspecteur	52	1,144,000
22000 Inspecteur Junior	19	418,000
22000 Inspecteur Régional	10	220,000
22000 Météologue	1	22,000
22000 Opérateur	18	396,000
22000 Opérateur de Saisie	172	3,784,000
22000 Opérateur d'Ordinateur	14	308,000
22000 Planificateur	1	22,000
22000 Plombier	8	176,000
22000 Préposé	3	66,000
22000 Préposé à la Perception	1	22,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
22000 Préposé à la Pharmacie	1	22,000
22000 Présentateur	1	22,000
22000 Professionnel	11	242,000
22000 Rédacteur	1	22,000
22000 Reporter	1	22,000
22000 Responsable	27	594,000
22000 Responsable Banque de Données	1	22,000
22000 Responsable Bureau du Ministre	1	22,000
22000 Responsable de Sécurité	1	22,000
22000 Responsable des Services Logistiques	1	22,000
22000 Responsable des Statistiques Agricoles	1	22,000
22000 Responsable Dispatching	1	22,000
22000 Responsable Logistique	1	22,000
22000 Secrétaire	92	2,024,000
22000 Secrétaire de Direction	9	198,000
22000 Surveillant	1	22,000
22000 Technicien	446	9,812,000
22000 Technicien en Agriculture	1	22,000
22000 Technicien en Maintenance	14	308,000
22000 Technicien en Réfrigération	3	66,000
22000 Technicien en Santé et Production Animale	1	22,000
22000 Technicien Sanitaire	1	22,000
22000 Travailleur Social	3	66,000
22000 Vétérinaire	2	44,000
22500 Agent Parlementaire	75	1,687,500
22500 Technicien	2	45,000
23000 Agent Liquidateur	1	23,000
23000 Agent Multiplicateur	12	276,000
23000 Agent Parlementaire	1	23,000
23000 Agent Technique	1	23,000
23000 Bibliothécaire	3	69,000
23000 Caissier	1	23,000
23000 Cameraman	1	23,000
23000 Chef de Bureau	1	23,000
23000 Chef de Personnel	3	69,000
23000 Chef de Section	2	46,000
23000 Chef de Sécurité	1	23,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
23000 Chef de Service	4	92,000
23000 Chimiste	1	23,000
23000 Contrôleur	3	69,000
23000 Coordonnateur	1	23,000
23000 Dessinateur	2	46,000
23000 Documentaliste	1	23,000
23000 Doucoman	3	69,000
23000 Électricien	2	46,000
23000 Employé	6	138,000
23000 Encadreur	3	69,000
23000 Epidémiologiste	1	23,000
23000 Evalueur	6	138,000
23000 Forestier	1	23,000
23000 Formateur	1	23,000
23000 Géologue	8	184,000
23000 Gestionnaire	3	69,000
23000 Graphiste	1	23,000
23000 Informaticien	13	299,000
23000 Ingénieur	8	184,000
23000 Inspecteur	81	1,863,000
23000 Inspecteur Général	1	23,000
23000 Inspecteur Junior	1	23,000
23000 Inspecteur Régional	2	46,000
23000 Opérateur	2	46,000
23000 Opérateur de Saisie	111	2,553,000
23000 Opérateur d'Ordinateur	2	46,000
23000 Pharmacien	6	138,000
23000 Planificateur	1	23,000
23000 Plombier	2	46,000
23000 Préposé	17	391,000
23000 Préposé à la Perception	6	138,000
23000 Professionnel	4	92,000
23000 Responsable	13	299,000
23000 Responsable de Sécurité	1	23,000
23000 Secrétaire de Direction	16	368,000
23000 Secrétaire Réceptionniste	4	92,000
23000 Sténo-Dactylographe	1	23,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
23000 Technicien	489	11,247,000
23000 Technicien Administratif	1	23,000
23000 Technicien en Climatisaïton	1	23,000
23000 Technicien en Informatique	17	391,000
23000 Technicien en Maintenance	5	115,000
23000 Technicien Planification	1	23,000
23000 Travailleur Social	3	69,000
23100 Aide Technicien	1	23,100
23300 Agent Parlementaire	1	23,300
23500 Agent Parlementaire	59	1,386,500
23500 Informaticien	1	23,500
23500 Ingénieur	1	23,500
23500 Maquilleur	1	23,500
23500 Technicien	13	305,500
23500 Technicien Génie Biomédical	4	94,000
240000 Membre du Conseil Électoral	5	1,200,000
240000 Président du Conseil Electoral	1	240,000
240000 Secrétaire Général	1	240,000
240000 Vice-Président	1	240,000
242400 Président	1	242,400
24900 Aide Comptable	1	24,900
24900 Forestier	1	24,900
24900 Opérateur d'Ordinateur	1	24,900
25070 Technicien	21	526,470
25500 Agent Parlementaire	28	714,000
26000 Agent Technique	1	26,000
26000 Animateur	3	78,000
26000 Bibliothécaire	2	52,000
26000 Caissier	1	26,000
26000 Chargé de Mission	1	26,000
26000 Chef de Personnel	2	52,000
26000 Chef de Plateau	1	26,000
26000 Chef de Poste	1	26,000
26000 Chef de Section	4	104,000
26000 Chef de Sécurité	1	26,000
26000 Chef de Service	1	26,000
26000 Chef d'Equipe	1	26,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

		Effectif	Masse Salariale Brute
26000	Chef des Travaux	1	26,000
26000	Consultant	1	26,000
26000	Contrôleur	1	26,000
26000	Dessinateur	1	26,000
26000	Directeur	1	26,000
26000	Dispatcher	2	52,000
26000	Électricien	2	52,000
26000	Employé	4	104,000
26000	Encadreur	2	52,000
26000	Epidémiologiste	1	26,000
26000	Fondé de Pouvoir	2	52,000
26000	Forestier	5	130,000
26000	Gestionnaire	4	104,000
26000	Informaticien	7	182,000
26000	Ingénieur	23	598,000
26000	Inspecteur	30	780,000
26000	Inspecteur de Quarantaine	2	52,000
26000	Inspecteur Régional	1	26,000
26000	Logisticien	1	26,000
26000	Opérateur	2	52,000
26000	Opérateur de Saisie	5	130,000
26000	Opérateur d'Ordinateur	1	26,000
26000	Pharmacien	11	286,000
26000	Photographe	1	26,000
26000	Planificateur	4	104,000
26000	Plombier	1	26,000
26000	Préposé	1	26,000
26000	Préposé à la Gestion Mécanique	1	26,000
26000	Présentateur	7	182,000
26000	Producteur	1	26,000
26000	Professionnel	90	2,340,000
26000	Reporter	3	78,000
26000	Responsable Administratif	1	26,000
26000	Responsable Cafétéria	1	26,000
26000	Responsable Caisse	1	26,000
26000	Responsable de Sécurité	1	26,000
26000	Responsable des Dossiers	1	26,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
26000 Responsable Magasin	1	26,000
26000 Secrétaire	67	1,742,000
26000 Secrétaire de Direction	1	26,000
26000 Secrétaire Général	5	130,000
26000 Secrétaire Réceptionniste	1	26,000
26000 Surveillant	1	26,000
26000 Technicien	480	12,480,000
26000 Technicien en Informatique	12	312,000
26000 Technicien en Maintenance	1	26,000
26000 Technicien en Santé et Production Animale	2	52,000
26000 Technicien Supérieur en Agronomie	2	52,000
26100 Ingénieur	1	26,100
26200 Technicien	1	26,200
27000 Chef de Département	1	27,000
27000 Responsable Topographie	1	27,000
27000 Secrétaire de Direction	1	27,000
27000 Technicien	4	108,000
27500 Architecte	1	27,500
27500 Caissier	1	27,500
27500 Chargé de Mission	1	27,500
27500 Coordonnateur	2	55,000
27500 Dessinateur	1	27,500
27500 Directeur	1	27,500
27500 Employé	1	27,500
27500 Encadreur	1	27,500
27500 Infographiste	2	55,000
27500 Informaticien	2	55,000
27500 Ingénieur	5	137,500
27500 Réalisateur	2	55,000
27500 Responsable	20	550,000
27500 Responsable Électrique	1	27,500
27500 Responsable Soutien	1	27,500
27500 Réviseur	2	55,000
27500 Réviseur Mécanique	2	55,000
27500 Secrétaire de Direction	2	55,000
27500 Secrétaire Général	2	55,000
27500 Statisticien	1	27,500

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

		Effectif	Masse Salariale Brute
27500	Technicien	67	1,842,500
27500	Technicien en Insertion	3	82,500
27500	Traducteur	1	27,500
27800	Technicien	1	27,800
28000	Ingénieur	1	28,000
28000	Rédacteur	1	28,000
28000	Secrétaire de Direction	1	28,000
28000	Technicien	4	112,000
28500	Chargé de Mission	1	28,500
28500	Ingénieur	7	199,500
28500	Secrétaire de Direction	1	28,500
28500	Technicien	1	28,500
29000	Aide Bibliothécaire	1	29,000
29000	Chargé	1	29,000
29000	Chef de Section	2	58,000
29000	Chef de Sécurité	1	29,000
29000	Gestionnaire	1	29,000
29000	Guide Animateur	5	145,000
29000	Informaticien	2	58,000
29000	Ingénieur	3	87,000
29000	Inspecteur Senior	34	986,000
29000	Inspecteur	14	406,000
29000	Professionnel	9	261,000
29000	Secrétaire de Direction	5	145,000
29000	Technicien	27	783,000
29000	Technicien à l'Infirmierie	1	29,000
29800	Présentateur	1	29,800
30000	Aide Bibliothécaire	1	30,000
30000	Animateur	1	30,000
30000	Avocat	2	60,000
30000	Cameraman	1	30,000
30000	Cartographe	2	60,000
30000	Chargé	5	150,000
30000	Chargé d'Accueil	1	30,000
30000	Chargé de Mission	1	30,000
30000	Chef de Bureau	1	30,000
30000	Chef de Section	3	90,000

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
AUTRES**

	Effectif	Masse Salariale Brute
30000 Chef de Sécurité	3	90,000
30000 Chef de Service	3	90,000
30000 Chef des Travaux	12	360,000
30000 Chimiste	1	30,000
30000 Chirurgien Dentiste	22	660,000
30000 Conseiller Technique	1	30,000
30000 Coordonnateur	8	240,000
30000 Dermatologue	2	60,000
30000 Directeur	5	150,000
30000 Directeur Médical	1	30,000
30000 Électricien	1	30,000
30000 Endoscopiste	1	30,000
30000 Formateur	3	90,000
30000 Gestionnaire	5	150,000
30000 Informaticien	19	570,000
30000 Ingénieur	60	1,800,000
30000 Inspecteur Senior	17	510,000
30000 Inspecteur	20	600,000
30000 Inspecteur Régional	4	120,000
30000 Pharmacien	1	30,000
30000 Planificateur	5	150,000
30000 Présentateur	2	60,000
30000 Professionnel	20	600,000
30000 Rédacteur	1	30,000
30000 Responsable	19	570,000
30000 Responsable Bureau Informatique	1	30,000
30000 Réviseur	1	30,000
30000 Secrétaire	52	1,560,000
30000 Secrétaire de Direction	318	9,540,000
30000 Sociologue	1	30,000
30000 Technicien	420	12,600,000
30000 Technicien en Gestion Maternelle	1	30,000
30000 Technicien en Insertion	1	30,000
30000 Technicien en Maintenance	1	30,000
30000 Technicien Spécialisé	1	30,000
30000 Travailleur Social	2	60,000
30000 Vérificateur	39	1,170,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
30000 Vétérinaire	1	30,000
30000 Zootechnicien	1	30,000
30080 Surveillant Général	1	30,080
30080 Technicien	8	240,640
31000 Chargé	2	62,000
31000 Chirurgien Dentiste	2	62,000
31000 Coordonnateur	1	31,000
31000 Médecin Ophtalmologue	1	31,000
31000 Médecin Pédiatre	3	93,000
31000 Technicien	4	124,000
3200 Coordonnateur	1	3,200
32000 Bibliothécaire	1	32,000
32000 Chargé de Mission	2	64,000
32000 Chef de Personnel	7	224,000
32000 Chef de Section	58	1,856,000
32000 Chef de Service	3	96,000
32000 Chef des Travaux	3	96,000
32000 Coordonnateur	5	160,000
32000 Correcteur	11	352,000
32000 Délégué	1	32,000
32000 Directeur	13	416,000
32000 Directeur Adjoint	1	32,000
32000 Directeur Médical	2	64,000
32000 Directeur Soins Infirmiers	1	32,000
32000 Dispatcher	1	32,000
32000 Employé	5	160,000
32000 Informaticien	5	160,000
32000 Ingénieur	23	736,000
32000 Inspecteur Assistant Chef de Brigade	4	128,000
32000 Inspecteur Régional	4	128,000
32000 Officier de Protocole	8	256,000
32000 Pharmacien	5	160,000
32000 Rédacteur	33	1,056,000
32000 Responsable Adjoint	1	32,000
32000 Responsable de la Correspondance	1	32,000
32000 Responsable de Sécurité	1	32,000
32000 Réviseur	1	32,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
32000 Secrétaire	2	64,000
32000 Secrétaire de Direction	2	64,000
32000 Secrétaire Exécutif	1	32,000
32000 Secrétaire Général	9	288,000
32000 Superviseur Général Adjoint	2	64,000
32000 Technicien	53	1,696,000
32000 Transcriptionneur	2	64,000
32300 Chef de Section	2	64,600
32300 Coordonnateur	3	96,900
32300 Directeur	3	96,900
32300 Gestionnaire	1	32,300
32300 Informaticien	14	452,200
32300 Ingénieur	1	32,300
32300 Secrétaire de Direction	9	290,700
32300 Technicien	3	96,900
33000 Coordonnateur	10	330,000
33000 Présentateur	1	33,000
33000 Secrétaire de Direction	3	99,000
33000 Technicien	1	33,000
34500 Avocat	2	69,000
34500 Chargé	2	69,000
34500 Chargé de Dossier	4	138,000
34500 Chargé de l'Entretien	4	138,000
34500 Chargé de Mission	3	103,500
34500 Chargé de Protocole	1	34,500
34500 Chargé de Suivi des Dossiers	1	34,500
34500 Chargé des Relations Publiques	2	69,000
34500 Chef de Brigade	5	172,500
34500 Chef de Bureau	1	34,500
34500 Chef de Personnel	6	207,000
34500 Chef de Section	563	19,423,500
34500 Chef de Sécurité	1	34,500
34500 Chef de Service	41	1,414,500
34500 Chef d'Equipe	2	69,000
34500 Chef du Personnel	1	34,500
34500 Chimiste	1	34,500
34500 Contrôleur	1	34,500

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
14500 Coordonnateur	12	414,000
14500 Directeur	19	655,500
14500 Directeur Médical	3	103,500
14500 Directeur Régional	2	69,000
14500 Directeur Soins Infirmiers	5	172,500
14500 Employé	1	34,500
14500 Epidémiologiste	1	34,500
14500 Gestionnaire	2	69,000
14500 Informaticien	9	310,500
14500 Ingénieur	5	172,500
14500 Inspecteur	44	1,518,000
14500 Inspecteur Chef de Brigade	7	241,500
14500 Inspecteur Régional	4	138,000
14500 Professionnel	1	34,500
14500 Responsable Administratif	1	34,500
14500 Responsable Caisse	1	34,500
14500 Responsable de Garage	2	69,000
14500 Responsable de Section	1	34,500
14500 Responsable de Sécurité	1	34,500
14500 Responsable Infirmerie	1	34,500
14500 Responsable Section	2	69,000
14500 Secrétaire de Direction	2	69,000
14500 Superviseur	10	345,000
14500 Superviseur Général	1	34,500
14500 Superviseur Général Adjoint	1	34,500
14500 Technicien	58	2,001,000
15000 Avocat	2	70,000
15000 Bibliothécaire	1	35,000
15000 Cameraman	1	35,000
15000 Chargé	1	35,000
15000 Chargé de Mission	2	70,000
15000 Coordonnateur	10	350,000
15000 Employé	1	35,000
15000 Gestionnaire	3	105,000
15000 Guide Animateur	1	35,000
15000 Informaticien	26	910,000
15000 Ingénieur	10	350,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
35000 Inspecteur	101	3,535,000
35000 Inspecteur Régional	1	35,000
35000 Planificateur	2	70,000
35000 Professionnel	35	1,225,000
35000 Professionnel Senior	1	35,000
35000 Responsable	4	140,000
35000 Secrétaire Comptable	1	35,000
35000 Secrétaire de Direction	31	1,085,000
35000 Sociologue	2	70,000
35000 Superviseur Technique	1	35,000
35000 Technicien	31	1,085,000
35000 Vérificateur	2	70,000
35100 Coordonnateur	1	35,100
35100 Technicien	16	561,600
36500 Coordonnateur	133	4,854,500
36500 Directeur	2	73,000
37000 Chargé de Mission	2	74,000
37000 Directeur Médical	1	37,000
37000 Informaticien	1	37,000
37000 Technicien	1	37,000
38000 Chef de Service	82	3,116,000
38000 Coordonnateur	9	342,000
38000 Inspecteur Assistant	1	38,000
38000 Responsable	3	114,000
38000 Sous-Directeur	2	76,000
38000 Technicien	3	114,000
38220 Coordonnateur	1	38,220
38220 Directeur	4	152,880
38520 Directeur	1	38,520
40000 Chargé	2	80,000
40000 Chef de Personnel	1	40,000
40000 Coordonnateur	2	80,000
40000 Directeur	2	80,000
40000 Ingénieur	1	40,000
40000 Présentateur	1	40,000
40000 Responsable Agronome	1	40,000
40000 Responsable de Bureau d'Audit	1	40,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
40000 Secrétaire de Direction	1	40,000
40000 Technicien	2	80,000
42000 Chargé de Mission	18	756,000
42000 Chef de Département	1	42,000
42000 Chef de Division	51	2,142,000
42000 Chef de Personnel	1	42,000
42000 Chef de Section	28	1,176,000
42000 Chef de Service	5	210,000
42000 Conseiller Technique	1	42,000
42000 Contrôleur	1	42,000
42000 Coordonnateur	20	840,000
42000 Directeur	13	546,000
42000 Directeur Adjoint	1	42,000
42000 Directeur Départemental	3	126,000
42000 Directeur Médical	44	1,848,000
42000 Documentaliste	1	42,000
42000 Gestionnaire	1	42,000
42000 Graphiste	1	42,000
42000 Informaticien	1	42,000
42000 Ingénieur	6	252,000
42000 Inspecteur Assistant	3	126,000
42000 Logisticien	1	42,000
42000 Opérateur	1	42,000
42000 Pharmacien	9	378,000
42000 Présentateur en Chef	1	42,000
42000 Professionnel	1	42,000
42000 Responsable	22	924,000
42000 Responsable Adjoint	2	84,000
42000 Responsable de District	1	42,000
42000 Secrétaire de Direction	2	84,000
42000 Secrétaire Général	2	84,000
42000 Sous-Directeur	14	588,000
42000 Superviseur Général Adjoint	1	42,000
42000 Superviseur Technique	1	42,000
42000 Technicien	39	1,638,000
42700 Coordonnateur	38	1,622,600
43000 Aménagiste	1	43,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
43000 Chargé d'Edition	1	43,000
43000 Consultant	1	43,000
43000 Coordonnateur	1	43,000
43000 Fiscaliste	1	43,000
43000 Gestionnaire	6	258,000
43000 Gestionnaire de Stock	1	43,000
43000 Informaticien	5	215,000
43000 Ingénieur	2	86,000
43000 Membre du Secrétariat	1	43,000
43000 Professionnel	28	1,204,000
43000 Professionnel Senior	3	129,000
43000 Responsable	5	215,000
43000 Technicien	28	1,204,000
43000 Transcripteur	1	43,000
43000 Vérificateur	1	43,000
44000 Chef de Service	2	88,000
44000 Consultant	1	44,000
44000 Coordonnateur	1	44,000
44000 Directeur	8	352,000
44000 Directeur Médical	1	44,000
44000 Sous-Directeur	28	1,232,000
45000 Chef de Personnel	1	45,000
45000 Directeur Médical	2	90,000
45000 Rédacteur	1	45,000
45000 Technicien	2	90,000
45700 Consultant	1	45,700
45700 Technicien	2	91,400
46000 Chargé de Mission	30	1,380,000
46000 Chef de Personnel	18	828,000
46000 Chef de Secrétariat	1	46,000
46000 Chef de Section	2	92,000
46000 Chef de Sécurité	1	46,000
46000 Chef de Service	899	41,354,000
46000 Chef du Personnel	1	46,000
46000 Conseiller Technique	14	644,000
46000 Consultant	1	46,000
46000 Coordonnateur	26	1,196,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
46000 Délégué	2	92,000
46000 Directeur	29	1,334,000
46000 Directeur Administratif	3	138,000
46000 Directeur Départemental	4	184,000
46000 Directeur Médical	14	644,000
46000 Directeur Régional	3	138,000
46000 Eclairagiste	1	46,000
46000 Gestionnaire	1	46,000
46000 Gestionnaire de Projet	1	46,000
46000 Informaticien	1	46,000
46000 Ingénieur	9	414,000
46000 Muséologue	1	46,000
46000 Producteur	1	46,000
46000 Professionnel	4	184,000
46000 Réalisateur	1	46,000
46000 Rédacteur	1	46,000
46000 Responsable	39	1,794,000
46000 Responsable Administratif	3	138,000
46000 Responsable Bibliothèque	1	46,000
46000 Responsable de Sécurité	1	46,000
46000 Responsable Relations Publiques	1	46,000
46000 Responsable Ressources Humaines	1	46,000
46000 Responsable Senior	1	46,000
46000 Responsable Unité Départementale	1	46,000
46000 Réviseur	3	138,000
46000 Secrétaire	1	46,000
46000 Secrétaire Exécutif	1	46,000
46000 Secrétaire Général	1	46,000
46000 Sous-Directeur	3	138,000
46000 Superviseur Général	1	46,000
46000 Technicien	69	3,174,000
46000 Vérificateur	1	46,000
47800 Conseiller Technique	1	47,800
48760 Contrôleur	1	48,760
49500 Chargé de Mission	1	49,500
51000 Avocat	1	51,000
51000 Chargé de Mission	4	204,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
51000 Conseiller Technique	1	51,000
51000 Directeur	2	102,000
51000 Fiscaliste	1	51,000
51000 Gestionnaire	6	306,000
51000 Informaticien	1	51,000
51000 Ingénieur	3	153,000
51000 Pédologue	1	51,000
51000 Professionnel	49	2,499,000
51000 Technicien	21	1,071,000
52000 Conseiller Technique	1	52,000
52800 Chargé de Mission	1	52,800
52800 Coordonnateur	2	105,600
54300 Conseiller Technique	2	108,600
55000 Chargé de Mission	35	1,925,000
55000 Chef de Service	2	110,000
55000 Conseiller Technique	14	770,000
55000 Coordonnateur	89	4,895,000
55000 Directeur	29	1,595,000
55000 Directeur Adjoint	121	6,655,000
55000 Directeur Administratif	5	275,000
55000 Directeur Départemental	27	1,485,000
55000 Directeur Médical	6	330,000
55000 Directeur Technique	1	55,000
55000 Ingénieur	11	605,000
55000 Secrétaire Général	2	110,000
55000 Sous-Directeur	8	440,000
55000 Surveillant Général	1	55,000
55000 Technicien	26	1,430,000
55000 Vice-Délégué	39	2,145,000
56000 Directeur	1	56,000
59300 Secrétaire Général	1	59,300
60000 Secrétaire Général	1	60,000
63000 Directeur	1	63,000
65700 Chargé	1	65,700
65700 Chargé de la Coordination	1	65,700
65700 Chargé de Mission	98	6,438,600
65700 Chargé des Affaires Juridiques	1	65,700

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
65700 Chef de Département	1	65,700
65700 Chef du Protocole	1	65,700
65700 Conseiller Technique	25	1,642,500
65700 Consultant	1	65,700
65700 Coordonnateur	178	11,694,600
65700 Directeur	468	30,747,600
65700 Directeur Administratif	61	4,007,700
65700 Directeur Départemental	95	6,241,500
65700 Directeur Exécutif	5	328,500
65700 Directeur Financier	2	131,400
65700 Directeur Médical	1	65,700
65700 Directeur Régional	1	65,700
65700 Directeur Ressources Humaines	2	131,400
65700 Directeur Technique	6	394,200
65700 Ingénieur	5	328,500
65700 Inspecteur Régional	1	65,700
65700 Membre Bureau	1	65,700
65700 Responsable Communication et Presse	1	65,700
65700 Responsable des Ressources Humaines	1	65,700
65700 Secrétaire Exécutif	1	65,700
65700 Secrétaire Général	1	65,700
65700 Technicien	28	1,839,600
66660 Technicien	3	199,980
70000 Coordonnateur	1	70,000
75000 Chargé de Dossier	1	75,000
75000 Coordonnateur	1	75,000
75600 Chargé de Mission	6	453,600
75600 Conseiller Technique	1	75,600
75600 Coordonnateur	4	302,400
75600 Délégué	9	680,400
75600 Directeur Exécutif	1	75,600
75600 Directeur Général Adjoint	8	604,800
75600 Secrétaire Général	3	226,800
75600 Technicien	2	151,200
78780 Chargé de Mission	5	393,900
78780 Doyen T.P.I	16	1,260,480
78780 Technicien	1	78,780

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
30000 Enseignant	1	80,000
30000 Membre du Conseil Electoral	1	80,000
34000 Directeur	1	84,000
34000 Inspecteur Général	1	84,000
34400 Chargé de Mission	7	590,800
34400 Chef du Protocole	1	84,400
34400 Coordonnateur	11	928,400
34400 Directeur	2	168,800
34400 Directeur Administratif	1	84,400
34400 Directeur Général	48	4,051,200
34400 Directeur Général Adjoint	1	84,400
34400 Secrétaire Exécutif	1	84,400
34400 Secrétaire Général	1	84,400
34400 Technicien	3	253,200
30000 Technicien	2	180,000
30900 Directeur	1	90,900
37000 Directeur Général	1	97,000
37200 Chargé de Mission	1	97,200
37200 Député	117	11,372,400
37200 Protecteur	1	97,200
37200 Secrétaire d'État	4	388,800
37200 Secrétaire Général	1	97,200
3733.33 Technicien	1	9,733
32000 Opérateur en Informatique	26	572,000
37000 Opérateur en Informatique	24	408,000
33800 Opérateur de Saisie	4	55,200
36000 Opérateur en Informatique	2	32,000
30500 Opérateur en Informatique	1	20,500
33500 Opérateur de Saisie	2	47,000
33500 Opérateur en Informatique	3	70,500
36000 Opérateur en Informatique	7	182,000
32000 Opérateur en Informatique	1	32,000
37000 Superviseur	22	374,000
33000 Directeur Adjoint	1	23,000
31000 Employé Médecin Pédiatre	1	11,000
36000 Entraîneur de Sport (Basketball, Football, Judo...)	12	312,000
33500 Inspecteur	1	23,500

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

	Effectif	Masse Salariale Brute
12000 Inspecteur	4	128,000
2100 Inspecteur	1	12,100
10900 Inspecteur	2	41,800
12000 Inspecteur	1	42,000
6000 Inspecteur	1	16,000
17500 Inspecteur	3	82,500
15700 Inspecteur Général	2	131,400
71000 Inspecteur Général	1	71,000
15000 Inspecteur Général	1	55,000
12000 Maçon	2	44,000
1000 Maçon	1	11,000
10900 Opérateur de Saisie	5	104,500
3310 Opérateur de Saisie	1	13,310
13000 Opérateur en Informatique	2	46,000
1000 Pêcheur	1	11,000
10000 Médecin Pédiatre	15	450,000
10500 Rédacteur	1	20,500
4600 Régisseur	9	131,400
3310 Régisseur	17	226,270
16000 Régisseur	1	26,000
10500 Responsable	10	205,000
7000 Responsable	39	663,000
16000 Responsable	21	546,000
13000 Responsable	1	33,000
3310 Responsable	7	93,170
14500 Responsable	84	2,898,000
15700 Responsable	5	328,500
12000 Responsable	19	608,000
14900 Responsable	1	24,900
3800 Responsable	1	13,800
3000 Responsable	1	13,000
10000 Responsable	5	200,000
11500 Responsable	3	64,500
15100 Responsable	1	35,100
7500 Responsable	2	35,000
7100 Responsable	1	17,100
15000 Responsable	4	220,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

		Effectif	Masse Salariale Brute
14600	Responsable	9	131,400
16000	Responsable	8	128,000
84400	Responsable	3	253,200
11000	Responsable	4	44,000
12100	Responsable	2	24,200
20900	Responsable	1	20,900
16800	Responsable	2	33,600
37000	Responsable	1	37,000
28000	Responsable	1	28,000
25000	Responsable	1	25,000
35000	Responsable Réseau Informatique	1	35,000
12100	Responsable Tracteurs Agricoles	1	12,100
17000	Secrétaire	86	1,462,000
16000	Secrétaire	191	3,056,000
103020	Secrétaire	1	103,020
23000	Secrétaire	596	13,708,000
16800	Secrétaire	2	33,600
20000	Secrétaire	1	20,000
20500	Secrétaire	23	471,500
23500	Secrétaire	1	23,500
28000	Secrétaire	2	56,000
24900	Secrétaire	1	24,900
13310	Secrétaire	2	26,620
27500	Secrétaire	3	82,500
14600	Secrétaire	9	131,400
11300	Secrétaire	2	22,600
13800	Secrétaire	2	27,600
17300	Secrétaire	2	34,600
20900	Secrétaire	4	83,600
33000	Secrétaire	2	66,000
22500	Secrétaire	1	22,500
28500	Secrétaire	1	28,500
37000	Secrétaire	1	37,000
20500	Secrétaire Général	1	20,500
46000	Statisticien	1	46,000
30000	Statisticien	12	360,000
17000	Statisticien	4	68,000

REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE AUTRES

		Effectif	Masse Salariale Brute
34500	Statisticien	5	172,500
13310	Statisticien	3	39,930
23000	Statisticien	7	161,000
14600	Statisticien	4	58,400
26000	Statisticien	2	52,000
16000	Statisticien	1	16,000
22000	Superviseur	3	66,000
26000	Superviseur	5	130,000
32300	Superviseur	1	32,300
42000	Superviseur	6	252,000
30000	Superviseur	7	210,000
35000	Superviseur	2	70,000
20500	Superviseur	8	164,000
23000	Superviseur	9	207,000
14900	Superviseur	2	29,800
12100	Superviseur	1	12,100
13310	Superviseur	2	26,620
22500	Superviseur	1	22,500
14600	Superviseur	6	87,600
11000	Superviseur	1	11,000
16500	Superviseur	2	33,000
20900	Superviseur	8	167,200
43000	Superviseur	1	43,000
32000	Superviseur	3	96,000
13310	Syndicaliste	8	106,480
25000	Technicien	3	75,000
26000	Technicien Administratif	1	26,000
16000	Technicien en Climatisation	2	32,000
35000	Technicien en Informatique	18	630,000
30000	Technicien en Informatique	17	510,000
34500	Technicien en Informatique	10	345,000
22000	Technicien en Informatique	15	330,000
15100	Technicien en Informatique	1	15,100
49500	Technicien en Informatique	3	148,500
43000	Technicien en Informatique	7	301,000
51000	Technicien en Informatique	1	51,000
17100	Technicien en Informatique	1	17,100

**REPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
AUTRES**

	Effectif	Masse Salariale Brute
17000 Technicien en Informatique	8	136,000
32000 Technicien en Informatique	1	32,000
20500 Technicien en Informatique	3	61,500
29000 Technicien en Informatique	1	29,000
28000 Technicien en Informatique	1	28,000
37000 Technicien en Informatique	2	74,000
25000 Technicien en Informatique	1	25,000
240000 Trésorier	1	240,000
Grand Total	17,375	503,426,791

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PAR LIEU D'AFFECTATION

	Effectif	Masse Salariale Brute
Artibonite	3,202	51,468,157
Centre	1,557	18,618,161
Grand-Anse	1,410	16,998,905
Nippes	562	7,812,695
Nord	1,659	37,987,651
Nord-Est	780	26,165,130
Nord-Ouest	1,189	30,010,620
Ouest	72,341	1,600,925,655
Sud	1,114	34,568,506
Sud-Est	1,406	57,608,260
Grand Total	85,220	1,882,163,740

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE CARRIÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PAR SEXE ET LIEU D'AFFECTATION

	Effectif	Masse Salariale Brute
F	24,691	508,792,953
Artibonite	623	10,633,537
Centre	123	1,550,980
Grand-Anse	82	992,000
Nippes	120	1,621,100
Nord	416	10,963,572
Nord-Est	141	3,399,680
Nord-Ouest	745	16,729,420
Ouest	21,381	422,384,934
Sud	548	19,611,040
Sud-Est	512	20,906,690
M	60,529	1,373,370,786
Artibonite	2,579	40,834,620
Centre	1,434	17,067,181
Grand-Anse	1,328	16,006,905
Nippes	442	6,191,595
Nord	1,243	27,024,079
Nord-Est	639	22,765,450
Nord-Ouest	444	13,281,200
Ouest	50,960	1,178,540,720
Sud	566	14,957,466
Sud-Est	894	36,701,570
Grand Total	85,220	1,882,163,740



**DETAIL DES CREDITS DE
FONCTIONNEMENT DU BUDGET
2017-2018 PAR DIRECTION ET
TITRE DE DEPENSES**

Crédits Budgétaires 2017-2018	
1111111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	25,038,402
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	36,167,940
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2,500,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1,099,300
TITRE VI-Autres dépenses publiques	39,184,996
1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	362,061,678
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	118,746,993
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	8,313,524
TITRE IV-Dépenses de Transferts	167,999,992
TITRE VI-Autres dépenses publiques	146,000,000
1111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	40,065,573
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	31,367,872
1111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,036,352
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10,785,437
1111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	54,411,940
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	20,534,104
1112111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	34,213,151
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	22,828,147
TITRE VI-Autres dépenses publiques	17,035,032
1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	516,164,288
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	180,719,604
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	27,888,148
TITRE IV-Dépenses de Transferts	538,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	362,768,635
1112117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT	
TITRE I-Dépenses de Personnel	-
1112119-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIAL	
TITRE I-Dépenses de Personnel	39,000,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	61,000,000
1112121-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	
TITRE I-Dépenses de Personnel	98,839,225
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	70,359,668
1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	32,516,013
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	39,483,987
1112123-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	98,960,460
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11,910,531
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1,124,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	210,000
1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	
TITRE I-Dépenses de Personnel	121,319,606
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	39,834,850
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3,637,431
TITRE IV-Dépenses de Transferts	500,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	49,387,794
1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	
TITRE I-Dépenses de Personnel	798,010,972
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	404,168,706
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	44,419,184
TITRE IV-Dépenses de Transferts	400,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	283,000,000

TITRE V-Service de la Dette Publique	-
1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	957,773,306
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	739,897,884
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	77,123,939
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3,011,334
TITRE VI-Autres dépenses publiques	182,655,397
TITRE V-Service de la Dette Publique	-
1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	54,500,836
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	32,114,800
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	6,920,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	28,502,348
1113111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	67,784,354
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2,562,742
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	17,660,160
TITRE IV-Dépenses de Transferts	5,306,618
TITRE VI-Autres dépenses publiques	47,491,004
1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	627,658,849
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	112,058,354
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	11,722,733
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	187,119,264
1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	94,623,180
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	35,448,584
1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	54,450,445
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	23,549,555
1113116-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD	
TITRE I-Dépenses de Personnel	8,128,880
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3,889,704
1113117-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI	
TITRE I-Dépenses de Personnel	8,693,898
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	8,128,248
1114111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	41,257,058
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9,147,431
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	7,150,455
TITRE IV-Dépenses de Transferts	700,476
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4
1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	402,492,485
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	155,404,316
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3,164,749
TITRE VI-Autres dépenses publiques	3,923,121
1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	
TITRE I-Dépenses de Personnel	19,732,653
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3,361,157
1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	48,350,616
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13,649,336
1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	
TITRE I-Dépenses de Personnel	19,217,410
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15,782,590
1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	
TITRE I-Dépenses de Personnel	7,255,598
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	484,960
1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	

TITRE I-Dépenses de Personnel	46,304,433
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13,695,568
1114120-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	
TITRE I-Dépenses de Personnel	119,730
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	4,874,687
1114121-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	
TITRE I-Dépenses de Personnel	136,464,799
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	73,550,330
1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	
TITRE I-Dépenses de Personnel	52,722,683
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11,277,317
1115111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	28,628,150
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	21,857,170
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3,800,180
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	999,964
1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	210,864,332
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	35,379,626
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	8,340,388
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	16,379,984
1115113-OFFICE DES POSTES D'HAITI	
TITRE I-Dépenses de Personnel	82,074,420
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	22,194,972
1115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	19,800,151
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	21,268,842
1115116-CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	
TITRE I-Dépenses de Personnel	47,220,750
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	62,901,305
1116111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	50,487,006
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	35,898,294
TITRE VI-Autres dépenses publiques	9,983,572
1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	371,335,346
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	46,299,106
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	13,048,844
TITRE IV-Dépenses de Transferts	5,959,552
TITRE VI-Autres dépenses publiques	62,111,791
1117111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	19,804,329
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11,401,213
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	254,979
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	3,000,000
1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	103,634,491
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	23,275,530
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	5,074,947
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	19,000,173
1117113-ECOLE HOTELIERE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,391,131
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9,999,996
1211111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	21,131,924
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6,288,168
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2,403,332
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-

TITRE VI-Autres dépenses publiques	12,749,944
1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	1,136,859,345
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	164,797,411
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	34,260,061
TITRE IV-Dépenses de Transferts	5,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	140,284,371
TITRE V-Service de la Dette Publique	10,000
1211117-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	
TITRE I-Dépenses de Personnel	42,500,008
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11,709,413
1211118-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	25,214,402
TITRE VI-Autres dépenses publiques	43,581,835
1211119-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	
TITRE I-Dépenses de Personnel	126,195,116
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	89,904,879
1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	19,416,103
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15,583,897
1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI	
TITRE I-Dépenses de Personnel	7,434,084,917
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1,589,363,305
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	31,999,999
TITRE IV-Dépenses de Transferts	35,296,452
TITRE VI-Autres dépenses publiques	280,000,000
1212111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,526,400
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12,136,361
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	3,479,448
TITRE IV-Dépenses de Transferts	0
TITRE VI-Autres dépenses publiques	1,457,527
1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	54,653,426
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10,846,838
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	7,499,944
TITRE VI-Autres dépenses publiques	0
1213111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	113,832,267
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11,162,614
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	231,348,150
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	84,936,797
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	13,278,754
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2,065,427,442
TITRE V-Service de la Dette Publique	90,000
1214111-BUREAU DU PRESIDENT	
TITRE I-Dépenses de Personnel	124,234,983
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	0
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	14,030,176
TITRE VI-Autres dépenses publiques	159,000,000
1214112- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	
TITRE I-Dépenses de Personnel	136,259,481
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	291,642,590
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	15,424,448
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2,000,054
TITRE VI-Autres dépenses publiques	86,016,384
1214113-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	
TITRE I-Dépenses de Personnel	335,474,888
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	181,127,865

TITRE IV-Dépenses de Transferts	2,159,794
TITRE VI-Autres dépenses publiques	144,000,180
1214114-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	
TITRE VI-Autres dépenses publiques	121,600,000
1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	323,518,263
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	54,192,077
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	9,291,220
TITRE VI-Autres dépenses publiques	240,000,000
1215112-ADMINISTRATION GENERALE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	145,086,210
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	223,987,562
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	26,908,992
TITRE IV-Dépenses de Transferts	50,416,632
TITRE VI-Autres dépenses publiques	512,444,474
1215113-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	
TITRE VI-Autres dépenses publiques	52,028,539
1215116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	31,000,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13,000,000
1215117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	30,700,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9,851,293
1215118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	
TITRE I-Dépenses de Personnel	43,467,336
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	19,586,629
1215119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	77,481,769
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	38,000,000
1215121-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	52,200,000
1215122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	
TITRE I-Dépenses de Personnel	27,000,010
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3,000,000
1215123-APPUI A LA FORMATION	
TITRE IV-Dépenses de Transferts	17,231,701
1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	13,977,956
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	19,892,180
1215220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	18,495,620
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9,569,743
1216111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	49,258,610
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9,529,261
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	20,844,459
TITRE IV-Dépenses de Transferts	4,999,984
TITRE VI-Autres dépenses publiques	84,000,001
1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	493,183,797
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	263,337,268
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	30,520,466
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3,500,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	403,563,002
1216115-ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	
TITRE I-Dépenses de Personnel	6,907,810
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1,186,023
1216117-SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	261,882,507
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	213,067,483
1217111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	77,826,100

TITRE II-Dépenses de Biens et Services	19,992,579
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	-
TITRE IV-Dépenses de Transferts	35,032,532
TITRE VI-Autres dépenses publiques	9,500,000
1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	112,606,156
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	22,286,140
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	26,280,522
TITRE IV-Dépenses de Transferts	9,967,468
TITRE VI-Autres dépenses publiques	165,973,488
1311111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	130,000,001
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	30,000,000
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	100,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	25,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	20,000,000
1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	9,717,853,951
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1,098,949,988
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	100,400,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	175,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	850,000,000
TITRE V-Service de la Dette Publique	13,500
1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	
TITRE I-Dépenses de Personnel	15,678,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	4,324,000
1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	262,068,010
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	57,322,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,000,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	51,509,675
1312111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	109,482,431
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	7,745,713
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	23,608,172
1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	567,446,888
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	69,334,680
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	14,772,824
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	44,837,856
1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	44,948,160
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13,716,439
1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	
TITRE I-Dépenses de Personnel	44,177,724
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	16,491,087
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	
TITRE I-Dépenses de Personnel	50,953,171
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	64,046,717
1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	22,031,544
TITRE VI-Autres dépenses publiques	22,999,992
1313111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	60,670,077
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3,789,124
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2,280,281
TITRE VI-Autres dépenses publiques	30,000,000
1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	

TITRE I-Dépenses de Personnel	4,819,806,195
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	544,695,993
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	37,718,412
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1,465,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	61,095,000
1313114-SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2,399,988
1314111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	32,521,591
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2,215,532
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1,206,120
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2,149,248
1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	82,872,757
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	26,750,223
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2,500,004
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	17,987,627
1315111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	81,668,615
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15,005,726
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	0
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1,299,992
TITRE VI-Autres dépenses publiques	36,000,000
1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	257,990,121
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	99,410,562
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	15,061,522
TITRE IV-Dépenses de Transferts	199,996
TITRE VI-Autres dépenses publiques	187,883,124
1412111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	59,851,226
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	20,212,808
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3,993,853
TITRE IV-Dépenses de Transferts	13,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	18,177,495
1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	74,378,501
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	33,552,530
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	11,863,799
TITRE IV-Dépenses de Transferts	(0)
TITRE VI-Autres dépenses publiques	155,373,894
1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS	
TITRE I-Dépenses de Personnel	37,425,068
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	18,739,672
1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	
TITRE I-Dépenses de Personnel	37,558,780
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	33,292,876
1412115-THEATRE NATIONAL	
TITRE I-Dépenses de Personnel	43,684,114
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12,000,000
1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	
TITRE I-Dépenses de Personnel	24,328,500
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	24,755,423
1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,747,820
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10,500,000
1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	41,543,052
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	20,833,369
1412119-ARCHIVES NATIONALES	

TITRE I-Dépenses de Personnel	141,551,652
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	19,232,980
1412123-ACTIVITES CULTURELLES	
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	262,263,000
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	27,512,560
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	32,051,316
1412125-BUREAU HAÏTIEN DU DROIT D'AUTEUR	
TITRE I-Dépenses de Personnel	23,083,105
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	24,951,524
1413111-BUREAU DU MINISTRE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	6,596,751
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	16,595,622
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	987,303
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	3,806,821
1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	49,799,795
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	23,507,051
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	6,906,716
TITRE VI-Autres dépenses publiques	5,000,001
1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAÏTI	
TITRE I-Dépenses de Personnel	116,856,149
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	33,972,353
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
1413114-RADIO NATIONALE D'HAÏTI	
TITRE I-Dépenses de Personnel	56,685,352
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	16,513,532
1511111-SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2,523,889,307
1511113-AUTRES INSTITUTIONS	
TITRE IV-Dépenses de Transferts	461,075,000
1511149-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	35,000,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	4,961,355,560
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2,691,692,904
1512111-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	
TITRE V-Service de la Dette Publique	1,100,000,000
1512112-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	
TITRE V-Service de la Dette Publique	2,968,340,225
1512113-AUTRES CREANCIERS INTERNES	
TITRE V-Service de la Dette Publique	2,193,916,929
1512211-DETTE MULTILATERALE	
TITRE V-Service de la Dette Publique	251,266,515
1512212-DETTE BILATERALE	
TITRE V-Service de la Dette Publique	7,207,858,955
2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	
TITRE I-Dépenses de Personnel	1,220,509,900
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	400,850,001
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	114,500,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	263,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	32,000,000
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	1,169,534,173
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	387,291,286
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3,370,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
2212112-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	66,230,558
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	53,700,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	19,590,000

TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
2212211-SECRETARIAT GENERAL	
TITRE I-Dépenses de Personnel	1,047,018,580
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	280,447,328
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	44,091,663
TITRE IV-Dépenses de Transferts	560,510,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
3211111-ADMINISTRATION GENERALE	
TITRE I-Dépenses de Personnel	134,495,021
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	31,700,001
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	8,000,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	500,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	54,362,865
3211212-COUR DE CASSATION	
TITRE I-Dépenses de Personnel	83,694,529
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	29,176,823
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	15,781,394
TITRE IV-Dépenses de Transferts	664,896
TITRE VI-Autres dépenses publiques	7,900,932
3211213-COUR D'APPEL	
TITRE I-Dépenses de Personnel	59,040,904
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	5,760,965
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	4,976,735
TITRE VI-Autres dépenses publiques	224,357
3211214-TRIBUNAUX	
TITRE I-Dépenses de Personnel	585,855,429
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	63,713,988
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	17,999,972
TITRE VI-Autres dépenses publiques	18,799,892
4111111-CONSEIL DE LA COUR	
TITRE I-Dépenses de Personnel	426,550,836
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	58,469,563
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	12,205,237
TITRE IV-Dépenses de Transferts	431,157
TITRE VI-Autres dépenses publiques	195,707,750
4211111-CONSEIL ELECTORAL	
TITRE I-Dépenses de Personnel	307,128,595
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	29,212,153
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	9,500,002
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	60,399,988
4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	
TITRE I-Dépenses de Personnel	30,499,334
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12,875,263
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	7,175,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4,450,403
4311111-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	
TITRE I-Dépenses de Personnel	1,062,817,343
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	240,182,657
4411111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,063,858
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	14,967,342
1411112-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	
TITRE I-Dépenses de Personnel	84,418,763
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	28,489,867
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	9,405,975
TITRE IV-Dépenses de Transferts	59,392,772
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4,044,712
Grand Total	85,202,800,000

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Credits Budgetaires 2017-2018
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	1,084,314,104
11111111-BUREAU DU MINISTRE	103,990,638
11111211-DIRECTION GENERALE	249,418,060
11111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	456,262,192
11111213-DIRECTION PROGRAMMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE	13,387,370
11111214-DIRECTION D'EVALUATION ET CONTROLE	10,472,060
11111215-DIRECTION DE LA COOPERATION EXTERNE	11,198,750
11111239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPES	5,163,400
11111241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	8,830,067
11111242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	5,750,067
11111243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	7,853,817
11111244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	5,360,067
11111245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	6,305,840
11111246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	7,630,067
11111247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	6,775,900
11111248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	4,609,464
11111249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	4,605,067
11111312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	71,433,445
11111411-DIRECTION GENERALE	18,862,339
11111412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	11,959,451
11111511-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO. SPATIAL	74,946,044
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	5,442,737,276
11121111-BUREAU DU MINISTRE	74,076,331
11121211-DIRECTION GENERALE	413,712,979
11121212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	438,165,899
11121213-UNITE DE PROGRAMMATION	9,077,750
11121214-DIRECTION DE LA PENSION CIVILE	21,157,790
11121215-UNITE INFORMATIQUE	10,361,572
11121216-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	5,737,881
11121217-DIRECTION DES ETUDES ECONOMIQUES/MEF	8,789,392
11121218-DIRECTION DU TRESOR	102,425,133
11121219-DIRECTION DE L'INSPECTION FISCALE	25,753,510
11121230-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	3,937,226
11121239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPES	4,647,230
11121241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	3,879,225
11121242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	4,437,476
11121243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	6,390,309
11121244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	4,221,992
11121245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	4,867,027
11121246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	5,890,450
11121247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	4,955,150
11121248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	4,918,025
11121249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	4,752,659
11121311-F.A.E.S.	100,000,000
11121311-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	169,198,893
11121211-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	72,000,000
11122111-DIRECTION GENERALE/HSI	52,942,810
11122112-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	30,512,906
11122113-DIRECTION DES ETUDES ECONOMIQUES/HSI	9,313,850
11122114-DIRECTION DE LA PRODUCTION DES STATISTIQUES	4,403,100
11122115-DIRECTION DES ETUDES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES	7,392,443
11122133-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1,287,100
11122135-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	1,606,201
11122136-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	1,608,200
11122137-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	1,531,180
11122138-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	1,606,201
11122141-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	109,102,116
11122142-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	78,064,799
11122143-DIRECTION CONTROLE BUDGETAIRE	16,014,190
11122144-DIRECTION DE LA PROGRAMMATION BUDGETAIRE	8,015,529
11122145-DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE	3,483,047
11122151-DIRECTION GENERALE	989,485,488
11122152-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	234,411,383
11122153-DIRECTION DE LA PERCEPTION	83,265,710
11122154-DIRECTION DE LA VERIFICATION	9,653,219
11122155-DIRECTION DES OPERATIONS	89,716,548
11122156-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	8,377,064

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2017-2018
111221517-DIRECTION DE L'ENREG. ET CONTRIB. FONCIERE	17,723,203
111221518-DIRECTION DU DOMAINE	6,975,712
111221519-DIRECTION TECHNIQUE	945,317
111221539-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPES	5,649,900
111221540-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	352,616
111221541-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	2,332,503
111221542-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	10,789,400
111221543-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	12,757,790
111221544-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	6,215,472
111221545-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	14,167,167
111221546-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	16,539,100
111221547-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	7,883,750
111221548-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	7,785,350
111221549-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	4,972,210
111221611-DIRECTION GENERALE DES DOUANES	740,139,994
111221612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	629,938,119
111221614-UNITE D'ETUDE ET DE PROGRAMMATION	4,179,500
111221615-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	7,661,850
111221616-DIRECTION DES STATISTIQUES	9,424,680
111221617-DIRECTION DE L'INSPECTION	10,786,000
111221618-DIRECTION DE SURVEILLANCE	68,038,610
111221619-DIRECTION DE L'INFORMATION	35,508,162
111221620-SECRETARIAT GENERAL	10,082,750
111221621-DIRECTION DE REGLEMENTATION	5,881,620
111221622-DIRECTION DU CONTROLE	27,107,103
111221623-DIRECTION DES RESS. HUMAINES	11,366,400
111221630-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	13,185,335
111221639-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPES	20,150,350
111221641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	257,554,192
111221642-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	6,071,900
111221643-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	28,745,591
111221644-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	11,728,601
111221645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	29,134,120
111221646-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	9,338,200
111221647-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	12,765,433
111221648-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	3,723,000
111221649-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	7,954,350
111222511-DIRECTION GENERALE	19,639,451
111222512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	77,428,666
111222513-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	2,933,448
111222514-UNITE DE CONSEIL ET D'AUDIT	1,799,597
111222515-DIRECTION DE CONTROLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	13,809,962
111222516-DIRECTION DE SURVEILLANCE DES CAPITAUX PUBLICS	6,426,860
111211711-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT	-
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	1,318,276,573
111311111-BUREAU DU MINISTRE/MARNDR	139,804,879
111311211-DIRECTION GENERALE	462,723,525
111311212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MARNDR	180,930,893
111311213-DIRECTION DE LA PRODUCTION VEGETALE	8,782,293
111311214-DIRECTION DE LA PRODUCTION ANIMALE	15,948,126
111311215-DIRECTION DES RESSOURCES NATURELLES	15,168,609
111311216-DIRECTION DE FORMATION ET RECHERCHES	18,319,563
111311217-DIRECTION DE LA PECHE ET AQUACULTURE	1,880,897
111311239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPES	4,099,995
111311240-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	194,924,559
111311241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	92,000
111311242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	4,035,788
111311243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	4,802,357
111311244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	6,109,088
111311245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	6,947,369
111311246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	6,423,657
111311247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	4,066,777
111311248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	2,863,474
111311249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	3,440,230
111311312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	130,071,764
111311411-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	8,306,101
111311412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	27,917,084

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Credits Budgétaires 2017-2018
111311413-DIRECTION TECHNIQUE	9,836,812
111311414-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	945,100
111311439-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	3,925,680
111311441-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	4,674,352
111311443-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	3,958,875
111311444-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	4,471,798
111311445-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	11,522,398
111311449-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	2,381,800
111311611-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD	12,018,584
111311711-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI	16,822,146
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1,088,083,962
111411111-BUREAU DU MINISTRE	58,255,413
111411211-DIRECTION GENERALE	101,068,087
111411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	104,850,362
111411213-COORDINATION DES UNITES TECHNIQUES	13,485,176
111411214-CONTROLE FINANCIER	4,002,100
111411216-DIRECTION DES COMMUNICATIONS	5,418,309
111411217-DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS	129,085,412
111411218-DIRECTION DES TRANSPORTS	28,531,195
111411219-SERVICE DE SIGNALISATION ROUTIERE	5,570,101
111411239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	11,154,267
111411240-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	17,931,325
111411241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	25,485,169
111411242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	15,704,665
111411243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	16,438,480
111411244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	14,240,287
111411245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	18,535,601
111411246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	15,613,463
111411247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	10,905,500
111411248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	13,742,221
111411249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	11,242,742
111411511-DIRECTION GENERALE	6,880,741
111411512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	9,506,862
111411513-DIRECTION D'EXPLOITATION	6,706,206
111411611-DIRECTION GENERALE	35,798,828
111411612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	17,357,330
111411613-DIRECTION TECHNIQUE	2,345,500
111411614-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	642,000
111411641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	3,489,562
111411645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	2,386,732
111411711-DIRECTION GENERALE/SEMANAH	34,736,230
111411712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	263,771
111411811-DIRECTION GENERALE/CONATEL	6,352,222
111411812-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	1,388,336
111411911-DIRECTION GENERALE	15,465,769
111411912-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	26,808,954
111411913-DIRECTION DE LA GEOLOGIE ET DES MINES	12,165,313
111411914-DIRECTION DE L'ENERGIE	4,735,805
111411943-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	824,160
111412013-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	4,994,417
111412111-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	230,015,129
111412211-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	52,722,683
111412212-DIRECTION ADMINISTRATIVE	11,277,317
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	561,710,435
111511111-BUREAU DU MINISTRE	55,285,665
111511211-DIRECTION GENERALE	128,002,666
111511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	54,943,393
111511213-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	7,034,301
111511214-DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PROGRAMMATION	5,817,807
111511215-DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR	12,891,954
111511216-DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR	9,579,742
111511217-DIRECTION CONTROLE QUALITE ET PROTEC. CONSOMMATEUR	10,685,115
111511218-DIRECTION DE L'ENTREPRENEUR ET DU DEV. INDUSTRIEL	15,355,566
111511219-DIRECTION CONTROLE ET REGLEMENTATION INDUSTRIELLE	6,653,788
111511311-OFFICE DES POSTES	82,074,420
111511312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/OFFICE DES POSTES	22,194,972
111511511-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	41,068,993

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Credits budgétaires 2017-2018
111511611-DIRECTION GENERALE	110,122,055
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	595,121,511
111611111-BUREAU DU MINISTRE/MDE	96,366,872
111611211-DIRECTION GENERALE	259,440,335
111611212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MDE	174,394,291
111611213-DIRECTION PROMOTION DES RESS PR L'ENVIR. ET DEV.	7,745,400
111611214-DIRECTION CADRE DE VIE ET ASSAINISSEMENT	8,418,001
111611215-DIRECTION BIODIVERSITE ET CONTROLE DE L'EROSION	4,332,349
111611216-DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DE SUIVI	5,342,852
111611217-DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU	9,409,200
111611218-DIRECTION DE L'INSPECTION GENERALE DE L'ENV.	11,961,400
111611239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	1,393,502
111611241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	3,606,100
111611242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	1,372,835
111611243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1,639,535
111611244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	1,325,201
111611245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	1,086,051
111611246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	2,085,386
111611247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	2,090,350
111611248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	2,112,066
111611249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	1,039,795
1117-MINISTERE DU TOURISME	218,836,791
111711111-BUREAU DU MINISTRE/TOURISME	36,460,321
111711211-DIRECTION GENERALE	61,621,742
111711212-DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE/MT	62,815,934
111711213-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	2,825,886
111711214-DIRECTION DES INVESTISSEMENTS	3,214,997
111711215-DIRECTION DE LA FORMATION	5,345,432
111711216-DIRECTION DE LA COMMUNICATION	4,568,980
111711242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	4,556,322
111711243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	4,568,372
111711246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	2,467,678
111711311-ECOLE HOTELIERE	30,391,127
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	11,218,634,903
121111111-BUREAU DU MINISTRE/MJSP	42,573,389
121111211-DIRECTION GENERALE	276,183,928
121111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MJSP	1,109,100,180
121111213-DIRECTION DES AFFAIRES JUDICIAIRES	20,301,430
121111214-DIRECTION DE COMMUNICATION	10,940,061
121111215-OFFICES D'ETAT CIVIL	68,685,588
121111711-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	54,209,421
121111811-SECRETAIRERIE DE LA POLICE ET SECURITE PUBLIQUE	68,796,257
121111911-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	166,099,995
121112111-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	35,000,000
121121611-DIRECTION GENERALE/PNH	4,959,153,855
121121612-INSPECTION GENERALE DE LA PNH	309,008,062
121121613-DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE	119,035,799
121121614-DIRECTION CENTRALE DE L'ADM ET DES SERV. GENERAUX/PNH	807,290,501
121121615-DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE ADMINISTRATIVE	943,563,638
121121617-DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PENITENCIAIRE	810,841,199
121121639-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	34,623,500
121121641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	721,711,732
121121642-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	65,830,849
121121643-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	104,082,500
121121644-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	46,682,408
121121645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	110,104,698
121121646-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	66,793,550
121121647-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	60,055,184
121121648-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	65,268,349
121121649-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	46,698,751
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	109,999,944
121211111-BUREAU DU MINISTRE	37,799,735
121211211-DIRECTION GENERALE	34,286,562
121211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	30,413,445
121211213-DIRECTION PROMOTION DEV. RELATION INTERHAITIENNES	3,355,401
121211215-DIRECTION DES TECHNOLOGIES DE L'INF ET DE LA COMM.	2,736,301
121211216-DIRECTION ECONOMIQUE ET JURIDIQUES	1,408,500

DÉTAIL DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR DIRECTION ET TITRE DE DÉPENSES

	Crédits Budgétaires 2017-2018
1213-MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	2,520,076,023
12131111-BUREAU DU MINISTRE	124,994,880
12131121-DIRECTION GÉNÉRALE	409,076,569
12131122-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	940,649,154
12131123-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	8,321,250
12131124-DIRECTION DES ARCHIVES ET DE LA DOCUMENTATION	8,125,000
12131125-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES	10,065,250
12131126-DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES	4,722,250
12131127-DIRECTION DES AFF. ÉCONOMIQUES ET COOPÉRATION	4,286,425
12131128-DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES	4,538,344
12131129-DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES	4,381,550
12131120-DIRECTION DU PROTOCOLE	10,207,712
12131121-MISSIONS DIPLOMATIQUES	992,807,638
1214-LA PRÉSIDENTE	1,613,170,855
12141111-BUREAU DU PRÉSIDENT	297,265,160
12141122-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	531,342,957
12141131-SERVICE DE SÉCURITÉ DU PALAIS NATIONAL	662,962,738
12141141-DOTATION POUR COMPTE SPÉCIAL DU PRÉSIDENT	121,600,000
1215-PRIMAIRE	2,062,328,187
12151111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	627,001,561
12151121-DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES	19,662,523
12151122-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	794,678,883
12151120-BUREAU DU MINISTRE CHARGÉ DE LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE	20,000,000
12151121-BUREAU DU MINISTRE CHARGÉ DE LA PROMOTION DE LA PAYSANNERIE	20,000,000
12151122-BUREAU DU MINISTRE CHARGÉ DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE EXTREME	20,000,000
12151123-BUREAU DU MINISTRE CHARGÉ DU RENFORCEMENT DES PARTIS POLITIQUES	20,000,000
12151124-UNITÉ DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET DES BATIMENTS PUBLICS UCLBP	13,219,598
12151125-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE CIAT	10,000,000
12151126-HELP-HOPE	3,035,621
12151127-CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL CDÉS	12,537,184
12151128-OFFICE DE MANAGEMENT ET DES RESSOURCES HUMAINES OMRH	5,710,061
12151129-BUREAU DU MINISTRE CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	20,000,000
12151131-DOTATION POUR COMPTE SPÉCIAL DU PREMIER MINISTRE	52,028,539
12151161-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	44,000,000
12151171-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	40,551,293
12151181-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	63,053,965
12151191-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHÉ	115,481,769
12151211-CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA POLICE	52,200,000
12151221-BUREAU DE COORD. SUIV. DES ACC. C/2	30,000,010
12151231-APPLI A LA FORMATION	17,231,701
12152141-DIRECTION DU CENTRE/CEFOPAFOP	13,731,103
12152142-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/CEFOPAFOP	19,139,014
12152143-DIRECTION TECHNIQUE	1,000,000
12152201-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DÉMOBILISÉS	28,065,363
1216-MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	1,845,830,671
12161111-BUREAU DU MINISTRE	168,632,314
12161121-DIRECTION GÉNÉRALE	132,673,922
12161122-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MICT	547,466,455
12161123-DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE/MICT	15,346,251
12161124-DIRECTION DE L'IMMIGRATION ET DE L'ÉMMIGRATION	271,715,095
12161125-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES	9,107,453
12161126-DIRECTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	208,399,943
12161127-DIRECTION D'ÉTUDES DE PLANIFICATION ET DE SUIVI	8,395,415
12161151-ORGANISATION DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	8,093,833
12161171-SMCRS	474,999,990
1217-MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	479,464,985
12171111-BUREAU DU MINISTRE	142,351,211
12171121-DIRECTION GÉNÉRALE	65,663,842
12171122-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	271,449,932
1311-MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	12,558,217,124
13111111-BUREAU DU MINISTRE	205,100,000
13111121-DIRECTION GÉNÉRALE	6,069,664,557
13111122-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	1,988,125,431
13111123-DIRECTION DU PERSONNEL	61,091,799
13111124-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	21,388,430
13111125-DIRECTION DU GÉNIE SCOLAIRE	25,036,413
13111126-DIRECTION APPLI ET PATENARIAT	15,177,311

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2017-2018
131111217-DIRECTION DU CURRICULUM DE LA QUALITE	16,132,289
131111218-DIR. ENSEIGNEMENT SUP. & RECHER. SCIENTIFIQUES	37,864,621
131111219-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	37,329,797
131111220-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	26,411,941
131111221-DIRECTION FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DES CADRES	38,630,497
131111239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPES	105,960,685
131111241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	748,000,986
131111242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	163,820,098
131111243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	302,132,256
131111244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	117,377,112
131111245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	342,670,541
131111246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	204,014,865
131111247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	118,005,449
131111248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	1,387,768,908
131111249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	115,611,452
131111511-SECRETARIAT PERMANENT	6,296,078
131111512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/UNESCO	11,702,473
131111513-DIRECTION TECHNIQUE	2,001,499
131111711-DIRECTION GENERALE/INFP	133,885,805
131111712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/INFP	12,999,854
131111713-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	3,805,514
131111714-DIRECTION FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE	13,826,054
131111715-ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	29,747,906
131111716-ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	42,803,950
131111717-ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL FILLE	9,877,793
131111718-CENTRE PROFESSIONNELS AFFILIES	17,820,122
131111743-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1,186,803
131111746-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	53,436,171
131111811-DIRECTION GENERALE	71,509,675
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1,117,593,398
131211111-BUREAU DU MINISTRE	141,836,316
131211211-DIRECTION GENERALE	293,527,203
131211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	252,676,288
131211213-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	7,596,741
131211214-DIRECTION DU TRAVAIL	17,179,567
131211215-DIRECTION DE LA MAIN D'OEUVRE	14,698,434
131211216-DIRECTION DE L'ASSISTANCE SOCIALE	14,181,984
131211217-OFFICE NATIONAL D'ARTISANAT	15,368,429
131211230-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	81,163,602
131211311-DIRECTION GENERALE	15,541,234
131211312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/IBESRH	34,243,551
131211313-DIRECTION DU SERVICE SOCIAL	4,181,800
131211314-DIRECTION DE DEFENSE SOCIALE	2,983,799
131211315-COORDINATION DES CENTRES DETACHES	1,714,215
131211411-DIRECTION GENERALE/EPPLS	15,728,961
131211412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/EPPLS	32,783,723
131211413-DIRECTION TECHNIQUE	7,894,627
131211414-DIRECTION PLANIFICATION	4,261,500
131211511-DIRECTION GENERALE	110,565,487
131211512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/DNM	4,434,391
131211711-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES	45,031,536
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	5,063,920,069
131311111-BUREAU DU MINISTRE	96,739,482
131311211-DIRECTION GENERALE	2,338,252,876
131311212-HOPITAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	579,605,679
131311213-SANATORIUM DE PORT-AU-PRINCE	10,182,750
131311214-CENTRE DE PSYCHIATRIE MARS ET KLYNE	520,002
131311215-CRACE CHILDREN'S HOSPITAL	620,002
131311216-MATERNITE ESAE JEANTY	13,602,023
131311217-DIRECTION DE L'HYGIENE PUBLIQUE	8,591,401
131311218-BUREAU ONCOLOGIE NATIONAL	8,924,542
131311219-DIRECTION D'EDUCATION SANITAIRE ET D'ENTRAINEMENT	2,336,400
131311220-DIRECTION DE PHARMACIE ET DE MEDECINE TRADITIONNELLE	275,757,537
131311221-UNITE DE COORD. DES MALADIES INF. ET TRANM.	29,233,285
131311222-UNITE DE COORD. NATIONALE DU PROGR. DE VACCINATION	44,837,766
131311223-UNITE DE COORD. NATIONALE DU PROGR. DE NUTRITION	440,413,501
131311224-DIRECTION DE LA SANTE FAMILIALE	22,037,218

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2017-2018
131311225-DIRECTION DE PROMOTION DE LA SANTE ET DE L'ENV.	8,451,980
131311226-UNITE DE COORD. DE LA SECURITE DES HOPITAUX	2,789,974
131311227-DIRECTION TECHNIQUE	1,645,400
131311228-DIRECTION TECHNIQUE	1,040,002
131311229-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	340,200
131311230-DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET D'EVALUATION	16,690,268
131311232-DIRECTION GENERALE D'ASSISTANCE PUBLIQUE	959,800
131311233-DIRECTION DES PROGRAMMES PRIORITAIRES	1,231,200
131311234-DIRECTION DE POPULATION ET DU DEVELOPPEMENT HUMAIN	880,003
131311235-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	840,000
131311236-DIRECTION DES SOINS INFIRMIERS	740,003
131311237-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	1,540,002
131311238-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	2,631,000
131311239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPES	8,189,913
131311241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	433,545,909
131311242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	63,197,273
131311243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	142,664,436
131311244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	49,262,000
131311245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	125,534,430
131311246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	113,272,479
131311247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	52,884,500
131311248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	105,794,366
131311249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	55,740,500
131311411-SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PUBLICS ET PRIVES	959,999
131311412-SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PUBLICS ET PRIVES	1,439,989
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	168,293,101
131411111-BUREAU DU MINISTRE/MCFDF	38,092,491
131411211-DIRECTION GENERALE/MCFDF	53,175,458
131411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MCFDF	41,301,501
131411213-DIRECTION D'ORIENTATION ET D'INTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE	18,841,800
131411214-DIRECTION PROMOTION ET DEFENSE DES DROIT DE LA FEMME	8,873,550
131411215-DIRECTION DU GENDER MAINSTREAMING	7,918,301
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	694,519,658
131511111-BUREAU DU MINISTRE	133,974,333
131511211-DIRECTION GENERALE	325,410,950
131511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	104,729,427
131511213-DIRECTION JEUNESSE	14,022,777
131511214-DIRECTION DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	34,563,538
131511215-DIRECTION DE L'ACTION CIVIQUE	65,156,086
131511239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPES	885,450
131511241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	6,938,712
131511242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	1,539,148
131511243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1,590,550
131511244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	874,998
131511245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	1,278,798
131511246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	924,996
131511247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	624,996
131511248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	1,053,998
131511249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	950,000
1411-MINISTERE DES CULTES	185,752,089
141111211-DIRECTION GENERALE	77,051,299
141111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MCULTES	85,473,479
141111213-DIRECTION DE L'INSPECTION	13,227,315
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	1,246,456,927
141211111-BUREAU DU MINISTRE/CULTURE	115,235,383
141211211-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	148,308,767
141211212-DIRECTION TECHNIQUE	102,392,634
141211214-DIRECTION DE PLANIFICATION ET DE CONTROLE	1,851,904
141211215-DIRECTION TECHNIQUE	2,411,060
141211217-DIRECTION TECHNIQUE	2,959,307
141211218-DIRECTION TECHNIQUE	4,300,953
141211220-DIRECTION TECHNIQUE	3,863,215
141211242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	3,309,270
141211243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	5,770,635
141211311-DIRECTION GENERALE/ENARTS	19,559,110
141211312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/ENARTS	36,605,630
141211411-DIRECTION GENERALE/SPAN	21,250,782

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Credits Budgetaires 2017-2018
141211412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/SPAN	5,357,945
141211413-DIRECTION TECHNIQUE	3,446,085
141211443-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	40,796,844
141211511-DIRECTION GENERALE/THEATRE	17,492,532
141211512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/THEATRE	21,997,400
141211513-DIRECTION TECHNIQUE/THEATRE	16,194,182
141211611-DIRECTION GENERALE	2,319,054
141211612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	46,764,869
141211711-DIRECTION GENERALE	8,705,549
141211712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	21,986,071
141211713-DIRECTION TECHNIQUE	556,200
141211811-DIRECTION GENERALE	62,141,622
141211812-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	232,798
141211911-DIRECTION GENERALE/ARCHIVES	47,341,106
141211912-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/ARCHIVES	47,243,151
141211913-DIRECTION TECHNIQUE/ARCHIVES	66,200,383
141212311-DIRECTION GENERALE/ACTIVITES CULTURELLES	262,261,000
141212411-DIRECTION GENERALE	59,563,876
141212511-DIRECTION GENERALE	48,034,629
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	337,227,445
141311111-BUREAU DU MINISTRE	27,986,498
141311211-DIRECTION GENERALE COM	38,125,620
141311212-DIRECTION ADMINISTRATIVE COM	47,087,943
141311311-DIRECTION GENERALE/TNH	33,860,300
141311312-DIRECTION DE LA COMMUNICATION	82,406,190
141311314-DIRECTION DE L'INFORMATION	2,340,911
141311315-DIRECTION PROGRAMMATION ET DE LA PRODUCTION	3,855,290
141311316-DIRECTION TECHNIQUE	4,664,950
141311317-DIRECTION EDUCATIVE ET CULTURELLE	23,700,860
141311411-DIRECTION GENERALE/RNH	73,198,884
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	10,673,012,571
151111111-AQUISITION DE VEHICULES	2,443,389,107
151111112-AUTRES (MONTANT NON AFFECTE) 919	300,000
151111113-AUTRES SUBVENTIONS	200,000
151111114-INSTITUTIONS INTERNATIONALES (CONTRIBUTION)	80,000,000
151111315-INDENNITES HAUTS FONCTIONNAIRES	461,075,000
151114911-PROGRAMME D'APPLI A LA RELANCE ECONOMIQUE	7,688,048,464
1512-DETTE PUBLIQUE	13,721,382,623
151211111-INST. FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIES (INTERET)	1,100,000,000
151211211-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES (INTERET)	2,968,340,225
151211311-AUTRES CREANCIERS INTERNES (INTERET)	2,193,916,929
151221111-BID (INTERET)	251,266,495
151221113-OPEC (INTERET)	20
151221211-ARGENTINE (INTERET)	7,207,858,955
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	2,030,859,901
221111111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	2,030,859,901
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	3,631,783,588
221211111-ASSEMBLEE DES DEPUTES	1,560,195,460
221211211-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	139,520,558
221221111-SECRETARIAT GENERAL	64,588,706
221221112-ARCHIVES DOCUMENT, ET RECHERCHE	221,435,504
221221113-ADMINISTRATION ET GESTION	589,036,180
221221114-ASSEMBLEE	118,053,850
221221115-STANCES	35,835,656
221221116-SERVICE DU PERSONNEL	40,689,480
221221117-BUREAU DES DEPUTES	862,428,194
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	1,122,648,803
321111111-ADMINISTRATION GENERALE	229,057,887
321112111-BUREAU DES Juges	47,444,852
321121212-PERSONNEL ADMINISTRATIF ET DE SUPPORT	89,773,923
321121311-COUR D'APPEL DE PORT-AU-PRINCE	70,002,961
321121411-TRIBUNAL CIVIL	273,761,655
321121412-TRIBUNAUX DE PAIX	406,118,796
321121413-TRIBUNAL SPECIAL DU TRAVAIL	6,488,930
4111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	693,364,544
411111111-DIRECTION DU CONTROLE DES COMPTES	105,885,539
411111112-DIRECTION DE L'APUREMENT DES COMPTES	395,495,218

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2017-2018
411111113-COORDINATION DES DIRECTIONS	59,797,683
411111114-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	45,163,857
411111130-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	3,624,500
411111140-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	19,359,213
411111141-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	4,815,601
411111142-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	6,004,561
411111143-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	6,549,001
411111145-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	4,773,001
411111146-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	4,543,201
411111147-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	30,174,685
411111148-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	5,178,483
4211-CONSEIL ELECTORAL	406,240,738
421111111-BUREAU CENTRAL/CEP	406,240,738
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	55,000,000
421211211-BUREAU DU PROTECTEUR	11,073,490
421211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	32,576,411
421211213-DIRECTION TECHNIQUE	11,350,099
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,303,000,000
431111111-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/UEH	1,303,000,000
4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	35,031,200
441111111-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	35,031,200
Grand Total	85,202,800,000

**DETAILS DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES**

	Crédits Budgétaires 2017-2018
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	1,084,314,104
1111111-BUREAU DU MINISTRE	103,990,638
TITRE I-Dépenses de Personnel	25,038,402
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	36,167,940
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2,500,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1,099,300
TITRE VI-Autres dépenses publiques	39,184,996
1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	803,122,188
TITRE I-Dépenses de Personnel	362,061,678
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	118,746,993
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	8,313,524
TITRE IV-Dépenses de Transferts	167,999,992
TITRE VI-Autres dépenses publiques	146,000,000
1111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	71,433,445
TITRE I-Dépenses de Personnel	40,065,573
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	31,367,872
1111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	30,821,789
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,036,352
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10,785,437
1111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	74,946,044
TITRE I-Dépenses de Personnel	54,411,940
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	20,534,104
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	5,442,737,276
1112111-BUREAU DU MINISTRE	74,076,331
TITRE I-Dépenses de Personnel	34,213,151
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	22,829,147
TITRE VI-Autres dépenses publiques	17,035,032
1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,088,078,674
TITRE I-Dépenses de Personnel	516,164,288
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	180,719,604
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	27,888,148
TITRE IV-Dépenses de Transferts	538,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	362,768,635
1112119-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIAL	100,000,000
TITRE I-Dépenses de Personnel	39,000,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	61,000,000
1112121-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	169,198,893
TITRE I-Dépenses de Personnel	98,839,225
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	70,359,668
1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	72,000,000
TITRE I-Dépenses de Personnel	32,516,013
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	39,483,987
1112123-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	112,204,991
TITRE I-Dépenses de Personnel	98,960,460
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11,910,531
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1,124,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	210,000
1112124-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	214,679,681
TITRE I-Dépenses de Personnel	121,319,606
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	39,834,850
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1,637,431
TITRE IV-Dépenses de Transferts	500,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	49,387,794
1112125-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	1,529,998,862
TITRE I-Dépenses de Personnel	798,010,972
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	404,168,706
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	44,419,184
TITRE IV-Dépenses de Transferts	400,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	283,000,000

**DETAILS DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES**

	Crédits Budgétaires 2017-2018
TITRE V-Service de la Dette Publique	-
1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1,960,461,859
TITRE I-Dépenses de Personnel	957,773,306
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	739,897,884
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	77,123,839
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3,011,334
TITRE VI-Autres dépenses publiques	182,655,397
TITRE V-Service de la Dette Publique	-
1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	122,037,985
TITRE I-Dépenses de Personnel	54,500,836
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	32,114,800
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	6,920,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	28,502,348
1112117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT	-
TITRE I-Dépenses de Personnel	-
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	1,318,276,573
1113111-BUREAU DU MINISTRE	139,804,879
TITRE I-Dépenses de Personnel	67,784,354
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1,562,742
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	17,660,160
TITRE IV-Dépenses de Transferts	5,306,618
TITRE VI-Autres dépenses publiques	47,491,004
1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	941,559,200
TITRE I-Dépenses de Personnel	627,658,849
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	112,058,354
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	11,722,733
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	187,119,264
1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	130,071,764
TITRE I-Dépenses de Personnel	94,623,180
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	35,448,584
1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	78,000,000
TITRE I-Dépenses de Personnel	54,450,445
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	23,549,555
1113116-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD	12,018,584
TITRE I-Dépenses de Personnel	8,128,880
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3,889,704
1113117-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI	16,822,146
TITRE I-Dépenses de Personnel	8,693,898
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	8,128,248
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1,088,083,962
1114111-BUREAU DU MINISTRE	58,255,423
TITRE I-Dépenses de Personnel	41,257,058
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9,147,431
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	7,150,455
TITRE IV-Dépenses de Transferts	700,476
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4
1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	562,984,671
TITRE I-Dépenses de Personnel	402,492,485
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	155,404,316
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	3,164,749
TITRE VI-Autres dépenses publiques	1,923,121
1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	23,093,810
TITRE I-Dépenses de Personnel	19,732,653
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3,361,157
1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	61,999,952
TITRE I-Dépenses de Personnel	48,350,616
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13,649,336
1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	35,000,000

**DETAILS DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES**

	Crédits Budgétaires 2017-2018
TITRE I-Dépenses de Personnel	19,217,410
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15,782,590
1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	7,740,558
TITRE I-Dépenses de Personnel	7,255,598
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	484,960
1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	60,000,001
TITRE I-Dépenses de Personnel	46,304,433
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13,695,568
1114120-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	4,994,417
TITRE I-Dépenses de Personnel	119,730
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	4,874,687
1114121-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	210,015,129
TITRE I-Dépenses de Personnel	136,464,799
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	73,550,330
1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	64,000,000
TITRE I-Dépenses de Personnel	52,722,683
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11,277,317
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	561,710,435
1115111-BUREAU DU MINISTRE	55,285,665
TITRE I-Dépenses de Personnel	28,628,150
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	21,857,370
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	3,800,180
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	999,964
1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	250,964,331
TITRE I-Dépenses de Personnel	210,864,332
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15,379,626
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	8,340,388
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	16,379,984
1115113-OFFICE DES POSTES D'HAITI	104,269,392
TITRE I-Dépenses de Personnel	82,074,420
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	22,194,972
1115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	41,068,993
TITRE I-Dépenses de Personnel	19,800,151
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	21,268,842
1115116-CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	110,122,055
TITRE I-Dépenses de Personnel	47,220,750
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	62,901,305
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	595,121,511
1116111-BUREAU DU MINISTRE	96,366,872
TITRE I-Dépenses de Personnel	50,487,006
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	35,896,294
TITRE VI-Autres dépenses publiques	9,983,572
1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	498,754,639
TITRE I-Dépenses de Personnel	371,335,146
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	46,299,106
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	13,048,844
TITRE IV-Dépenses de Transferts	5,959,552
TITRE VI-Autres dépenses publiques	62,111,791
1117-MINISTERE DU TOURISME	218,836,791
1117111-BUREAU DU MINISTRE	36,460,521
TITRE I-Dépenses de Personnel	19,804,329
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13,401,213
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	254,979
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	3,000,000
1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	151,985,142
TITRE I-Dépenses de Personnel	103,634,491
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	23,275,530

**DETAILS DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES**

	Crédits Budgétaires 2017-2018
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	5,074,947
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	19,000,173
1117113-ECOLE HOTELIERE	30,391,127
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,391,131
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9,999,996
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	11,218,634,903
1211111-BUREAU DU MINISTRE	42,573,369
TITRE I-Dépenses de Personnel	21,131,924
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6,288,168
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2,403,332
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	12,749,944
1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,481,211,188
TITRE I-Dépenses de Personnel	1,136,859,345
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	164,797,411
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	34,260,061
TITRE IV-Dépenses de Transferts	5,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	140,284,371
TITRE V-Service de la Dette Publique	10,000
1211117-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	54,209,421
TITRE I-Dépenses de Personnel	42,500,008
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11,709,413
1211118-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	68,796,257
TITRE I-Dépenses de Personnel	25,214,402
TITRE VI-Autres dépenses publiques	43,581,855
1211119-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	166,099,995
TITRE I-Dépenses de Personnel	126,195,116
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	39,904,879
1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	35,000,000
TITRE I-Dépenses de Personnel	19,416,103
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15,583,897
1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI	9,370,744,673
TITRE I-Dépenses de Personnel	7,434,084,917
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1,589,363,305
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	31,999,999
TITRE IV-Dépenses de Transferts	35,296,452
TITRE VI-Autres dépenses publiques	280,000,000
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	109,999,944
1212111-BUREAU DU MINISTRE	37,799,735
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,526,400
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12,336,361
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3,479,448
TITRE IV-Dépenses de Transferts	0
TITRE VI-Autres dépenses publiques	1,457,527
1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	72,200,209
TITRE I-Dépenses de Personnel	54,653,426
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10,046,838
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	7,499,944
TITRE VI-Autres dépenses publiques	0
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2,520,076,023
1213111-BUREAU DU MINISTRE	124,994,880
TITRE I-Dépenses de Personnel	113,832,267
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11,162,614
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2,395,081,142
TITRE I-Dépenses de Personnel	231,348,150
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	84,936,797
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	13,278,754

**DETAILS DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES**

	Crédits Budgétaires 2017-2018
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2,065,427,442
TITRE V-Service de la Dette Publique	90,000
1214-LA PRESIDENCE	1,613,170,855
1214111-BUREAU DU PRESIDENT	297,265,160
TITRE I-Dépenses de Personnel	124,234,983
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	0
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	14,030,176
TITRE VI-Autres dépenses publiques	159,000,000
1214112- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	531,342,957
TITRE I-Dépenses de Personnel	136,259,481
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	291,642,590
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	15,424,448
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2,000,054
TITRE VI-Autres dépenses publiques	86,016,384
1214113-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	662,962,738
TITRE I-Dépenses de Personnel	335,474,898
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	181,327,865
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2,159,794
TITRE VI-Autres dépenses publiques	144,000,180
1214114-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	121,600,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	121,600,000
1215-PRIMATURE	2,062,328,187
1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	627,001,561
TITRE I-Dépenses de Personnel	323,518,263
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	54,192,077
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	9,291,220
TITRE VI-Autres dépenses publiques	240,000,000
1215112-ADMINISTRATION GENERALE	958,843,870
TITRE I-Dépenses de Personnel	145,086,210
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	223,987,562
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	26,908,992
TITRE IV-Dépenses de Transferts	50,416,632
TITRE VI-Autres dépenses publiques	512,444,474
1215113-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	52,028,539
TITRE VI-Autres dépenses publiques	52,028,539
1215116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	44,000,000
TITRE I-Dépenses de Personnel	31,000,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13,000,000
1215117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	40,551,293
TITRE I-Dépenses de Personnel	30,700,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9,851,293
1215118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	63,053,965
TITRE I-Dépenses de Personnel	43,467,336
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	19,586,629
1215119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	115,481,769
TITRE I-Dépenses de Personnel	77,481,769
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	38,000,000
1215121-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	52,200,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	52,200,000
1215122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	30,000,010
TITRE I-Dépenses de Personnel	27,000,010
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3,000,000
1215123-APPUI A LA FORMATION	17,231,701
TITRE IV-Dépenses de Transferts	17,231,701
1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	33,870,116
TITRE I-Dépenses de Personnel	13,977,956
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	19,892,160
1215220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	28,065,363
TITRE I-Dépenses de Personnel	18,495,620
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9,569,743

**DETAILS DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES**

	Crédits Budgétaires 2017-2018
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1,845,830,671
1216111-BUREAU DU MINISTRE	168,632,314
TITRE I-Dépenses de Personnel	49,258,610
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9,529,261
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	20,844,459
TITRE IV-Dépenses de Transferts	4,999,984
TITRE VI-Autres dépenses publiques	84,000,001
1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,194,104,534
TITRE I-Dépenses de Personnel	493,183,797
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	263,337,268
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	30,520,466
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3,500,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	403,563,002
1216115-ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	8,093,833
TITRE I-Dépenses de Personnel	6,907,810
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1,186,023
1216117-SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES	474,999,990
TITRE I-Dépenses de Personnel	261,932,507
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	213,067,483
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	479,464,985
1217111-BUREAU DU MINISTRE	142,351,211
TITRE I-Dépenses de Personnel	77,826,100
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	19,992,579
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	-
TITRE IV-Dépenses de Transferts	35,032,532
TITRE VI-Autres dépenses publiques	9,500,000
1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	337,113,774
TITRE I-Dépenses de Personnel	112,606,156
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	22,286,140
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	26,280,522
TITRE IV-Dépenses de Transferts	9,967,468
TITRE VI-Autres dépenses publiques	165,973,488
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	12,558,217,124
1311111-BUREAU DU MINISTRE	205,100,000
TITRE I-Dépenses de Personnel	130,000,001
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	30,000,000
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	100,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	25,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	20,000,000
1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	11,942,217,439
TITRE I-Dépenses de Personnel	9,717,853,951
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1,098,949,988
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	100,400,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	175,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	850,000,000
TITRE V-Service de la Dette Publique	13,500
1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	20,000,000
TITRE I-Dépenses de Personnel	15,676,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	4,324,000
1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	319,390,010
TITRE I-Dépenses de Personnel	262,068,010
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	57,322,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	71,509,675
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,000,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	51,509,675
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1,117,593,398
1312111-BUREAU DU MINISTRE	141,836,316
TITRE I-Dépenses de Personnel	109,482,431
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	7,745,713

**DETAILS DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES**

	Crédits Budgétaires 2017-2018
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	23,608,172
1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	696,392,248
TITRE I-Dépenses de Personnel	567,446,888
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	69,334,680
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	14,772,824
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	44,837,856
1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	58,664,599
TITRE I-Dépenses de Personnel	44,948,160
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13,716,439
1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	60,668,811
TITRE I-Dépenses de Personnel	44,177,724
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	16,491,087
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	114,999,888
TITRE I-Dépenses de Personnel	50,953,171
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	64,046,717
1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES	45,031,536
TITRE I-Dépenses de Personnel	22,031,544
TITRE VI-Autres dépenses publiques	22,999,992
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	5,063,920,069
1313111-BUREAU DU MINISTRE	96,739,482
TITRE I-Dépenses de Personnel	60,670,077
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3,789,124
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2,280,281
TITRE VI-Autres dépenses publiques	30,000,000
1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	4,964,780,599
TITRE I-Dépenses de Personnel	4,319,806,195
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	544,695,993
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	37,718,412
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1,465,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	61,095,000
1313114-SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	2,399,988
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2,399,988
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	168,203,101
1314111-BUREAU DU MINISTRE	38,092,491
TITRE I-Dépenses de Personnel	32,521,591
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2,215,532
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1,206,120
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2,149,248
1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	130,110,610
TITRE I-Dépenses de Personnel	82,872,757
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	26,750,222
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2,500,004
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	17,987,627
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	694,519,658
1315111-BUREAU DU MINISTRE	133,974,333
TITRE I-Dépenses de Personnel	81,668,615
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15,005,726
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	0
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1,299,992
TITRE VI-Autres dépenses publiques	36,000,000
1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	560,545,325
TITRE I-Dépenses de Personnel	257,990,121
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	99,410,562
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	15,061,522
TITRE IV-Dépenses de Transferts	199,996
TITRE VI-Autres dépenses publiques	187,883,124

**DETAILS DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES**

	Crédits Budgétaires 2017-2018
1411-MINISTERE DES CULTES	185,752,089
141111-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	185,752,089
TITRE I-Dépenses de Personnel	84,418,763
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	28,489,867
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	9,405,975
TITRE IV-Dépenses de Transferts	59,392,772
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4,044,712
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	1,246,456,927
1412111-BUREAU DU MINISTRE	115,235,383
TITRE I-Dépenses de Personnel	59,851,226
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	20,212,808
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	3,993,853
TITRE IV-Dépenses de Transferts	13,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	18,177,495
1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	275,168,724
TITRE I-Dépenses de Personnel	74,378,501
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	33,552,530
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	11,863,799
TITRE IV-Dépenses de Transferts	(0)
TITRE VI-Autres dépenses publiques	155,373,894
1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS	56,164,741
TITRE I-Dépenses de Personnel	37,425,068
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	18,739,672
1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	70,851,656
TITRE I-Dépenses de Personnel	37,558,780
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	33,292,876
1412115-THEATRE NATIONAL	55,684,114
TITRE I-Dépenses de Personnel	43,684,114
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12,000,000
1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	49,083,923
TITRE I-Dépenses de Personnel	24,328,500
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	24,755,423
1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE	31,247,820
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,747,820
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10,500,000
1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	62,374,421
TITRE I-Dépenses de Personnel	41,543,052
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	20,831,369
1412119-ARCHIVES NATIONALES	160,784,641
TITRE I-Dépenses de Personnel	141,551,652
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	19,232,989
1412123-ACTIVITES CULTURELLES	262,263,000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	262,263,000
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	59,563,876
TITRE I-Dépenses de Personnel	27,512,560
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	32,051,316
1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	48,034,629
TITRE I-Dépenses de Personnel	23,083,105
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	24,951,524
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	337,227,445
1413111-BUREAU DU MINISTRE	27,986,498
TITRE I-Dépenses de Personnel	6,596,751
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	16,595,622
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	987,303
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	3,806,821
1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	85,213,563
TITRE I-Dépenses de Personnel	49,799,795
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	23,507,051
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	6,906,716

**DETAILS DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES**

	Crédits Budgétaires 2017-2018
TITRE VI-Autres dépenses publiques	5,000,001
1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAÏTI	150,828,501
TITRE I-Dépenses de Personnel	116,856,149
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	33,972,353
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
1413114- RADIO NATIONALE D'HAÏTI	73,198,884
TITRE I-Dépenses de Personnel	56,685,352
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	16,513,532
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	10,673,012,571
1511111-SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	2,323,889,107
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2,523,889,107
1511113-AUTRES INSTITUTIONS	461,075,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	461,075,000
1511149-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	7,688,048,464
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	35,000,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	4,961,355,560
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2,691,692,904
1512-DETTE PUBLIQUE	13,721,382,623
1512111-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,100,000,000
TITRE V-Service de la Dette Publique	1,100,000,000
1512112-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	2,968,340,225
TITRE V-Service de la Dette Publique	2,968,340,225
1512113-AUTRES CREANCIERS INTERNES	2,193,916,929
TITRE V-Service de la Dette Publique	2,193,916,929
1512211-DETTE MULTILATERALE	251,266,515
TITRE V-Service de la Dette Publique	251,266,515
1512212-DETTE BILATERALE	7,207,858,955
TITRE V-Service de la Dette Publique	7,207,858,955
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	2,030,859,901
2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	2,030,859,901
TITRE I-Dépenses de Personnel	1,220,509,900
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	400,850,001
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	114,500,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	263,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	32,000,000
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	3,631,783,588
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	1,560,195,460
TITRE I-Dépenses de Personnel	1,169,534,173
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	387,291,286
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	3,370,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
2212112-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	139,520,558
TITRE I-Dépenses de Personnel	66,230,558
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	53,700,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	19,590,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
2212211-SECRETARIAT GENERAL	1,932,067,570
TITRE I-Dépenses de Personnel	1,047,018,580
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	280,447,328
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	44,091,663
TITRE IV-Dépenses de Transferts	560,510,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	1,122,648,803
3211111-ADMINISTRATION GENERALE	229,057,887
TITRE I-Dépenses de Personnel	134,495,021
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	31,700,001
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	8,000,000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	500,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	54,362,865

**DETAILS DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2017-2018
PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES**

	Crédits Budgétaires 2017-2018
3211212-COUR DE CASSATION	137,218,574
TITRE I-Dépenses de Personnel	83,694,529
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	29,176,823
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	15,781,394
TITRE IV-Dépenses de Transferts	664,896
TITRE VI-Autres dépenses publiques	7,900,932
3211213-COUR D'APPEL	70,002,961
TITRE I-Dépenses de Personnel	59,040,904
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	5,760,965
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	4,976,735
TITRE VI-Autres dépenses publiques	224,357
3211214-TRIBUNAUX	686,369,381
TITRE I-Dépenses de Personnel	585,855,429
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	63,713,988
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	17,999,972
TITRE VI-Autres dépenses publiques	18,799,993
4111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	693,364,544
4111111-CONSEIL DE LA COUR	693,364,544
TITRE I-Dépenses de Personnel	426,550,836
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	58,469,563
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	12,205,237
TITRE IV-Dépenses de Transferts	431,157
TITRE VI-Autres dépenses publiques	195,707,750
4211-CONSEIL ELECTORAL	406,240,738
4211111-CONSEIL ELECTORAL	406,240,738
TITRE I-Dépenses de Personnel	307,128,595
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	29,212,153
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	9,500,002
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	60,399,988
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	55,000,000
4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	55,000,000
TITRE I-Dépenses de Personnel	30,499,334
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12,875,263
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	7,175,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4,450,403
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,303,000,000
4311111-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,303,000,000
TITRE I-Dépenses de Personnel	1,062,817,343
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	240,182,657
4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	35,031,200
4411111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	35,031,200
TITRE I-Dépenses de Personnel	20,063,858
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	14,967,342
Grand Total	85,202,800,000

PROJECTION DES CREDITS DES INTERVENTIONS PUBLIQUES EXERCICE 2017-2018

	ALLOCATION BUDGÉTAIRE
TOTAL INTERVENTIONS PUBLIQUES	10,673,012,571
700-SUBVENTIONS D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ET BUDGETS ANNEXES	2,523,889,107
PENSIONNAIRES EX_BNDAL	3,563,835
PENSION MILITAIRE	110,809,750
PENSIONNAIRES EX_MINOTERIE	1,115,522
PENSIONNAIRES SELECTION 1974	8,400,000
COTISATION AU FONDS DE PENSION	2,400,000,000
721-QUOTES - PARTS ET CONTRIBUTIONS AUX INSTITUTIONS ÉTRANGÈRES ET INTERNATIONALES	461,075,000
INSTITUTIONS INTERNATIONALES	461,075,000
AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	7,688,048,464
410- MATERIEL DE TRANSPORT ROUTIER	35,000,000
ACQUISITION DE VEHICULES	35,000,000
729- AUTRES QUOTES-PARTS ET CONTRIBUTIONS	4,961,355,560
ELECTRICITE D'HAÏTI	2,400,000,000
GESTION DES AUTOBUS DE L'ETAT	524,629,388
ACTIVITES FESTIVES ET CONFERENCES	370,000,000
AUTO-ASSURANCE / FONCTION PUBLIQUE /	986,726,172
SUPPORT AUX PARTIS POLITIQUES	500,000,000
APPUI A LA FORMATION	130,000,000
AUTRES SUBVENTIONS	50,000,000
919- AUTRES DEPENSES NON VENTILEES PAR NATURE	2,691,692,904
ACTIVITES ELECTORALES	250,000,000
APPUI A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	400,000,000
PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE	700,986,974
CREATION D'EMPLOIS D'ETE	130,000,000
DOTATIONS PROVISIONNELLES POUR CERTAINES ENGAGEES D'AVANCE	830,705,930
AUTRES (MONTANT NON AFFECTÉ) "919"	380,000,000

Achevé d'imprimer sur les presses de Presses Nationales d'Haïti - Port-au-Prince
ISSN : 1683-2930 • Dépôt légal : 85-01-027 Bibliothèque Nationale d'Haïti
©Tous droits réservés 2017